



Algérie 3 - Malawi 0
**UNE QUALIFICATION
AVEC BRIO** P. 27

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Publicité

Cristor
La Qualité pour tous ...

NOUVEAU NUMÉRO

La société ABBAD Electronics vous annonce un changement dans ses coordonnées, comme suit:

	Ancien numéro	Nouveau numéro
Centre d'appel SAV	035 60 60 60	035 26 52 52
Standard	035 68 48 84	035 26 51 51
Fax	035 68 48 58	035 26 50 50

P. 6 à 16

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

FOLIES D'OCTOBRE

ABED CHAREF

■ *Au pays des mille
et une contradictions*
KAMAL GUERROUA

**GOUVERNEMENT
SELLAL 3 : TOUCHÉ
MAIS PAS COULÉ ?**

CHERIF ALI

■ *Une nouvelle restructuration ?*
DRISS EL MEJDOUB

■ *Repenser la sécurité nationale
à la lumière de la pandémie Ebola*
ABDERREZAK BOUCHAMA

■ *De l'universitaire, qu'en reste-t-il ?*
EL YAZID DIB

■ *Rêve brisé, certes... mais par qui ?*
MOHIEDDINE AMIMOUR

**DEMAIN, QUEL
PROJET DE SOCIÉTÉ
POUR L'ALGÉRIE ?**

AHMED FARAH

■ *La première subvention
est le taux de change*
SAÂDEDDINE KOUIDRI

■ *Copier-coller :
vite... Mais (bien) mal ?*
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

■ *Belgique : le paradoxe
de Condorcet*
M'HAMMEDI BOUZINA MED

■ *Un peu de lumière généreuse
sur les sans-papiers*
AKRAM BELKAÏD

■ *Le «casse» de tous les temps !*
BOUCHAN HADJ-CHIKH

■ *Le «libre-échange atlantique»
ou le vestibule des lobbies*
PIERRE MORVILLE

Protesta devant la présidence de la République

Les représentants des policiers reçus par Sellal

M. Aziza

Cinquante délégués représentant les éléments de plusieurs Unités républicaines de sécurité, rassemblées, hier, devant le siège de la présidence de la République, ont été reçus, hier, dans l'après-midi, par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, au palais d'El Mouradia. Exactement, comme il a été exigé par les centaines de policiers protestataires qui ont refusé de négocier avec le conseiller particulier du ministre de l'Intérieur et avec le directeur général des Ressources humaines du même département. Les policiers, rassemblés devant le palais d'El Mouradia et qui réclamaient, pour le deuxième jour consécutif, le départ du directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, ainsi qu'une série de revendications socioprofessionnelles, ont reçu une réponse vers les coups de 14h. C'est-à-dire, avec l'annonce faite par le chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, Boufalaga Nourredine qui avait précisé, devant les hommes en uniforme bleue, que le Premier ministre est disposé à recevoir une délégation représentant les différentes unités. Ayant le sens de l'organisation, les policiers ont, vite, formé des groupes « de cinq personnes » représentant, particulièrement, les unités de Jijel, Relizane, Hussein-Dey, Oran, 8^{ème} Groupement de Kouba, El Hamiz et ceux de Blida, en attendant, l'arrivée des délégués des autres unités, déjà annoncée et qui étaient en route vers El Mouradia.

Les protestataires attendaient leurs collègues arrivant de Tizi Ouzou, Mascara ainsi que d'autres unités qui étaient déjà en route. Des centaines de policiers ont été aperçus sur l'autoroute de Birkhadem, en prenant la direction de la côte de Bir Mourad Rais, pour rejoindre leurs collègues devant les portes de la présidence.

D'autres groupes ont été aperçus, à la gare routière du Caroubier, sous l'œil vigilant de la Gendarmerie nationale, en route vers El Mouradia.

Vers 15h30, une délégation qui compte une soixantaine d'éléments est arrivée sous les applaudissements de leurs collègues qui étaient déjà sur place.

Un document qui compte dix-neuf revendications et qui devait être remis au Premier ministre, a été distribué à la presse, résumant le malaise des agents de l'ordre. Les policiers ont revendiqué le départ du patron de la DGSN, Abdelghani El Hamel « ac-

cusé d'avoir humilié, à maintes reprises, leurs collègues, par des décisions de révocations ou de mutations ». Ils ont, également, revendiqué la création d'un syndicat, une hausse de 100% du salaire de base, pour le porter à 70.000 DA par mois, le droit au logement AADL, la réintégration des 6.000 policiers licenciés, la réduction de la durée de service, au sein de la police, de 32 ans à 20 ans, l'instauration d'une prime mensuelle pour la femme au foyer de policier, d'un montant de 10.000 DA.

Le conseiller « particulier » et le directeur générale des Ressources humaines au ministère de l'Intérieur, mal accueillis par les protestataires, se sont tournés vers la presse pour affirmer qu'ils ont engagé un dialogue avec les délégués des policiers rassemblés. Ils ont affirmé à la presse « que leurs revendications socioprofessionnelles sont prises en charge ». Et d'ajouter « nous n'avons rien de plus à leur donner, sauf que la question relative à la création d'un syndicat de la police est possible ». En ce qui concerne le départ du patron de la DGSN, les deux représentants du ministère de l'Intérieur se sont montrés catégoriques, en affirmant que cette question ne dépend pas des prérogatives du ministère de l'Intérieur.

Un des protestataires a appelé à bloquer la circulation, mais il a été vite rappelé à l'ordre par ses collègues qui voulaient éviter tout dérapage. Pour faire pression sur les autorités, les agents de l'ordre se sont approchés de la porte d'entrée de la présidence, pour réclamer une rencontre avec le Premier ministre. Ils se sont, par la suite, retirés dans le calme.

Le député du Parti des Travailleurs Ramdane Taazibt s'est rendu sur les lieux pour essayer de dialoguer avec les délégués des policiers protestataires. Il a affirmé que son parti a pris cette initiative pour essayer de connaître, de près et de la bouche des protestataires, leurs revendications, jugées par le Parti des Travailleurs « légitimes », en espérant une réponse rapide de la part des autorités pour parer à toutes sortes de manipulations du mouvement qu'elles soient internes ou externes, a précisé Taazibt.

Les policiers ont passé la nuit de mardi à mercredi devant le palais du gouvernement. Une nuit « rythmée » par des sifflements, des chants patriotiques et par des slogans tels que « 10 mois barakat » et « Irhal Hamel ».

nement. A Constantine, une cinquantaine de policiers, entre agents de l'ordre public et éléments d'intervention, se sont rassemblées devant le siège de la Sûreté de wilaya, selon l'APS. A Khenchela, ils étaient environ 120 policiers, à organiser une marche entre l'Unité républicaine n° 17 de N'sigha (2 km de Khenchela) et le siège de la Sûreté de wilaya où des préoccupations liées, notamment, à « l'octroi d'une prime couvrant les risques encourus au quotidien » par ce corps et à la « création d'un syndicat de la police » ont été exprimées.



Ph.: Rachid K.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Ghardaïa révèle le délitement de l'autorité étatique

La gestion exclusivement sécuritaire à laquelle le Pouvoir s'entient pour le conflit communautaire dont la ville de Ghardaïa et sa région sont le théâtre, a montré ses limites puisque, malgré le déploiement impressionnant de forces de l'ordre en ces lieux, la violence et les affrontements intercommunautaires reprennent au moindre prétexte et sont de plus en plus tragiques dans leurs conséquences. Des partis et personnalités de l'opposition ont bien tiré la sonnette d'alarme en faisant valoir que ce mode de gestion d'un conflit aussi profond et complexe que celui qui a cours à Ghardaïa depuis des mois, ne peut se régler de cette manière. Ce dont les autorités n'ont pas tenu compte. Leur aveuglement a aggravé la situation au point qu'elles sont arrivées à être confrontées à un fait absolument inédit dans les annales du pays : l'expression de leur ras-le-bol de policiers dont le corps est chargé de la gestion sécuritaire du conflit. Que ces policiers en soient arrivés à manifester publiquement contre la pression terrible à laquelle ils sont soumis depuis trop longtemps au milieu d'un conflit dont ils constatent que la méthode utilisée pour le gérer est en échec, cela est un signe adressé aux autorités d'avoir à la changer. Quand ce sont des policiers qui l'adressent, il ne devrait qu'inciter ces autorités à rechercher une autre solution au conflit. Elles ont bien tenté d'instaurer un dialogue avec les parties en conflit à Ghardaïa, mais elles l'ont fait avec des in-

terlocuteurs dont elles en ont elles-mêmes décrété la représentativité et excluent ceux qui en sont réellement dotés, uniquement parce qu'ils n'expriment pas le politiquement correct et, donc, susceptibles de soulever des problèmes qui « gênent » ou de porter des

accusations compromettantes contre certains milieux attisant le conflit mais bénéficiant de protections dont l'identification n'est pas voulue.

Le conflit dont Ghardaïa est le théâtre n'a que trop duré. Et cela parce que, même en dépêchant d'imposantes forces de l'ordre, l'Etat est absent dans la région, au point que l'on est tenté de penser que le pourrissement découlant de ce vide étatique a été quelque part prémédité et escompté. En tout cas, la fronde qui en a résulté dans le corps policier directement confronté à ses conséquences, montre que la situation a atteint une gravité qui risque de donner lieu à un scénario plus tragique que celui que vit la région depuis plusieurs années. Il est à craindre que le délitement de l'autorité qui se constate à Ghardaïa ne soit en fait que la face avérée de celui de tout l'Etat algérien, résultant de la paralysie dont est frappé son sommet depuis que le président de la République est confronté à un problème de santé qui a rendu pour lui pratiquement impossible l'exercice de ses fonctions. Comme l'a déclaré avec raison un des leaders de l'opposition, « la tragédie de Ghardaïa n'aurait jamais pris les proportions qu'elle a avec un pouvoir présent, légitime et crédible ».

Fin du mouvement à Ghardaïa

Les agents du service de maintien de l'ordre, qui ont entamé leur mouvement de protestation à Ghardaïa, ont mis fin mercredi à leur mouvement et rejoint leur poste de travail, ont constaté des journalistes de l'APS. Le mouvement de protestation des agents de maintien de l'ordre avait été organisé lundi et mardi à Ghardaïa pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leurs conditions de travail. Pour la plupart issus d'autres wilayas du pays, les protestataires ont exprimé pacifiquement leur « désarroi » sur leurs « conditions de travail » marquées par des attaques au cocktail Molotov des émeutiers à Berriane et l'interdiction à ces policiers d'utiliser la force « pour se défendre ». Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, qui s'est déplacé mardi à Ghardaïa avait indiqué, à l'issue d'une réunion à huis clos avec des représentants de protestataires, que le dialogue « respectueux » et « transparent » avec les agents du maintien de l'ordre avait permis de « comprendre les doléances et de trouver

une entente pour améliorer la situation socioprofessionnelle de ces fonctionnaires de la Sûreté nationale ». Le ministre a assuré que les revendications des fonctionnaires « seront prises en charge » par les pouvoirs publics à partir de mercredi et de façon « graduelle ». Il a affirmé que des directives avaient été données à l'ensemble des walis pour consacrer des quotas de logements sociaux et ruraux au profit des agents de maintien de l'ordre. Quelque 4500 demandes de logements pour ces fonctionnaires seront étudiées prochainement pour améliorer les conditions de vie de ces agents, a ajouté le ministre de l'Intérieur. Des engagements ont été également pris pour « améliorer les conditions de travail » des agents sur le ter-

rain afin « d'exercer leur noble mission dans de bonnes conditions », a-t-il poursuivi. Pour ce qui est des augmentations de salaires, des frais de mission et les primes de zones, des commissions ont été mises en place pour « trouver des solutions ainsi que pour la gestion des carrières des fonctionnaires ».

Parlant des dépassements, le ministre avait souligné que des commissions de discipline hiérarchisées seront installées au niveau local, et au niveau national pour « permettre aux agents d'effectuer des recours ». M. Belaïz a estimé que les revendications des agents sont « légitimes », ajoutant que par le biais d'un dialogue « civilisé et respectueux on arrive à résoudre l'ensemble des problèmes existants ».

Rectificatif

Une malencontreuse coquille s'est glissée dans notre article intitulé « Situation explosive à Ghardaïa », paru dans notre édition de mercredi. Il fallait lire : « de violents affrontements avaient eu lieu à Berriane, provoquant la mort de deux jeunes âgés d'une vingtaine d'années, ainsi que des blessures à une dizaine d'agents de la police et de la Protection civile ». Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Protesta de policiers à Oran, Constantine et Khenchela

K. Assia

Des policiers ont protesté, hier, après-midi, à Oran, Constantine et Khenchela. A Oran, une cinquantaine de policiers, en uniforme, relevant des Unités républicaines de sécurité (URS) de Dar El Beïda, ont marché, depuis Dar El Beïda, pour rejoindre le siège de la Sûreté de la wilaya où ils se sont rassemblés pour apporter leur soutien à leurs collègues de Ghardaïa. Sur place, les policiers se sont refusé de faire la moindre déclaration à la presse, venue en force pour rendre compte de l'évé-

Tirage du N°6048
119.645 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp. : Oran :** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57**Pub**
Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80**Diffusion : Ouest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** S.O.D.I. **PRESSE - Sud:** TDS

Snapest Menace de grève à l'Education

S. E. K.

Le Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) a tiré la sonnette d'alarme et prévient d'un retour à la grève. C'est ce qui a été déclaré par le Snapest à la suite de sa réunion qui s'est déroulée dans la semaine à Alger. Selon ce syndicat, la rentrée scolaire 2014-2015 n'a pas été comme veut le faire croire la tutelle comme étant une rentrée «normale», mais une rentrée explosive en raison des problèmes que connaît l'Education nationale. Le communiqué du Snapest fait état plutôt d'anomalies graves qui ont l'air de s'installer dans la durée. Surcharge de classes, qui est, selon le Snapest, un facteur de violence, manque d'encadrement pédagogique et manque d'encadreurs administratifs sur fond de mauvaise gestion, que ce soit au niveau des directions de wilaya ou à l'échelle centrale et «l'on continue de considérer que cette rentrée a été normale», ironise le Snapest. «La réforme dont on fait état peut-elle aboutir dans de telles conditions?», s'interroge le Snapest. Les conditions pédagogiques est le seuil minimal pour entamer les débats sur la réforme, affirme le syndicat.

Le Snapest affirme que la tu-

telle fait comme si «nous n'avons pas de revendications en tant qu'enseignants et nous excluons de facto, dans une fuite en avant, ignorant que nous sommes un syndicat et un partenaire social avec lequel il y a lieu de compter», a précisé Meziane Meriane, président du Snapest, contacté hier. Le Snapest, affirme-t-il dans son communiqué, n'abandonne aucunement ses revendications contenues dans les différents PV qui ont été signés avec la tutelle ou avec la fonction publique (DGFP).

Le syndicat «usera de tous les moyens pour défendre ces droits socioprofessionnels y compris le recours à la grève», est-il souligné. Un appel est lancé à la tutelle pour prendre en charge le dossier des revendications de ce syndicat et de corriger les dysfonctionnements du statut particulier, de rétablir les enseignants du technique, de réévaluer leur ancienneté et de les intégrer dans les nouveaux postes. De même, permettre et de façon continue aux enseignants principaux et aux formateurs d'accéder à des postes de directeur d'établissement. Pour les enseignants du Sud, le Snapest réclame une prime de zone calculée sur la base des nouveaux salaires et réclame aussi des logements pour ces enseignants.

Ghardaïa

Belaïz exhorte à oeuvrer à mettre un terme à la fitna

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a exhorté, mercredi, les notables et les représentants de la société civile, des différentes communautés et les élus de Ghardaïa à «user de leur influence pour mettre fin à la fitna» (discorde), dans la région. S'exprimant, lors de rencontres organisées, séparément, avec les notables et les représentants de la société civile, des différentes parties dans la région, le ministre a réaffirmé la détermination de l'Etat à appliquer les lois de la République «contre toute personne impliquée dans des actes criminels ou de vandalisme», à l'encontre de personnes et de biens, ont indiqué des participants à ces rencontres. Les pouvoirs publics soutiennent et encouragent toutes les personnes qui usent de leur influence pour mettre un terme à ces affrontements entre les habitants «frères» d'une région réputée «accueillante», a-t-il souligné, avant d'ajouter que l'Etat était disposé à mettre en oeuvre «tous les moyens» pour «mettre un terme à cette situation déplorable qui perdure», selon les mêmes interlocuteurs. Les notables et les représentants de la société civile ont, de leur côté, exprimé leur «reconnaissance» pour les efforts déployés par l'Etat dans ce cadre et ont demandé le renforcement du dispositif de sécurité, dans la région pour «lever le climat de

psychose, de peur et d'insécurité, régnant dans les différents quartiers de Ghardaïa», ont-ils ajouté. Auparavant, le ministre a présenté, dans la localité de Berriane, les condoléances aux familles des deux victimes des échauffourées qu'a connues, récemment, cette localité, ont signalé les services de la wilaya. M. Belaïz a également présenté, à Ghardaïa, les condoléances à la famille d'une victime qui a succombé, dans la nuit de mardi à mercredi, à ses blessures à la suite des heurts nocturnes dans un quartier près de la zone de Benghanem.

Trois personnes ont trouvé la mort et des dizaines d'autres ont été blessées, dans des affrontements, dans les régions de Berriane et Ghardaïa, depuis le début de la semaine. Une quarantaine de locaux, à caractère commercial et d'habitation et une dizaine de véhicules ont été saccagés, pillés avant d'être incendiés, lors de violents affrontements ayant opposé, depuis le début de semaine, des groupes de jeunes rivaux, dans la vallée du M'zab (Ghardaïa et Bounouira), selon un bilan provisoire des services de la wilaya.

Des édifices publics (résidence d'hôtes de la commune et bureaux de l'agence de l'Emploi, de Berriane) et le mobilier urbain ont été, également, saccagés tandis qu'un pylône d'un opérateur de téléphonie a été incendié, a-t-on constaté.

Incidents de Berriane 16 personnes interpellées



Seize personnes, ayant participé aux échauffourées qu'a connues, en début de semaine, la région de Berriane, ont été interpellées par les forces de sécurité, a appris l'APS hier, auprès de la Cour de Ghardaïa. Elles ont été présentées, hier, devant le juge du tribunal correctionnel, de la même ville, pour «attroupement, outrage et violence contre les agents de l'ordre public», a-t-on signalé. Les mis en cause ont été arrêtés en flagrant délit, sur la voie publique, lançant des pierres et autres projectiles, a précisé la source. Ces interpellations,

effectuées par les forces de sécurité et le renfort déployé par les éléments de la Gendarmerie nationale ont permis, à la région, de retrouver son calme, a-t-on constaté, mercredi.

Des échauffourées ont éclaté, dimanche entre groupes de jeunes et les forces de maintien de l'ordre, dans la localité de Berriane et se sont poursuivies jusqu'à mardi.

Ces heurts ont été émaillés d'actes de vandalisme, de dégradation du mobilier urbain, et de saccage et incendies de locaux commerciaux et des habitations, a-t-on

constaté, sur place. Deux jeunes, âgés d'une vingtaine d'années, ont été mortellement blessés et une dizaine d'agents de Police et de la Protection civile, blessés, lors de ces échauffourées, selon une source médicale de l'hôpital de Ghardaïa. Le calme est revenu, dans la soirée de lundi à mardi et aucun acte de violence n'a été signalé, depuis, à la faveur d'un déploiement des unités de la Gendarmerie nationale qui ont été mobilisées pour faire cesser les heurts, sécuriser les habitants et les usagers de la RN-1, traversant la ville de Berriane.

Raïna
Raïkoun
El Yazid Dib

L'automne craint le printemps

Par jalousie. Par effet de mode. Ce qu'une saison ne pouvait produire serait tenté d'être récolté par la monotonie d'une autre. Le printemps n'est plus un assemblage de mois ou un amas de fleurs vierges et joyeuses. L'automne, aussi, n'est plus dans le jalonnement des rues par des feuilles mortes ou le dénuement des rameaux. Une forte dualité contagieuse se faufille dans l'intersaison. Quand l'on voit des bottes marcher avec des balles désarmées, c'est se dire que la force souffre. Que les pylônes d'une idée ne résistent plus aux ressacs des vagues qui déferlent sur le long des diversités littorales. Dans une marche, il y a toujours des pieds qui s'exécutent et une tête qui réfléchit. Quelle que soit la direction prise, marcher conduit à l'essentiel, dit-on. Cet essentiel n'a pour le moment qu'un sens unique, en veillant à éviter le sens giratoire trop rébarbatif. Aller vers un autre soleil, autrement défini, communément arrosant. Généreux pour les cimes et le parterre.

Rien n'est sempiternel et rien n'est cacheté au sceau de la garantie d'un calme trop achalandé. Là où justement un climat aux variations précaires se croit être à l'abri des turbulences que de gros nuages viennent sans avertissement pour assombrir le pays et ses sommets les plus culminants. L'automne est à l'ère des pluies ce qu'est l'ardeur solaire pour un estivant.

Ainsi, la nature va avoir horreur de la vacance. Tout est capable de s'obscurcir à l'instant. L'hésitation entre joie et effroi s'installe dans les cœurs pourfendus par un été ramolli, reconduit autant de fois. Il ne semble pas finir de sitôt. Paradoxal pour certains, le soleil qui se prend pour tel et qui dure trop ramène le spleen. Il

embrase l'effort, fléchit le mouvement et déteint l'atmosphère. Ce soleil, qui depuis mille ans et après avoir brûlé l'initiative, cramé les peaux rebelles, carbo-

nisé les âmes mécréantes, voilà qu'il refuse la naissance d'autres aubes plus pimpantes et plus jeunes. Il n'enchanté plus. Ne pas trop affectionner le soleil est difficilement acceptable sous d'autres cieux désensoleillés en permanence ! Vivement un automne aux chants printaniers d'une tranquillité nationale.

Après l'injustice, le pire des châtiments qu'un humain puisse administrer à son semblable reste le traitement inégal. Le privilège à l'accès aux droits ou l'astreinte à des devoirs, voilà ce qui départage l'équité de la nature et des hommes. Ce sont les hommes qui font le soleil. C'est à eux d'imager les saisons. Si certains, très peu parmi eux ont toujours configuré et retenu le ciel, régulé la providence et distribué le souffle, les autres plus nombreux ont toujours su aussi taire leurs embarras. Ils ont accepté à vomir l'encombre tel un sort ou une issue de fatalité. Les inégalités subies, les convenances ratées, les familles disloquées n'ont pu découdre en eux, en nous cet esprit quasi entêté, ne tendant qu'à la quête d'une liberté de raison et d'appréciation. Les expressions se faisaient toutes par avoir l'honneur, sans pour autant qu'il y soit. Ils présumaient que l'honneur était une substance rare à ne point gâcher envers ceux qui parfois ne le méritent pas. Expectorer des relents fétides d'un moment d'épuisement est une légitimité. Saisonnière ou non, corporatiste ou non, son essentialité réside là où tout semble s'écrouler et périr dans une bourrasque de détresse... momentanée. Comme un vent automnal ou une brise printanière, tout se verra le lendemain.



FERTIAL
Les fertilisants d'Algérie

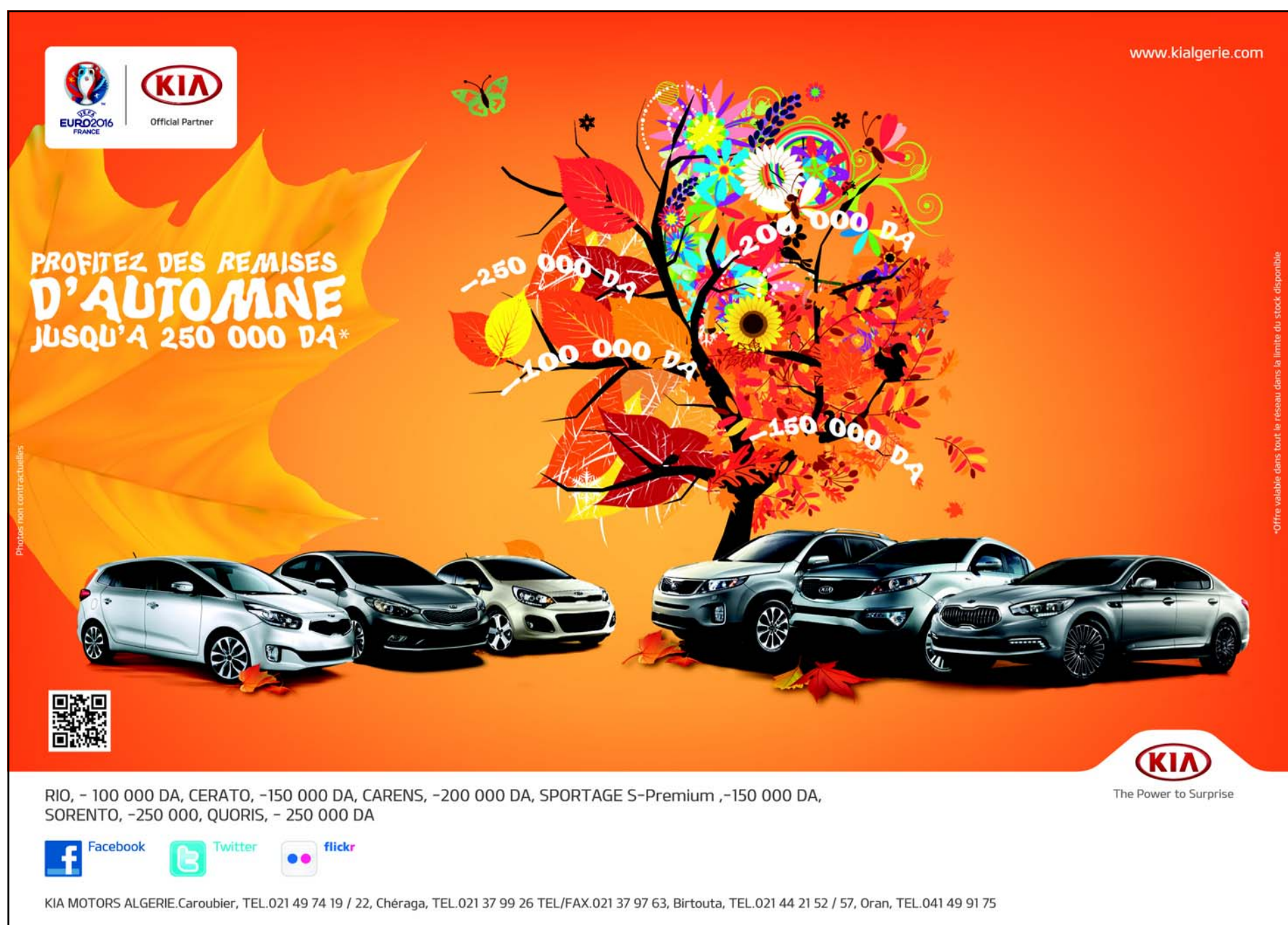
L'engrais **NPK 3x15 Base chlorure de potasse** produit en Algérie est à la disposition des agriculteurs et exploitants agricoles au prix de :

N.P.K_{Cl} 4400,00 DA/Quintal

- ◆ Remise exceptionnelle pour tout enlèvement à partir de l'usine d'Annaba (transport assuré par le client).
- ◆ Pour une Fertilisation adaptée sur la base d'analyses de sol, les laboratoires agronomiques et techniques d'Annaba et d'Arzew de FERTIAL sont à la disposition des agriculteurs Algériens à titre gracieux

Pour plus d'information, Les dépôts ventes d'ASFERTRADE et les conseillers agronomiques de vos régions respectives sont à votre disposition pour vous apporter soutien, conseil et assistance.

www.fertial-dz.com



PROFITEZ DES REMISES D'AUTOMNE JUSQU'À 250 000 DA*

250 000 DA
200 000 DA
150 000 DA
100 000 DA

KIA
Official Partner

KIA
The Power to Surprise

RIO, - 100 000 DA, CERATO, -150 000 DA, CARENS, -200 000 DA, SPORTAGE S-Premium, -150 000 DA, SORENTO, -250 000, QUORIS, - 250 000 DA

KIA MOTORS ALGERIE. Caroubier, TEL.021 49 74 19 / 22, Chéraga, TEL.021 37 99 26 TEL/FAX.021 37 97 63, Birtouta, TEL.021 44 21 52 / 57, Oran, TEL.041 49 91 75

*Offre valable dans tout le réseau dans la limite du stock disponible

Selon Nacéra Haddad, membre du FCE

«Un plan Marshall pour la relance de l'industrie»



El-Houari Dilmi

Nous sommes au croisement des opportunités qui s'offrent à l'Algérie pour sortir de cette dépendance aux hydrocarbures et aller vers une croissance inclusive, c'est-à-dire basée sur la synergie de tous les atouts dont dispose le pays», a indiqué, hier, Mme Nacéra Haddad, membre du conseil exécutif du Forum des chefs d'entreprises (FCE), au micro de la Chaîne 3. Explicitant sa pensée, l'invitée de la radio dira que l'Algérie «dispose d'avantages comparatifs qui la qualifient pour un avenir meilleur, pour peu que tous les acteurs concernés avancent dans le sens de la volonté politique affichée au plus haut niveau», ajoutant que «les ressources humaines, aujourd'hui bien formées, étaient la véritable énergie renouvelable du pays». Au sujet de la dépendance du pays aux hydrocarbures, Mme Nacéra Haddad dira qu'il est très urgent de rentrer dans la phase cruciale de diversification de notre économie, à commencer par la substitution aux importations, la promotion des exportations hors hydrocarbures, plaidant pour «un véritable plan Marshall pour la relance de l'industrie en Algérie». Selon l'invitée de la radio, «il faut absolument redéployer l'économie du pays vers des segments porteurs comme l'agriculture et l'industrie en développant des politiques publiques incitatives à l'investissement, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Grand Sud», a-t-elle expliqué. Estimant que la dépénalisation de l'acte de gestion était «un pas très important, allant dans le sens de la libéralisation de l'initiative entrepreneuriale», Nacéra Haddad a néanmoins déploré «la bureaucratie qui prévaut encore dans l'administration de la chose économique». Démarrant du principe que le Forum des chefs d'entreprises était «une vraie force de proposition», l'invitée de la Chaîne 3 de la radio nationale insistera surtout sur «l'adaptation, au plus vite, des politiques publiques pour améliorer l'environnement des affaires en Algérie. Plaidant pour un plan d'action par segment de l'industrie et la mise en place de task-forces, le membre du conseil exécutif du FCE dira qu'il est très urgent de reconnecter les vastes territoires du pays avec la dynamique économique et lutter par-

rallèlement contre l'économie informelle qui brise toute velléité de développement». Reprenant la déclaration du ministre de l'Industrie selon lequel «le pays n'avait plus droit à l'erreur», Mme Haddad dira qu'il faut aller au-delà des effets d'annonces et des positions individuelles pour aller vers un plan d'action intersectoriel qui concernera toute l'Algérie». Le pays doit, selon Nacéra Haddad, «entrer dans une véritable guerre économique et pour cela, il faut mesurer nos forces, les identifier, les compter et les mettre en avant, le tout avec un vrai patron qui contrôle toute la machine». Identifier les potentialités locales et régionales est «un autre axe majeur dans la conduite de la politique économique du pays», selon Nacéra Haddad, «pour en faire des réservoirs de projets et remettre la dynamique économique au sein des collectivités locales». «Si l'on veut concrétiser à moyen terme l'objectif de l'émergence, il faut remobiliser les compétences nationales», a-t-elle encore indiqué, saluant, au passage, les orientations affichées par le gouvernement en faveur d'une économie diversifiée, «même si les choix définis au niveau politique tardent à connaître une traduction concrète sur le terrain», a-t-elle regretté. Si le pays a mis énormément d'argent dans les différents dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes, «il faut absolument aller vers une gouvernance de proximité pour rapprocher ces mécanismes des populations concernées», a indiqué l'invitée de la radio, appelant les pouvoirs publics à «associer l'ensemble des opérateurs publics et privés dans l'élaboration des politiques publiques en direction de la jeunesse». «Notre tissu PME est composé à 90% de petites entreprises et la mortalité des très petites entreprises (TPE) reste importante, parce que l'Etat ne les aide pas», a martelé Nacéra Haddad, réitérant son appel pour «faire du public et du privé des alliés objectifs pour aller ensemble et la main dans la main à la recherche des partenariats étrangers». La densification du tissu économique en Algérie «reste très faible avec un niveau actuel de 23 PME pour mille habitants alors que l'objectif du plan quinquennal est d'atteindre 50 PME pour mille habitants à la fin 2019», a expliqué l'invitée de la Chaîne 3.

Casnos

Réactivation à distance de la carte Chifa à partir de 2015

La Caisse nationale de la sécurité sociale des non salariés (CASNOS) procédera, à partir de 2015, à l'opération de la réactivation à distance de la carte magnétique Chifa, dans le cadre des actions d'amélioration des prestations de la caisse, a annoncé mercredi à Alger, le directeur général de cette caisse, Abdelouahab Lemaï. «Les assurés sociaux non salariés (professions libérales) qui sont au nombre de 2 millions (assurés et ayants droit) affiliés à la CASNOS, pourront bénéficier à partir de 2015 de la réactivation à distance de leur carte magnétique Chifa au niveau des pharmacies conventionnées», a précisé M. Lemaï, en marge d'une journée d'information sur les prestations de la CASNOS.

Dans ce cadre, la caisse a signé des conventions avec plus de 6.500 pharmacies (officines pharmaceutiques) et 122 conventions avec les

cliniques d'hémodialyse et 67 autres dans le domaine du transport sanitaire. D'autres conventions ont été signées par la CASNOS, notamment 14 conventions avec des cliniques chirurgicales spécialisées en cardiovasculaire pour permettre à ses assurés sociaux de bénéficier des prestations de traitement et soins dans des domaines spécialisés. «La CASNOS a également signé une convention avec la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) pour permettre aux assurés sociaux non salariés de bénéficier des services des centres d'imagerie médicale. De son côté, le directeur des prestations au niveau de la caisse, Zine Eddine Zidani, a indiqué que la CASNOS a établi 587.021 cartes Chifa à ce jour, dont 504.738 ont été attribuées aux personnes concernées. Le système de la carte Chifa vise, notamment, la modernisation et l'amélioration des relations avec

les prestataires de soins publics et privés, ainsi qu'une meilleure performance des organes de contrôle. Par ailleurs, M. Zidani a mis en exergue les prestations de la CASNOS aux assurés sociaux non salariés, notamment en matière d'assurance-maladie, d'assurance décès et d'invalidité. Ces prestations nécessitent une cotisation annuelle qui doit être versée par les assurés sociaux non salariés en fonction de leur chiffre d'affaires dont la minimale est fixée à 32.400 dinars/an et la maximale à 259.200 dinars/an.

S'agissant de cette journée d'information, les organisateurs ont indiqué qu'elle s'inscrit dans le cadre des actions de communication en direction des travailleurs non salariés sur les prestations de la CASNOS et de concertation avec les partenaires de la caisse, afin de permettre une plus grande affiliation des non salariés.

Le SG du ministère français des Affaires étrangères, en visite en Algérie

Le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international, Christian Massat, effectuera, aujourd'hui, jeudi, une visite en Algérie, dans le cadre des «consultations politiques régulières», entre les départements des Affaires étrangères des deux pays, a indiqué, hier, le ministère des Affaires étrangères, dans

un communiqué. Au cours de cette visite, «il sera procédé à une évaluation globale de la relation bilatérale, dans tous ses volets, qu'il s'agisse de la dimension humaine, des relations économiques et de la coopération technique ou des dossiers liés à la mémoire partagée des deux pays», précise la même source.

Au cours de cette visite, le respon-

sable français aura des entretiens avec le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Senouci Bereksi, portant, notamment, sur la préparation de la réunion du Comité intergouvernemental, de haut niveau, prévue le 4 décembre prochain, ainsi que sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, ajoute la même source.

Agroalimentaire Rencontres d'affaires algéro-françaises les 20 et 21 octobre à Alger

R. N.

UBIFRANCE Algérie organise-
ra, les 20 et 21 octobre 2014 à l'hôtel Mercure d'Alger, «la première édition des Rencontres d'affaires algéro-françaises dans le secteur des industries agroalimentaires», annonce un communiqué de l'Agence française pour le développement international des entreprises. UBIFRANCE Algérie évoque une «demande croissante en équipements, savoir-faire et intrants» dans le domaine des industries agroalimentaires. Des

«dirigeants d'une douzaine de firmes françaises intéressées par l'Algérie» feront le déplacement «pour présenter leurs sociétés, leurs produits et leur savoir-faire dans les plus importantes filières (céréales, lait, boissons, viande, froid...)», ajoute le communiqué. Prendront part à cette rencontre, côté algérien, une «quarantaine de sociétés publiques ou privées, à la recherche de partenaires industriels ou commerciaux».

Selon la fiche de présentation de cet événement, la demande algérienne concerne aussi bien les

«machines et équipements» pour la «production, conditionnement, emballage, stockage, installations frigorifiques», que des «lignes complètes de transformation, de production», ainsi que du savoir-faire en matière d'intrants (additifs, arômes...). La rencontre sera entamée par la présentation des «grandes filières : lait, céréales, viandes et boissons», et de «l'offre française». Des rencontres «B to B» sont également prévues le premier jour. Des visites de plusieurs sites d'entreprises privées sont prévues le lendemain.

Trois personnes arrêtées suite à des heurts à Illizi

Trois personnes présumées impliquées dans les heurts ayant opposé des jeunes de la cité «El-Wasset» à Illizi ont été appréhendées par les services de police, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Les mis en cause (50, 42 et 24 ans) ont été arrêtés en possession de deux fusils de chasse ainsi que de cartouches d'une arme mitrailleuse (kalachnikov). Ils font

l'objet actuellement d'investigations pour établir les circonstances de cet incident qui a coûté la vie à une personne, a-t-on précisé. Les heurts qui ont eu lieu mardi entre groupes de jeunes du quartier «El-Wasset», au chef-lieu de wilaya d'Illizi, se sont soldés par la mort d'un jeune (31 ans) et des blessures à deux autres (18 et 19 ans), selon une source proche du secteur de la santé.

El Tarf

Des habitants bloquent la route

A. Ouelaa

Les habitants de la cité dite «Le Kef», située à la sortie de la ville de Besbes, précisément en face du nouvel hôpital des 240 lits, ont bloqué, hier, à partir de 16h, la RN 84, en dressant des branchages et des pneus enflammés, de part et d'autre de la double voie. Sur place, les contestataires nous ont déclaré que leurs maisons sont inondées par les

eaux usées et de pluie, du fait du refoulement des eaux des bouches d'égout. La conduite d'évacuation est encombrée par le sable, que les services de l'APC n'ont pas curée. Il aura donc suffi d'une averse, de quelques minutes, pour que ces désagréments surviennent.

Le trafic routier entre Dréan et Besbes a été contourné par la route de Benamar, soit presque de 10 km supplémentaires.

Sétif Collision entre un bus et un camion, 4 morts et 11 blessés

Un tragique accident s'est produit hier peu après 7h sur la RN 75 (Sétif-Batna), à hauteur du douar Douakha, à quelque 5 km au nord de la localité de Hammam Sokhna. Le bilan est lourd : 4 morts et 11 blessés. Un bus et un camion sont entrés en collision. Un premier bilan de la Protection civile faisait état de deux personnes décédées et treize blessées dans la collision. Mais deux parmi ces blessés sont décédées à l'hôpital d'El Eulma, portant ainsi à 4 morts et 11 blessés le bilan de ce sinistre, a appris l'APS de source hospitalière. M. Mohamed-Tahar Zemmouri, directeur de l'hôpital Sarroub-Khoutir d'El Eulma où les blessés les plus gravement atteints ont été admis, a précisé que malgré les efforts de l'équipe médicale, les deux personnes, âgées de 28 et de 30 ans, ont rendu l'âme au bloc opératoire.

Folies d'octobre

Manifestation spontanée ou manip ?
Alger bruisse de rumeurs en ce mois d'octobre.
Comme si un retour à 1988 était possible.



Par Abed Charef

Les policiers qui ont participé aux différentes actions de protestation de cette semaine sont, au mieux, coupables d'une mauvaise réaction face à un état de déliquescence avancé des institutions. Soumis à la pression des événements, contraints à un rythme de travail très exigeant, subissant de nombreuses privations, ils ont réagi à l'algérienne, faisant ce qui est dans l'air du temps : grève et marche de protestation. Ce faisant, ils ont enfreint la loi, oubliant la nature de leur travail et la particularité de leur mission. Pour des hommes chargés de faire respecter la loi, le glissement est dangereux. Particulièrement quand le principal slogan qu'ils brandissaient concerne le départ de leur patron, le général Hamel.

Dans un pays normal, ce geste des policiers aurait été perçu comme un acte hautement démocratique. Ce n'est pas le cas en Algérie, où il traduit plutôt un cran de plus dans la déliquescence des institutions, et dans la non gestion des affaires de l'Etat. Car la police algérienne a déjà subi, par le passé, des épreuves d'une rare gravité. L'assassinat de l'ancien DGSN, Ali Tounsi, par un de ses assistants, en a constitué le summum. Comment en effet parler de sécurité dans un pays où le patron de la police est assassiné dans son bureau par un de ses assistants ? On était revenu à la grande tradition de l'odjak, dont les membres tuaient le Dey pour pousser un des leurs à sa place.

Mais l'assassinat de M. Tounsi était un acte individuel, une sorte de règlement de comptes impliquant deux personnes. Cette fois-ci, il s'agit d'un acte collectif, proche de la mutinerie. C'est une partie de l'institution qui affirme sa désobéissance, alors qu'elle est en train de devenir progressivement le pilier du régime, et que le pays connaît une tension politique et sociale d'une rare intensité.

LE PRÉCÉDENT DE LA POLICE COMMUNALE

Dans un passé récent, l'Algérie avait déjà vécu une situation proche, lorsque des éléments de la garde communale avaient organisé une grande démonstration de force, avec une marche entre Blida et Alger. Là encore, des revendications, assez simples, n'avaient pas été satisfaites, poussant le mouvement à la radicalisation et à la surenchère. Jusqu'à la goutte qui a fait déborder le vase.

Ce qui permet de dire, a priori, qu'un pouvoir qui n'a su ni résoudre la crise à Ghardaïa, ni clore l'affaire des fusils con-

fisqués à leurs propriétaires, ni recycler les gardes communaux, peut parfaitement se montrer suffisamment aveugle pour ne pas voir le feu couvrir parmi les siens.

Ceci, évidemment, si le mouvement d'humeur des policiers se limitait à une simple affaire de mauvaise gestion, ce qui n'est pas évident. Car en Algérie, le pire n'est jamais à exclure. Les commentateurs sur les réseaux sociaux l'ont clairement montré : peu de gens croient à une manifestation « spontanée » qui aurait résulté d'un ras-le-bol. A l'inverse, beaucoup privilégient cette bonne vieille théorie du complot, qui s'est durablement imposée dans le paysage politique algérien.

Les éléments qui étayent cette thèse sont nombreux. Le général Hamel est l'un des hommes de confiance du président Abdelaziz Bouteflika. Son nom a même été avancé comme un possible successeur du chef de l'Etat. L'offensive tous azimuts attribuée au président Bouteflika contre le DRS devait forcément renforcer le pouvoir de la DGSN, avec le risque de voir le général Hamel devenir, à terme, plus puissant que le général Toufik Mediène, patron du DRS. Le jour même où commençaient les actions de protestation des éléments de la DGSN, un site Internet annonçait le retrait des colonels du DRS qui exerçaient dans les ministères, et qui faisaient souvent office de ministre bis.

UN GRAND PERDANT : L'ALGÉRIE

Ces ingrédients de complot sont très présents dans les analyses. S'ils devaient se confirmer, ils révéleraient que la situation est encore plus grave que ce qu'on peut imaginer. Ils montreraient tout simplement que des groupes au sein du pouvoir sont prêts à toutes les extrémités pour avancer leurs pions, ou pour maintenir leurs positions. Ils n'hésiteraient pas à mettre en péril des institutions aussi sensibles pour arriver à leurs fins, face à un président de la République qui a n'a pas hésité à recourir à des décisions extrêmes, humiliant les institutions et piétinant la constitution, pour rester au pouvoir.

A ce stade, l'exercice le plus facile consisterait à se demander si, en fin de compte, il s'agit d'un coup de gueule des policiers, ou s'il s'agit d'une nouvelle manipulation alimentant la guerre des clans. On pourrait même aller plus loin : s'il s'avère que c'est une manipulation, qui assumerait la responsabilité d'un éventuel dérapage ? Faudrait-il l'imputer au président Bouteflika et à son entêtement à se maintenir au pouvoir, à n'importe quel prix ? Ou bien faudrait-il l'imputer à ses adversaires, qui n'hésiteraient pas à mettre en péril les institutions ?

Mais tout ceci est inutile. Car quel que soit l'explication avancée, ras-le-bol, manipulation imputée à Bouteflika ou à ses adversaires, le résultat serait le même : c'est l'Algérie et ses institutions qui paieront le prix.

Demain, quel projet de société pour l'Algérie ?

Par Ahmed Farah

La seule chose que l'on puisse faire, c'est de trier dans sa propre culture ce dont on a besoin, et de le trainer derrière soi depuis le lieu d'où l'on vient» : James Baldwin.

La désillusion est si grande, que les peuples se soumettent à la fatalité de la résignation et de l'attente des jours meilleurs. Mais savent-ils, qu'ils ont déjà épuisé leur pain blanc et que leur destin se fera demain, le jour ?

Aujourd'hui, c'est le calme plat, personne ne se soucie de quoi sera fait demain, sauf pour ceux qui la lune n'est pas au bout du doigt. Les initiés, les conscients et les clairvoyants savent qu'à cette vitesse de rotation, la centrifugation nous projetera sûrement, hors de la trajectoire.

Avoir un projet de société pour un Etat, est la seule façon de le pérenniser, de garder sa souveraineté et de donner l'égalité des chances aux citoyens qui le composent. La justice sociale et la cohésion sociale donnent plus de crédibilité à cet Etat et de la légitimité à ses gouvernants, s'ils sont librement choisis. Un projet de société fiable, n'est pas la copie conforme d'une autre expérience importée d'ailleurs, ni celui concocté dans des cabinets d'expertise et livré clé en main. A chaque Etat ses spécificités historiques, sociales, culturelles et sa position géostratégique qui le caractérisent.

A cet instant, la vision est floue, les idées manquent et aucun sens de direction n'est clairement indiqué. Qui sommes-nous ? Où va-t-on ? Que va-t-on faire ? Pourquoi faire ? Avec quels moyens allons-nous le faire ? La réponse à ces questions, est déjà une esquisse d'un projet. Les populations à travers le monde, se désintéressent de plus en plus de la gestion des affaires politiques de leurs pays et ressentent une impuissance générale qui les angoisse. Ils rejettent complètement leurs gouvernants et la classe politique pour leur incapacité d'améliorer le quotidien des citoyens. Ils trouvent que leurs dirigeants ne savent pas mesurer le désarroi dans lequel ils se trouvent et qu'ils sont incapables de prendre les décisions pour faire face à des situations souvent dramatiques, comme la protection sociale, la couverture sanitaire et l'éducation.

Les discours politiques ne sont plus porteurs, sont souvent populistes démagogiques et vides de tout sens. Cette rage contre les politiques n'est pas seulement dirigée contre les gouvernants, mais aussi contre l'opposition qui n'est pas prise au sérieux, pour sa posture incompréhensible et son projet qui ne cadre pas avec sa capacité à le mettre en phase avec les espérances des citoyens. Que des promesses irréalisables et que des mots vides. Au lieu d'induire des actions réelles qui rendent au

peuple son estime de soi et sa fierté pour son pays, les décideurs ouvrent la vanne et gaspillent les ressources, dans des politiques de soutien non sensés, inefficaces et sans résultats à moyen et long terme, aux agriculteurs, pour le logement, l'éducation nationale, la santé, l'emploi des jeunes etc...

- Tout le monde connaît les malversations de beaucoup d'agriculteurs qui achètent du blé importé, le revendent ensuite aux coopératives et empochent la subvention en retour.

- La spéculation induite par l'acquisition de chambres froides, comme c'est le cas ces derniers jours pour la pomme de terre qui a flambé son prix.

- Les puits fictifs, jamais creusés mais facturés.

- La filière du lait qui n'a fait qu'augmenter la facture des importations de bétails, sans diminuer celle du lait en poudre.

- Dans beaucoup de pays les logements sociaux, sont de la compétence des collectivités locales, loués à ceux qui habitent réellement la commune et qui sont vraiment dans la nécessité.

- Les autres catégories achètent ou louent leurs logements, dans le cadre de promotions immobilières avec l'aide d'un vrai système bancaire.

- La déperdition scolaire en Algérie, est l'une des plus élevée au monde, selon la Ministre de l'Éducation Nationale. L'État garantie l'égalité de chances, l'ins-truction et l'enseignement obligatoire, jusqu'à l'âge de 16 ans. Le gaspillage par la construction de tant de lycées et pseudo universités,

sans tenir compte des nécessités et des besoins réels du pays. Alors que le salut d'un pays vient surtout de l'apprentissage, des métiers d'avenir et des pôles universitaires d'excellence (Aucune université algérienne ne figure parmi les 5000 dans le monde). L'auto prise en charge des jeunes formés et la recherche au fond d'eux-mêmes des solutions, sans tendre la main à l'État, les rend plus motivés, autonomes et autosuffisants si les mécanismes en faveur de la création d'entreprises, sont réellement institués (Contrat personnel entre l'entrepreneur et sa banque - Projets/Banques d'investissement). (Dans le dispositif bureaucratique actuel, les fournisseurs sont souvent les gagnants sur le dos des jeunes entrepreneurs naïfs, novices et très mal préparés).

- Les dispositifs de l'emploi de jeunes est une catastrophe pour l'économie du pays, beaucoup d'artisans ont déposé les clés à cause de la rarefaction de la main d'œuvre. Les agriculteurs et les entreprises du bâtiment font aujourd'hui, appel à la main d'œuvre étrangère (Marocaine, Malienne, Nigérienne...). - La subvention des produits de consommation et du carburant ne peut pas s'éterniser, trouver un autre mécanisme de compensation, pour lutter contre la contre bande et le préjudice que cela cause à l'économie du pays. - Des investissements colos-

saux ont été investis dans la santé, sans que la qualité des soins s'en améliore. Un grand gaspillage est surtout dû à la gestion irresponsable des ressources matérielles, comme le vol de médicaments et d'équipements souvent relaté dans la presse. Cette faillite est aussi confirmée par les nantis qui vont se soigner pour le plus petit bobo à l'étranger

La gestion publique des ressources du pays doit être sérieusement sous le contrôle de l'État, ses représentants et de la justice, pour éviter tous ces déséquilibres. Ces gaspillages sont aujourd'hui possibles à cause de la manne pétrolière qui amorti les chocs et apaise le climat social. Mais demain, s'il y aura une décomposition, peut-on distribuer équitablement la rigueur et la misère ?

Aujourd'hui l'État en fait peut-être trop, parce qu'il a les moyens de le faire, mais il est temps de se projeter dans l'avenir et corriger le comportement de l'Algérien consommateur, assisté, qui ne produit rien et qui n'entreprend rien. L'État sera régulateur, percepteur d'impôts, offrant certains services (Éducation, Santé, couverture sociale et sécurité) à ses citoyens, mais ne sera en aucun cas gestionnaire de son économie, parce que tout simplement l'État est un flambeur qui ne compte pas les sous, surtout quand la planche à billets de sa banque centrale est sous sa tutelle.

L'Algérie a plus besoin d'hommes capables de la mettre dans le cercle des grandes nations créatrices de richesses, que de distributeurs d'une rente, qui tôt ou tard s'épuisera, parce qu'elle est épuisable. Aujourd'hui, les inégalités peuvent être justes, si ceux qui ont su et pu amasser des ressources considérables, d'une manière ou d'une autre, n'oublient pas d'où est ce qu'ils viennent, ne ferment pas la porte aux autres après que eux soient entrés, feront profiter le pays en investissant dans la création de richesses et de l'emploi, au profit de la masse. Quand les emplois sont rémunérés à leur juste valeur (de vrais salaires et une monnaie réelle), les citoyens pourront aisément louer ou acheter leurs logements sans demander aucune aide de l'état, payeront leurs produits de consommations sans qu'ils soient subventionnés et l'agriculture n'aura pas à être aidée (Sauf en cas de force majeure ou quand celle-ci devient exportatrice).

Mais pour arriver là, le pays devrait avoir besoin de milliers d'entrepreneurs et de capitaines d'industrie, comme les quelques-uns actuellement très connus, et qui ont prouvé leur savoir-faire ici et ailleurs dans le monde. L'Algérie pourrait être fière d'eux, s'ils éprouvaient plus de patriotisme économique, dans un cadre où tous les citoyens seraient gagnants selon le mérite et les efforts investis.

A qui incombe, de la société civile ou de l'université, l'échec à nous fournir une élite à la hauteur de nos ambitions ? L'université a peur justement d'une société qui tente de l'assassiner. Un danger guette le devenir de cette honorable institution. Qu'en reste-t-il au fait ?

De l'universitaire, qu'en reste-t-il ?



Par El yazid Dib

C'est un monde dans un campus, une ville dans un amphithéâtre. L'université n'est presque plus la grande école. Elle se transforme dans ses immensités non plus vers une excellence mais se morfond dans un bon service social, une crèche pour grands enfants.

Les travaux infrastructurels sont plus importants que les leçons, la cambuse plus revendicative que le laboratoire, l'administration plus valable qu'un rectorat. L'ouverture solennelle de l'année universitaire a été annoncée, comme à l'accoutumée en grandes pompes.

Les officiels comme à l'accoutumée suppléaient les "étudiants" et ceux-ci ne sont plus ce que furent leurs aînés. Dans une salle fermée, là où devait se tenir cette "ouverture" la honte couvrait ses perturbateurs.

L'année n'a pas encore commencé voilà que l'université s'installe dans la mouvance des turbulences. Pour rien, par la cause de certains recalés sempiternels abrutis par l'inculture hors-copie, obtus au cursus mal entamé qui pensent que fermer les accès est un mode de civilisation.

Qu'interdire aux autres l'exercice de leurs droits est un acte de lutte estudiantine. Que nenni ! Bakri, à l'époque les étudiants défiaient Boumediène et ses services.

Ils ont fait l'Algérie des révolutions, l'Algérie post-indépendante. La lutte n'était pas un axe de revendications tendant à l'amélioration de la ration alimentaire ou un secours lancé pour le repêchage des épaves et des lourdauds. L'université, véritable réceptacle de la conscience nationale n'était pas une foire aux cancrs. Bien au contraire une prédilection de concours, d'exhortation et d'élitisme.

Le défi des études se mixait à l'enjeu politique. Elle était plus crainte que la presse. L'étudiant d'hier, symbolisait un cas de réussite et obligeait le respect. Il savait les bouts de sa responsabilité. Sa majorité n'était pas exclusivement civile mais profondément politique.

Creuset insoupçonnable, la course y était pour les lauriers et non pour les formes. Dans le temps les étudiants venaient à 07 heures du matin, s'accaparaient un strapontin dans un amphithéâtre pour se baigner dans un cours magistral, en ce jour ils viennent à la même heure pour cadenasser les issues. Paradoxe des temps et dilemme des générations !

Qu'en est-il de l'étudiant d'aujourd'hui ? Il s'en dégage de certains qu'ils ne sont que des demandeurs éternels d'assistanat, copieurs et mauvais collègues. Rares sont ceux qui cadrent avec un type normalisé.

À l'université de Batna, à ce jour il n'y a pas eu de cours. Motifs : grève ! De qui ? Des enseignants ? Non ! Des

étudiants ? Non ! Alors que se passe-t-il mon fils ? -Un groupe "d'étudiants" affilié à des corporations et aspirant à plus de nombre en master ; bloque les issues de tous les instituts et oblige les étudiants à rebrousser chemin avec un langage intimidant et menaçant : "makanech !" en les forçant à ne pas résister. -Alors mon fils ce n'est pas une grève ! C'est un empêchement illégal d'aller vers ses classes ! C'est une entrave au droit du savoir !

-Que te dire mon vieux ? -Ne me dis rien mon fils ! J'ai tout compris. Drôle de comportement de ces conards qui ont investi l'université algérienne. C'est ce genre d'énergumènes qui a donné l'estocade à l'université. Ils veulent des diplômes au sens "social". Que fait l'Etat devant un tel fait pénal ? win nediw ouladna ? Nous n'avons d'université que celle en notre pays, sinon nous aurions fait comme eux...comme ceux qui semblent veiller sur le devenir de nos enfants et veillent extrêmement à celui des leurs, me déclare un père désabusé. Dans cette situation ubuesque sont renvoyés dos à dos et les gouvernants et les apprentis "étudiants" !

Ces putains de mauvais grévistes, empêcheurs de savoir, agents de barrières obstruant le chemin des autres agissent en totale impunité.

Pour leurs égoïstes desseins, ils marchandent le soutien à qui soutiendra leur mouvement. Les cas sont légions, pour l'illustration une étudiante se trouvant à tord en porte-à-faux avec son enseignant, s'est vue malgré sa culpabilité, soutenue par les associations en question.

Ce cas d'injuste solidarité avait incité les autres, par calcul à y adhérer, sait-on jamais se disent-ils, appréhendant une situation identique. Ainsi une psychose de représailles, une pseudo-couverture est vite vécue par l'étudiant novice ou neutre. Tel une secte, ce groupe impose sa loi et aussi son inique assistance. Heureusement, avec cette forte espérance, que ceci ne peut constituer une généralisation. Il s'agirait d'un cas applicable à une université.

Le mal de l'université n'est pas lointain mais très profond. Il est l'effet de reflet d'une école sinistrée. "Le bac algérien est tombé dans le domaine du trabendo" a bien martelé le Premier ministre lors de la dernière conférence nationale dédiée à l'éducation. Il poursuivra "On a inculqué à ces jeunes la culture de la triche." Dur réquisitoire.

Ce syndrome d'être pris s'étend jusqu'aux portes cochères des lycées pour se pérenniser à l'entrée de l'enceinte universitaire. Des quatre points cardinaux, ils gueulent, crient et vocifèrent les modes d'études, le LMD et ses paires, ils maudissent l'avenir qui va s'éclore à la naissance de toute nouvelle année scolaire jusqu'à celle où ils iront remplir des institutions ou des offices sans autres bagages qu'une licence précaire... ou s'agglutiner dans les rues et jeter le feu aux poudres.

On a trouvé le palliatif de l'ANSEJ, des locaux du président et du filet social. Le travail au mérite ne paye plus ses fervents. La persévérance, l'assiduité ne sont plus des critères de performance plus que ne le sont l'audace, la vulgarité et l'insolence. Il m'est rapporté que tout ce tintamarre est activé à l'effet d'exéquer forcément une pression sur la tutelle dans l'objectif d'augmenter le nombre de masters ouverts. Limité à 300, la revendication table sur les 500 ! Une pléthore de savants guette le pays ! Les prix Nobels vont pleuvoir sur nos pauvres têtes.

Ces chercheurs de débouchés, ces galériens de la juste moyenne de passage ont déclassifié l'université algérienne. L'intrigue génésiaque se situerait aussi dans cette escalade du nombre. Le meneur du jeu étant positionné hors de la portée des places à pourvoir, il voudrait par ce remue-ménage grimper la pente sur le dos d'une grève qui s'apparente plus à un viol intellectuel. Une tentative caractérisée de holdup. Le recteur ancien diplômé de la vieille école, professeur émérite, jaloux des acquis l'avait affirmé inextenso lors de la cérémonie d'ouverture de l'année universitaire précitée chahutée par l'insolence et la tromperie de ces bonimenteurs.

Ce pédagogue convaincu avait déclaré alors serein et rassuré "je ne permettrai pas la prise en otage de l'université, quitte à faire pêter les plombs ! (comprendre partir)" La situation prévalant dans l'établissement était un cumul d'insouciance et de complicité. Des droits sont créés sans fondement juridique et par la puissance du silence tutélaire deviennent des acquis à régulariser, voire à légaliser. La science et ses règles formelles d'obtention sont ainsi mises à genoux par un pouvoir peu soucieux. Lâcher du lest, fermer l'oeil dans de pareils cas, n'est pas apte à nous faire embarquer à bord d'une modernisation qui n'attend pas.

A voir tout ce cirque l'on pense sans ambages à ce que l'école avait produit comme marchandise brute et préalablement biaisée à incruster sans coup férir dans l'espace universitaire. Cette prédisposition favorise les conditions idoines de la résurgence embryonnaire incivique. Ceci nécessite, à défaut de retour au droit et à la raison, un dispositif coercitif et le recours à la justice pour perturbation et trouble de l'ordre public au sein d'un établissement public. L'on ne peut obtenir un diplôme par la force ya Errab !

A l'université, dans certains cas, c'est au muscle d'avoir le droit de préséance. Les sociétés de gardiennage qui n'existaient pas par le passé, ne sont pas là aussi pour rassurer davantage les locataires. Y aller fait grandement peur. Y passer ses nuits donne de la froideur. Les cités sont clôturées, barbelées, cintrées et encore ! De la violence qui s'exerce au nom d'une protection ou de celle qui se pratique au nom d'une association, il n'y a pas trop de marge de manœuvre pour l'inoffensif étudiant. Pour la paix et la stabilité on ne bouge pas ! On se fait circonvénir dans la duplicité en fermant l'œil sur l'entorse éthique universitaire.

Il est parfois admissible de garder cette inertie face à des convulsions citoyennes, émeutières, de grogne sociale etc... mais de là à transcender ce justificatif aléatoire dans le savoir c'est aiguillonner la compromission et stimuler la reproduction de modèles négatifs dans la conduite du citoyen de demain. Wallah l'heure d'année en année s'aggrave ! Si l'on fait du savoir une affaire sociale, on restera au stade...de "wantoutri" ! Oui, l'université risque de glisser vers une réalité de stade, de terrain d'affrontement.

La violence commence déjà aux portes d'entrée et s'exerce par cette nouvelle engeance de bloqueurs, d'interdiseurs, de mendiants "t'alba" de notes et de moyennes. L'université est en droite voie d'exécution sommaire. Il y a crime contre le savoir. Finalement elle tressautera et restera toujours une source intarissable de virtuosité et aussi de fausseté !

On a trouvé le palliatif de l'ANSEJ, des locaux du président et du filet social. Le travail au mérite ne paye plus ses fervents. La persévérance, l'assiduité ne sont plus des critères de performance plus que ne le sont l'audace, la vulgarité et l'insolence.

Même dans son aspect extérieur, dans son décor humain, l'université n'a plus le même visage. Elle est visible mais absente, sauf son corps qui s'émoustille au gré des fièvres virales, reste une infrastructure géante vidangée de sa substance essentielle. La prise de conscience. Les barbes d'antan, attribut d'un courant politique progressiste sont les kamis barbillonnées ou le crâne bariolé et hirsute d'aujourd'hui.

Une ostension ontologique ou enfantine. L'image est loin d'être celle d'un profil idéal de l'étudiant modèle qui inspirait confiance et authenticité. Pourtant l'intelligence est unique qu'elle soit semi-nue ou complètement vêtue. En hidjab ou en fuseau, elle est une lueur d'universalité et de providence.

C'est de l'université que jaillissent les phares lumineux des futures générations. Les autorités nationales sont contraintes d'apporter de grandes corrections à ce qui se trame dedans. Sauver la dame science des appétits flibustiers demeure une action révolutionnaire et de grand salut public. Basta !

**Nous ne nous dirigeons pas vers des horizons inconnus,
a dit le Premier ministre à ceux qu'il qualifie de
«partisans de la critique destructive qui s'évertuent à
distiller une ambiance de pessimisme».**

Gouvernement Sellal 3 : touché mais pas coulé ?

Par Cherif Ali

Le projet de loi de finances pour 2015 a été élaboré sur la base de prévisions solides ; tout le programme quinquennal aurait, ainsi tenu compte des prévisions de fluctuation du cours de pétrole, dans les cinq années à venir, a-t-il ajouté. Méthode Coué, disent certains observateurs: la situation actuelle du pays, même si les hommes en charge de l'animation de l'exécutif gouvernemental affirment le contraire, est anormale.

Beaucoup pensent, en effet, que l'équipe dirigée par Abdelmalek Sellal, aujourd'hui, donne l'impression de bouger sans que rien ne bouge, pour de vrai.

Pour illustrer ce propos, un chroniqueur affirmait dernièrement : " nos ministres ont adopté, depuis quelques années, une formule magique, quand il s'agit de réagir à des événements graves ou des faits délétères qui persistent dans la vie nationale : " ils sont étrangers à notre religion et à notre culture ! ", affirment-ils.

Il en est ainsi du Ministre des Transports qui, en guise de commentaires, concernant le pic des accidents de la route, a déclaré : " c'est un phénomène étranger à notre religion et à notre culture ! ".

Un autre Ministre, celui des Affaires Religieuses prenant le contre-pied de tous les experts qui pensent que le terrorisme a une nature, une matrice idéologique, un idéal politique et des combattants qui revendiquent leur engagement pour faire triompher leur projet, affirmait à propos des terroristes : " non, leurs agissements sont étrangers à notre religion et à notre culture ! ".

Il y a aussi le Ministre du commerce, imperturbable devant la hausse inexplicable des prix qui secoue le pays et qui n'a pas trouvé mieux comme explications que d'accuser les citoyens d'être boulimiques et atteints de la frénésie des achats !

Quant au Ministre de l'Agriculture, il s'est contenté de dire " qu'une mafia sévit dans les marchés des fruits et légumes ", sans plus.

Pendant ce temps-là, " le corps social " n'en finit pas de se tordre de douleur et même d'inquiétude à l'orée de cette saison hivernale et son lot, inévitable, d'inondations.

A ce jour, les multiples plans d'actions visant à protéger les villes contre ce phénomène sont restés lettre morte. Premières pluies, premiers dégâts, des villes entières sont envahies par les eaux fluviales à Tiaaret et à Tindouf, notamment.

Et le souvenir de Ghardaïa, inondée, est encore vivace pour rappeler à ceux qui ont la responsabilité de protéger la population d'anticiper les événements. Mais l'absence de toute stratégie, à moyen et long termes, fait que les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent chaque année.

Pour les victimes, c'est la faute à pas de chance ; pour les Ministres c'est au pire, un changement de maroquin, quand ils ne défaussent pas sur les Collectivités Locales " qui ne font pas le boulot ", selon leurs dires.

Et quand ces messieurs sont, plus ou moins, tançés par le Premier Ministre, ils sortent leur " botte secrète " : " les assises ", pour tout et rien !

Assises pour la jeunesse, l'industrie, la formation professionnelle, l'habitat et le touris-

me ; tous les secteurs sont passés en revue, en grandes pompes et à grands frais au Club des Pins.

Même le CNES a en droit à ses " assises nationales " et a remis, au final, un document listant 48 recommandations stratégiques en matière politique, économique et gouvernance locale dont il ne reste rien. Il n'y a que les hôtels qui ont fait leur chiffre d'affaires grâce à toutes ces rencontres où on a " bien mangé et bien bu " et échangé, entre responsables, les numéros de téléphones.

Il est temps pour le gouvernement de changer de braquet et de réduire toutes ces dépenses inutiles ; il est temps aussi pour lui de mettre fin au recours aux opérations ponctuelles qui ne remplaceront jamais l'absence de politiques réfléchies dans tous les domaines. Comme celui de la culture, par exemple, où, on veut faire d'une ville une " capitale " éphémère en se disant que cela impacterait, culturellement, sur toute une région ; en réalité les retombées de " Tlemcen, capitale de la Culture Arabe et Islamique, manifestation organisée en 2011 dans cette ville, qui est prise en exemple, n'ont guère profitées à Oran, Sidi Bel-Abbes ou Mascara, malgré le niveau du budget ouvert en cette circonstance et estimé à 10 milliards de dinars, soit 110 millions d'euros !

D'ores et déjà, il apparaît que la capitale de l'Est, Constantine, risque de ne pas être au rendez-vous qui lui a été fixé, tant les retards pris dans la réalisation des infrastructures sont importants.

Il est à craindre des " réévaluations " en masse ! Rappelons-nous, rien qu'en 2012, le gouvernement a dû débloquer un budget additionnel de 177 milliards de dinars pour achever des projets qui ont pris du retard, principalement dans les secteurs des infrastructures économiques et administratives, l'agriculture et l'hydraulique, l'éducation, la formation et les infrastructures socioculturelles.

Et la Grande Mosquée d'Alger, dont le suivi et la réalisation ont été confiés au Ministre de l'Habitat, risque de connaître le même sort, ce qui fait dire à certains que le Ministre des Affaires Religieuses a été défaillant et pourrait, éventuellement, quitter le gouvernement d'autant plus que l'idée d'un remaniement ministériel a ressurgi.

Il interviendrait, incessamment, sous peu, l'affirme une source anonyme : sous quinzaine, lit-on dans certains journaux.

L'exécutif, à coup sûr, encaisse pas mal de coups ces derniers temps, même si son chef " continue à jouir de la pleine confiance du Président de la République ", il en est autrement des ministres :

" celui de l'industrie, par exemple, qui n'avance aucune stratégie claire pour sortir le secteur de sa léthargie

" le ministre de l'agriculture, où en plus de sa mauvaise gestion de l'épidémie de la fièvre aphteuse qui est en train de décimer le cheptel bovin, n'est pas, apparemment, capable de faire face à la facture d'importation du blé de l'ordre de 400.000 à 500.000 tonnes, ce qui aurait fait grimper le prix de la tonne d'un euro à 207 euros (270 USD) au niveau de la bourse de Paris, selon les traders. Les besoins de l'Algérie en céréales sont estimés à 800.000 de tonnes, elle qui n'en produit que 5,12 millions.

• le ministre des sports qui n'a pas réussi à ce jour à mettre de l'ordre dans les stades où certains y perdent la vie ; il y a aussi cette

difficulté qu'il rencontrerait à coordonner l'action avec le Ministre de la Jeunesse, une autre erreur de " casting ", avec lequel il partage " l'administration centrale et les services extérieurs du ministère " et très peu d'idées.

• le ministre de la santé ou le bras de fer persiste entre des responsables, peu ou prou, enclins au dialogue, mettant en avant des menaces de sanctions contre des syndicalistes, eux-mêmes s'entêtant à endencher sporadiquement des grèves prenant au passage en otage les malades, sans compter les remous causés par le projet du code de la santé

• le ministre du commerce qui en plus de ses " boulettes " de la campagne électorale présidentielle, fait mine d'oublier l'affront que lui ont fait subir les commerçants qui n'ont pas respecté l'ordre d'ouverture de leurs locaux pendant les fêtes de l'Aïd, ou comment le commerce informel et son retour sur les territoires a été justifié par le ministre, comme étant " une caractéristique du peuple algérien, à chaque fois qu'on interdit quelque chose, son tempérament anarchique ou anarchiste le pousse à revenir ".

• le ministre des transports qui communique de façon maladroite comme la fois où il a mis la compagnie nationale " Air-Algérie " dans l'embarras, la livrant à la critique et à l'ire des passagers en faisant la promesse d'une baisse improvisée des tarifs pour l'été, que celle-ci n'a pas honorer, des tarifs réduits de 30 à 50%, effectifs du 22 juin au 22 septembre avait-il annoncé, laissant alors la compagnie, cette fameuse nouvelle sur les bras, se débrouillant avec, notamment, sa clientèle d'outre mer.

• la ministre de la solidarité et son aveu d'impuissance " à rassembler dans des centres d'accueil ces 25 000 réfugiés subsahariens qui quittent les lieux pour se déplacer, constamment, d'une région à une autre " ; ce problème qui exaspère les citoyens, concerne aussi le ministère chargé de l'ordre public, si l'on considère qu'il s'agit de migrants clandestins, mendiants professionnels, originaires pour un grand nombre d'entre-eux de la ville nigérienne d'Arlit !

• le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale dont le projet de code du travail dans ce qu'il contient comme articles sur le contrat de travail à durée déterminée légalisé, le 87 bis et la confusion qui s'en est suivie et la représentation syndicale telle que redéfinie par ledit code, est susceptible de provoquer, d'ores et déjà, des tensions entre l'exécutif et les partenaires sociaux.

• le ministre de l'enseignement et de la formation professionnelle qui apparemment n'a pas réussi encore à mettre en adéquation le triptyque formation-emploi-besoins du marché, à telle enseigne que le ministre de l'habitat, lui qui au moins, a redonné vie à tous les programmes en veilleuse, se plaint de ne pas pouvoir disposer d'entreprises nationales compétitives, techniquement et humainement, à même de prendre en charge le programme d'habitat.

• la ministre du tourisme et la ministre déléguée à l'artisanat dont les rapports ne seraient pas au beau fixe, à croire certaines indiscrétions rapportées par la presse.

• La ministre chargée des TIC qui peine à lancer la 4G ou encore, prendre langue avec les contestataires de son secteur, dans un souci d'apaisement du front social.

Un remaniement, diront certains, alors que le gouvernement vient à peine de dépasser " le cap des 100 jours " ?

Pourquoi pas, si on prend l'exemple du gouvernement français qui a été changé au bout de 147 jours, seulement.

Deuxième interrogation, le premier ministre a-t-il eu le temps nécessaire d'évaluer l'ensemble de son équipe gouvernementale, d'en mesurer les performances, les capacités réelles, voire les limites physiques et intellectuelles de chaque ministre ?

La réponse est affirmative pour au moins deux ministres, celui de l'agriculture et celui des sports, qui ont raté l'occasion de démissionner par eux-mêmes et qui, au regard de leur bilan catastrophique, seront, à coup sûr, " débarqués ".

Il se murmure aussi, que le premier ministre a été amené à composer avec certains ministres, et non des moindres, dont il aimerait, maintenant, s'en séparer pour des rai-

sons d'homogénéité de son staff, pour rester dans le politiquement correct.

Voilà donc une des raisons qui conforte rait l'idée de l'opportunité d'un remaniement ministériel qui peut intervenir plus vite qu'on ne le croit, suite au " débrayage " des policiers qui a surpris plus d'un !

L'autre argument concernerait la santé financière du pays, qui lui valait il n'y a pas si longtemps, les félicitations de la Banque Mondiale et du FMI ; tout ça relève, maintenant, du passé car depuis, on est passé de 20 milliards de dollars d'excédent en 2011, à 12 milliards de dollars en 2012 et, ainsi que l'indiquait, il y a quelque temps, la Banque d'Algérie, à une situation de " quasi-équilibre " en 2013.

Depuis 2014, les événements se sont accélérés avec la réduction de nos revenus pétroliers et du baril qui a perdu 20% de sa valeur en 4 mois.

Le pétrole et le gaz qui constituent l'essentiel de ce que l'Etat a à vendre à l'étranger, pour entretenir son action économique et sociale, ne sont plus ni suffisamment chers, encore moins abondants !

Le premier ministre a, peut-être, compris, maintenant, que le pays doit réduire ses dépenses, car et c'est paradoxal, malgré cette situation critique, nos importations continuent de grimper et notre déficit avec !

Il a aussi besoin de resserrer son équipe, autour d'une dizaine de ministères majeurs et innover avec la création d'un ministère de l'économie et de la Sécurité Nationale.

Il doit aussi réfléchir au profil de celui qui présiderait aux destinées des Collectivités Locales, dont le développement a été négligé, à en croire toutes les manifestations et les contestations, plus que sporadiques, des citoyens de l'intérieur du pays qui s'estiment plus que lésés : 440 communes sont classées comme les plus déshéritées et 1249 autres sont carrément déficitaires !

La création d'un ministère de la ville pour redonner une âme à nos agglomérations qui se meurent apparaît comme une nécessité, tout comme le ministère de la planification pour mettre fin à la " gabegie ".

Tout ceci peut constituer un argumentaire pour provoquer un changement ministériel, d'autant plus que l'effet dans l'opinion, c'est que le gouvernement doit partir !

Prenant le contre-pied de ce qui agite les rédactions et quelques chapelles partisans, un journaliste politique pense, pour sa part, " qu'un nouveau lifting de l'équipe Sellal ne se justifie pas ; selon lui, l'exécutif, -touché mais pas coulé-, vient de réussir, nolens volens, la redoutable épreuve de la rentrée sociale et politique, qui s'est déroulée sans remous ".

Dans le cas de l'Algérie, un remaniement ministériel n'aura pour finalité, que celle de produire un événement politique et médiatique, pour détourner l'attention de l'opinion sur l'absence du Président de la République, qui est, actuellement, au cœur de toutes les discussions.

En l'état, Abdelmalek Sellal, l'a dit : " il a besoin d'hommes neufs, capables de faire bouger les lignes, d'affronter le peuple, de lui dire la vérité et surtout de le remettre au travail " ! L'Algérie enregistre un taux moyen de productivité de moins 0,2%, une moyenne très en deçà de la norme universelle qui se situe en 4 et 5%, selon l'expert international Mohamed Serrai.

Il appartient au Président de la République de lui donner acte de ce geste d'autorité et de lui permettre de choisir ses ministres !

Au jour d'aujourd'hui, faut-il le dire, tout n'est pas noir et les experts s'accordent à le dire : " la consistance du matelas, l'absence de dettes extérieures et même le prix actuel du baril de pétrole, constituent, encore, des atouts indéniables pour aller vers une économie alternative, compétitive et capable d'entrer dans la compétition du marché mondial, à condition de réduire la routine administrative et dépensière, compte tenu des ressources financières " en voie de raréfaction ".

Pour cela, il faut des hommes et des femmes neufs au gouvernement, à moins d'opter, comme on disait dans le temps, pour le changement dans la continuité et faire comme si rien n'a changé " urbi et orbi " !

Le «cas» de tous les temps !



Par Bouchan
Hadj-Chikh

«J'étais assis devant moi à une table d'une terrasse de café. Quand je lui ai parlé du cas de l'histoire de l'humanité - si l'on exclut l'expropriation systématique des Indiens d'Amérique et le fait que toute possession de terre leur est déniée, en dehors des «réserves» - il a souri. Il ne fut pas surpris quand j'ajoutais qu'il s'agissait de la terre qu'il venait de visiter. J'enfonçais le clou. «Tu es d'accord qu'il s'agissait bien d'un casse, et que ce crime n'a pas été puni ? Ses lèvres s'ouvrirent, mi grimace, mi sourire. «Et si l'on prenait autre chose», dit-il, en faisant signe au garçon.

Le personnage ne peut plus me mentir. Max n'est plus de ce monde. C'est lui qui, un jour où il se trouvait dans de bonnes dispositions, m'a assuré que sa communauté avait été entraînée dans les rangs des ultras français, les derniers mois de la guerre de libération, par des agents, conscients, me dira-t-il, «avec le recul, qu'ils nous engageaient dans une lutte sans issue, comme le prouvera leur retour, quelques mois plus tard, pour recommander notre départ du pays vers la terre promise». «Puisque le pays d'adoption, la France, vous a livré à l'Algérie du FLN, selon leurs propres termes», précisait-il. Pour combler le déficit du peuplement par rapport à la population arabe autochtone.

Violence supposée qui fut utilisée lors de l'attentat monté par les services spéciaux de l'entité sioniste, aux alentours de la synagogue Masouda Shem-Tov, de Bagdad, le 14 janvier 1951, qu'évoquait le Dr Issam Sartatouï-assassiné le 10 Avril 1983 à Albufeira, Portugal, où il participait à la conférence de l'internationale socialiste - au cours d'une conférence de presse à Paris aux côtés du général Mattitiah Peled, dirigeant du mouvement «La Paix Maintenant». L'attentat qui conduisit au déplacement massif de la population israélienne irakienne vers les territoires occupés. Que le général ne contesta pas.

Ma lecture de l'histoire, celle des Palestiniens, est confortée par les recherches les plus pointues dont leur auteur ne peut pas être accusé de «révisionnisme». Ce chercheur, c'est Shlomo Sand. Un historien, enseignant à l'Université de Tel Aviv.

Que dit-il ? Dans un premier pavé publié en 2009, intitulé «L'invention du peuple Juif», - et qui fut combatu notamment, au cours d'un débat

à la télévision par l'ancien conseiller de François Mitterrand, M. Jacques Attali - il remet en cause le plus vieux mythe de l'humanité : l'existence du peuple Juif. Historiquement, selon lui, cette caractérisation ne tient pas la route. Les études génétiques s'inscrivent en faux contre cette «reconnaissance» quasi universelle. Nous sommes là en présence d'une mosaïque de peuples, vivants au-delà de la Palestine, qui ont adopté une conduite, des valeurs, qui se sont agglomérés autour de cette «idée». Shlomo Sand ajoute qu'en 1967, au bord du lac Tibériade, en terre palestinienne et jordanienne, il fut surpris d'entendre dire des soldats qui affirmaient, sans discussion possible, que «la terre promise» s'étendait, en fait, de la rive de l'Est du Nil à la rive Ouest de l'Euphrate, en Irak. Pas moins. Ce qui explique les deux bandes bleues sur le drapeau au nom duquel des forces, surarmées, tentent de mater un peuple héroïque.

Autre mythe auquel s'attaque l'historien, celui de l'Exode.

Lui, ainsi que d'autres chercheurs et scientifiques, intimement concernés par cet échafaudage, le réfutent. Il ne fut pas systématique. Comme 732 fut retenue abusivement comme la fin de la présence arabe au-delà des Pyrénées - l'histoire a démontré la présence et le commerce entre les communautés berbéro-arabe et francs bien après cette date - l'exode est affichée comme une date clé alors que tout tend à prouver l'existence de communautés juives, vivant et commerçant dans des territoires dont ils sont supposés avoir été chassés.

Shlomo Sand ne fait pas dans la malhonnêteté intellectuelle.

Sa plus récente publication ? Comme le peuple juif n'a jamais existé, tel qu'il est défini génétiquement, Israël, dans la foulée est, à ses yeux, également une invention, écrit-il. Il indique : il n'y a pas plus de «terre promise» que de «Heretz Israël», que de «peuple de Canaan». Et que le pilier de l'appropriation, le retour de «la diaspora», lui aussi, ne tient pas à l'analyse de l'histoire. Toutes choses, tous mensonges «historiques», toutes torsions des bras de l'Histoire qui justifient le martyre du peuple Palestinien. Et que les moutons de l'occident fait les leurs. Pauvres victimes de la théorie de la «nouvelle propagande» d'Edward Bernays.

Nous nous trouvons bien là en présence de la plus terrible manipulation et du plus grand hold-up de tous les temps. Jean Paul Sartre écrivait, en invitant les envahisseurs à reconnaître les droits des Palestiniens, après le voyage de M. Anouar Sadate, en

novembre 1977, que ce qui leur tient de «titre de propriété n'est en fait que la Bible». Rien de plus. Encore moins des «droits historiques».

Quand on écoute les bergers - pour ne pas perdre son temps avec les moutons - nous notons que David Ben Gourion - celui qui lut la déclaration sur la proclamation de l'indépendance - déclarait, pour citer Nahum Goldmann dans «le paradoxe Juif» : «si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël... nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela ?» Il ajoutait, dans le «Triangle fatidique» de Noam Chomsky, «ne nous cachons pas la vérité... politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur parce qu'ils y habitent, alors que nous venons nous y installer... derrière le terrorisme, il y a un mouvement qui, bien que primitif, n'est pas dénué d'idéalisme et d'auto sacrifice».

Je n'ai pas entendu beaucoup de dirigeants arabes marteler ces évidences, s'y tenir et les défendre bec et ongles. Ni des politiques occidentaux juger de la situation à la lumière de ces dires.

Max, mon interlocuteur, sur ce sujet sérieux, n'aurait fait que sourire. Il souriait toujours quand il ne trouvait pas d'argument à opposer.

Il n'était pas un intellectuel. Pas un mouton pour un sou. Et s'il avait quelques tendances à se comporter comme un mouton, lui aussi, il prenait garde à suivre le troupeau en se tenant un peu à l'écart.

Aujourd'hui, parler d'une Palestine démocratique n'est plus à l'ordre du jour. A peine si l'on consent à admettre, du bout des lèvres, la négociation pour qu'une part du butin volé soit retournée aux propriétaires légitimes. Maigre consolation pour une Palestine virtuelle reconstruite, malgré tout, par 134 pays dans le monde qui avait pour projet de constituer un Etat pour tous dans les terres de la Palestine historique.

Bombardée durant plusieurs semaines, la bande de Gaza bénéficiera d'un soutien international de 5,9 milliards de dollars destinés à sa reconstruction. Et quelles sociétés en tireront les profits ? Je fais le pari qu'il s'agira de sociétés de construction de l'entité sioniste.

«L'invention de la terre d'Israël : De la terre Sainte à la terre promise», 2012
«Comment le peuple juif fut inventé», 2009
Edward Bernays (1891-1995) et la «nouvelle propagande»

médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah



Copier-coller : vite... Mais (bien) mal ?

Pour aller dans le même sens qu'un chroniqueur, le citoyen lambda s'interroge continuellement sur les «khardjate» de certains de nos «décideurs de terrain», les walis et les maires et autres gestionnaires en l'occurrence... avec la «complicité» (ou l'approbation ou le silence) des tutelles, les ministères, quand ce n'est pas «plus haut». Encore que, de nos jours, les groupes de pression et autres lobbies (surtout économiques, à volonté de puissance politique) sont bien plus nombreux. Surtout à des niveaux intermédiaires, ce qui les rend, pour la plupart, insaisissables !

Ainsi, en général, à chaque rentrée, le cher public se voit annoncer (en même temps que le début de la réalisation... certainement pour ne pas laisser la polémique naître, ou pour se faire «bien voir», ou pour mettre tout le monde devant le «fait accompli» ou pour consommer, à tout prix, l'argent alloué) une action publique nouvelle : les trémies, les ronds-points, les bus en accordéon, les palmiers tout au long des routes à grande vitesse, le couloir jaune... pour les urgences... et les voitures officielles, les trottoirs en pleine cambrousse, des trottoirs en couleurs dans les centres ville, les compteurs de parking, le couloir bleu... pour le covoiturage, le tramway, le téléphérique, le bateau-navette le long des côtes, les murettes tout au long des routes à grande vitesse, les dessus des murettes tout au long des routes à grande vitesse (c'est venu bien après), des éoliennes qui s'étiolent (entre autres, le pauvre trio en un lieu pourtant dénommé «Grands vents» et dont une a une pale qui pendouille depuis bien longtemps), le beach-volley sur la place publique, les panneaux d'indication de la pollution... et, tout récemment, la dernière et étonnante «lubie» dans notre paysage citadin : de très beaux aspirateurs de rues et ruelles d'Alger, les «Glutton»... Au secours, les extra-terrestres débarquent ! Combien ça coûte ? on ne saura jamais ! On nous parle aussi, ces derniers temps, après les compteurs électriques intelligents, de «poubelles intelligentes». Décidément ! Ne nous manque plus qu'à «inventer» ou à «découvrir» le citoyen intelligent... et tout irait pour le mieux dans le meilleur (?) des mondes. Quant aux «managers» et autres décideurs, ne vous en faites pas : ils sont, déjà, tous, «intelligents».

Bien sûr, au bout d'un certain temps, les trois quart des projets... soit s'avèrent irréalisables et tombent dans l'oubli (même des contrôleurs financiers), comme le fameux couloir bleu du «covoiturage»... soit, entrepris au pas de charge au départ, consommant en très peu de temps la totalité du budget initial, puis, donc, entraînant plus qu'il n'en faut, comme les (déjà fameuses) murettes le long de certaines routes à grande vitesse, ou alors ne sont qu'incomplètement réalisés, «balafrant» ainsi le paysage... soit réalisés si vite, si mal et si incontrôlés que la première bourrasque les emporte ou les inonde... soit... Du bon et du mauvais. Du très bon même ; parfois. Du mauvais plus que du bon ; souvent.

Entre-temps, au passage, des poches se sont remplies, des avenir d'enfants ont été assurés, des maîtresses ont été «bijoutées», des retraites sont devenues bien plus dorées, et des traites de l'appartement récemment acheté en Espagne ou à Nice ou à Montréal ou à Los Angeles sont liquidées...

Le (faible) niveau de réalisation généralement atteint (quand le projet n'est pas tout simplement abandonné, parfois, en cours de route), ne soulève, curieusement, ni remarques, ni sanctions, ni même des demandes d'explications, en dehors des fréquentes observations citoyennes, au café du coin. Que voulez-vous ? Le bon petit peuple ne remarque que le mauvais et oublie vite les «cadeaux» ! On s'y fait rapidement.

La critique médiatique, pour sa part, trop répétitive, en devient as-

sez vite banale, donc passe inaperçue. Mais, pourquoi donc ?

Incompétence des décideurs en charge des projets ? Démarches toujours effectuées dans l'urgence ? Absence ou insuffisance de moyens ?

En fait, on constate une inadéquation évidente, constatée d'ailleurs dès le départ, des projets lancés, avec la réalité des terrains et de l'environnement quand ce ne sont pas les habitudes sociétales. Une inadéquation aveuglante, si aveuglante que les décideurs, enlisés dans leur suffisance et leur pouvoir ne la voient pas, et se mettent donc à imposer des «idées» parfois bien farfelues. Je me souviens qu'un wali de l'Est Algérien, dans les années 70, en temps de crise de production de la pomme de terre, avait imposé, «comme ça !», malgré les explications des techniciens spécialistes de l'agriculture, l'utilisation des bas-côtés d'une route nationale alors mangés, pour toujours, par la pierre et les herbes sauvages et, donc inexploitable.

Les tout-nouveaux sont surtout portés par la construction de hautes tours d'habitations et de centres commerciaux sur le plus petit terrain disponible. Au diable les préoccupations sécuritaires des immeubles du voisinage. Maudits soient les arbres et l'environnement !

Ça ne mange plus, ça ne bouffe plus, ça «gratte» partout, ça grignote tout. Le stade des rats est dépassé. Le temps des sauterelles est arrivé !

Il me semble qu'il y a une raison bien plus simple, toute bête. Mais, certainement, peut-être la plus difficile à résoudre car elle relève bien plus de la vie quotidienne (donc des habitudes et des réflexes comportementaux) de nos «décideurs» que d'une programmation mal «foutue» ou étudiée à la va-vite.

Elle est liée d'abord à cette «vie en bulle», presque déconnectée de la réalité. Ce n'est, peut-être pas, toujours, la «belle vie» mais, bel et bien, «une autre vie» : boulot-bureau - auto - gardes - protocole - assistants - resto - villa aux murs très hauts - dodo... tout cela à 160 à l'heure et gyrophare sans se soucier des barrages de gendarmerie ou des flashages des radars.

Elle est liée ensuite au niveau d'incompétence atteint depuis un certain temps (un bon bout de temps) par notre population managériale qui a été usée, exploitée, pressée, «vieillesse» («Cheïbouha»), stressée, malmenée, pervertie... Envahie par une masse de docteurs es... (dont beaucoup de diplômés de complaisance) mais des connaissances, de la méthodologie et de la rigueur à la petite cuillère. Et, travaillant au copier-coller.

Elle est liée enfin à cette nouvelle maladie, qui sévit depuis l'aisance financière du pays, qui a permis de voyager sans arrêt à travers le monde sous couvert souvent de missions de travail ou dans le cadre de jumelages et/ou de partenariats, parfois dans le cadre du voyage d'agrément avec madame et les enfants ou avec... Tout particulièrement en Europe, toujours bonne terre d'accueil pour tous ceux qui veulent y investir : la «voyagite aigüe»

En voyage... à l'étranger, dans un contexte «libre», libéré, on voit, on remarque, on observe, on relève... et on rapporte... au pays. En oubliant que chaque situation économique et sociale impose un environnement spécifique adapté... une adaptation qui a mis des années, des dizaines et des dizaines d'années avant de s'imposer et d'être acceptée... tout naturellement par tous. Tout investissement est alors un investissement réel avec sa rentabilité directe ou indirecte, rapide, et non pas une simple dépense, pour le «fun», ou pour faire plaisir aux «gens en haut» ou à bobonne.

L'utilisation de l'Internet, qui a accéléré le phénomène du copier-coller aveugle (Il est vrai qu'on apprend ceci, déjà, à l'Université quand ce n'est pas à l'école, au collège et au lycée) n'a fait que surmultiplier la dérive «managériale-intellectuelle». Vite... mais, bien souvent, mal !

Les réflexions amères de mon ami Hocine Snoussi sur le «rêve maghrébin brisé» ne pouvaient pas passer inaperçue, comme des nuages d'été ou d'une éclaircie automnale.

Rêve brisé, certes ... mais par qui ?

Par Mohieddine Amimour*

Le grand Maghreb était pour notre génération plus qu'un rêve. Il était un espoir et un objectif. Je me souviens, quand j'étais beaucoup plus jeune, qu'on chantait des éloges de l'Afrique du Nord et du Maghreb, en le considérant comme une entité complémentaire plus tôt que des pays distincts. Le premier président de la république algérienne, Ahmed Benbelkhal, ne cachait pas sa fierté d'être d'origine marocaine. Le roi de la Lybie, Senouci est d'origine algérienne (peut être un parent du Hocine) et "El Moudjahid El Akbar" de la Tunisie, Lahbib Bourguiba, est d'origine libyenne. Aucun algérien ne peut oublier Messali Hadj et l'Etoile Nord Africain. Les deux noms des leaders arabes qui portent des rues de notre capitale sont exclusivement du Maghreb, et les deux sont marocains. Il s'agit du roi Mohamed V, et l'Emir Abdelkrim El Khattabi. D'ailleurs, l'importance du grand Maghreb pour les militants algériens a été confirmée, noir sur blanc, dans le communiqué (Bayane) du Premier novembre. Sur ce plan, je ne peux que partager la peine et les espoirs du pilote moudjahid, qu'était un des pionniers des avions de chasses algériens.

Mais, et il y a toujours un mais, j'oserais dire que je n'approuve pas certaines conclusions. Les problèmes que vit notre région sont loin d'être un accrochage de voisins de palier suite à une bagarre entre leurs enfants, accrochage qui trouverait sa solution en disant simplement que tout le monde est fautif, et personne n'est parfait. Mon ami, aviateur de formation, est le premier à savoir que l'extermination des foyers terroriste dans une zone déterminée n'a rien à voir avec le bombardement de toute la région, comme le tapis américain au Vietnam. En tant que médecin, je dirai qu'un bon traitement exige tout d'abord un bon diagnostic. Nous devons, à mon sens, désigner objectivement le, tous les responsables de la

situation malheureuse que nous traversons dans cette région, qui pouvaient et devaient être un exemple à suivre par tout et par tous, notamment dans le monde arabo-musulman.

Je mettrai à côté des remarques intéressées, mais pas intéressantes, de certaines personnes de chez nous, qui affichent une "compassion" mitigée ou une sympathie déclarée à la politique du palais royal pour cacher leur mécontentement, justifié ou pas, de notre direction politique. Nous avons vécu cela dans les années 70.

Certains amis, soucieux de la situation dans la région, estiment opportun de nous rappeler, avec une bonne volonté estimable, l'exemple de l'Europe, qui a su tourner la page des décennies de conflits sanguinaires pour édifier une structure unitaire qui fait face à la super puissance du nouveau monde. Ils nous indiquent, animés certainement de bonnes intentions, que le socle de l'Europe unifiée fut la réconciliation franco-allemande. Ce raisonnement n'est pas faux, mais il risque de glisser vers un mensonge par omission, comme disent les juristes. La réconciliation "De Galle-Adenauer" ne pouvait se réaliser qu'après, entre autre, l'oubli totale de l'histoire l'Alsace-Lorraine, l'abandon de l'Allemagne de toute revendication territoriale, et la mise hors d'état de nuire des théories de race supérieure et d'espace vitale.

Nous devons donc, et sans hypocrisie diplomatique, faire face à la réalité indiquant que le premier responsable du malaise maghrébin n'est pas l'Algérie, ni le peuple marocain, mais c'est le "Mekhezzen". Personne en Algérie n'est maroco-phobe, c'est peut être le contraire. Nous avons une grande estime pour le Maroc et pour le peuple marocain. Nous n'oublierons jamais l'aide et le soutien des peuples voisins. Mais, trop c'est trop.

Hier seulement, des informations de plusieurs sources nous rapportent que des citoyens algériens ont été mal traités à l'aéroport du Casablanca, peut être avec l'arrière pensée, maladroitement comme d'habitude, que ça va obliger Alger à ordonner l'ouverture des frontières terrestres, fermées, comme tout le monde le sait, suite à un acte

amblyope des autorités du pays frère.

Dire que c'est le problème du Sahara Occidental qui est à l'origine du malentendu algéro-marocain est une pure fantaisie politique. L'image que nous voyons devant nous est celle d'un voisin qui nous regarde avec une vision hautaine. Sa conception de la région est animée d'une boulimie géographique, et une voracité géopolitique. J'avais débattu longuement les problèmes de la région avec des intellectuels marocains, mais l'arrière pensée que j'ai constaté souvent chez certains frères me convainquit que c'était peine perdue. On ne peut pas creuser des puits en mer.

Je suis attentivement les commentaires de certains frères, et je m'amuse à repérer la distribution des rôles. La conviction ancrée là bas, suite à une manipulation de longue haleine et de longue date, nous voit, et ils le disent sans détour, comme des batards de l'histoire. "Un état crée par la colonisation française, sans existence historiques ni rendement civilisationnel. Un état cousu main, qui n'a vu le jour qu'en 1963" (je dis bien 1963). Il est navrant de constater que certains oublient Jugorta et la Kahina, Takafarinas (le guerrier) et Tareq Ibnou Ziad, Ibnou Mouati Zouaoui, Ahmed Bey et L'Emir Abdel Kader, Ben Boulaid, Benmehdi, Didouche et Amirouche, Ben Badis, El Okbi et Malek Bennabi, Ferhat Abbass, Saad Dahleb et Krim, Boussouf, Ait Ahmed et Boumedienne et des centaines de chefs historiques qui ont fait trembler la première puissance méditerranéenne. C'est dégoûtant de constater que des soi-disant historiens passent sous silence malicieux la raclée reçue par Charles Quint (Charles V) à la baie d'Alger, en octobre 1541, la guerre de 300 ans contre les envahisseurs espagnols, et les batailles glorieuses de la marine algérienne en méditerranée. Comment voulez vous établir des relations amicales, voire fraternelle et fructueuses, dans de pareilles conditions de mépris opposé par l'autrui, caché souvent par un vernis de politesse hypocrite? Le comportement de nos voisins à notre égard fait revivre des souvenirs que nous voulions enterrées à jamais. Ils nous font rappeler malheureusement l'invasion d'oc-

tobre 1963, leur omission de l'attitude solidaire du président Boumedienne dans le coup d'état de S'khirate, leur dos tourné au traité du juin 1972, signé à Rabat en présence d'une quarantaine de chefs d'état et de gouvernement africains, avec, en sur plus, les revendications stupides du "Sahara oriental spolié par l'Algérie !".

Même dans l'affaire du Sahara Occidental, l'Algérie n'a soutenu le Polisario (créé en 1973) qu'en 1975, après l'annonce de partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie. Quand le roi Hassan II avait proposé à Nairobi, un referendum "qui confirme la conviction (je dis bien... la conviction) qu'a le Maroc pour ses droits au Sahara Occidental. Pour faciliter la tâche au roi, le président Chadli avait déclaré officiellement que c'était "un pas en avant". Quand le Maroc avait proposé une autonomie du Sahara sous le trône marocain, j'avais écrit que c'est "une proposition courageuse", bien que je savais, étant président de la commission des affaires étrangères au Sénat, que ça était proposé sous pression de Washington, agacé par l'immobilisme du Palais royal. J'avais exprimé, par écrit, l'espoir de voir cette proposition ajoutée aux deux autres choix (indépendance ou rattachement au Maroc) dans un referendum transparent. J'avais dit que je serais le premier à applaudir. L'agissement de nos voisins nous rappelle l'avortement prémédité de la visite du chef du gouvernement algérien, qui a été conçu par Alger comme une main d'amitié tendue aux frères. On se souvient alors automatiquement du chahut déclenché par des "intrus" dans la salle officielle qui abritait la commémoration de la rencontre de Tanger. C'a été bien orchestré lors du discours d'un autre chef du gouvernement algérien, choisi délibérément pour participer à la commémoration, encore une fois comme une main tendue d'amitié. Tout ça nous rappelle le dernier acte de mépris, qu'était la "clémence !!!" judiciaire à l'égard de celui qui a insulté les couleurs nationales algériennes hissées sur notre consulat, bien qu'il fût sous la protection de la police marocaine. La liste est malheureusement très longue. Si je me trouve dans l'obligation d'étaler ces reproches c'est parce que j'estime, toujours en tant que médecin, qu'une plaie infectée ne sera jamais bien cicatrisée. Je dirai à mon ami Hocine, tout en saluant ses nobles sentiments, que nous ne sommes pas les premiers responsables du "rêve brisé". J'ajouterai à qui veut l'entendre là bas, que ce n'est pas trop tard pour bien soigner la plaie, c'est le seul moyen pour éviter une éventuelle septicémie générale.

*Docteur en médecine

La première subvention est le taux de change

Par Saâdeddine Kouidri

Le professeur Abdelatif Benachenhou entame son exposé intitulé "sortir des subventions" au forum de "Liberté" le lundi 13 octobre 2014, en disant que : "C'est un sujet particulièrement sensible, sur lequel j'interpelle plus mes concitoyens que le gouvernement". Il rappelle la définition de la subvention comme "l'acte par lequel un Etat protège ou renforce le pouvoir d'achat des citoyens ou des entreprises" à travers dit-il "le transfert de revenus monétaires, il donne de l'argent, soit il subventionne les prix, soit il a une politique fiscale favorable au pouvoir d'achat : exonération fiscale baisse de la fiscalité etc.

Il y a deux types de subventions en Algérie, il y a ceux qui trouvent leurs origines dans la politique budgétaire de l'Etat, il y a des subventions qui viennent des entreprises, chez nous essentiellement, la Sonatrach et la Sonelgaz et qui sont des subventions qu'on appelle les subventions im-

plicités, on ne les voit pas, on achète de l'essence on ne voit pas qu'on est subventionné, on consomme de l'eau on ne voit pas qu'on consomme une subvention... L'économiste les montre du doigt, à la vindicte. Il insiste et précise "les subventions viennent essentiellement de Sonatrach car la Sonelgaz n'est qu'un point de passage". Il donne des chiffres et affirme docement que "La première source de subvention est le taux de change". Le taux de change étant surévalué. A cette dernière affirmation, dont je n'ai pas saisi l'importance immédiatement, découle les questions du pourquoi l'émérite économiste a-t-il entamé son développement par les questions souvent rabâchées et qui ne trouveront de réponse qu'en dehors de sa compétence.

De combien est cette subventions aux changes M. l'ancien ministre des finances ? Nous savons tous que l'importation aujourd'hui dépasse largement les 50 milliards de dollars. Elle était de 54,852 en 2013 et donc largement au dessus de tous les chiffres qu'il a avancé. De combien est dans ce cas la subvention aux importateurs

privés car comme l'a rappelé un ancien ministre de l'agriculture : "le montant des subventions aux produits de première nécessité, qui sont le pain, le lait, le sucre, la semoule et l'huile, ne représente que 1,1% du PIB du pays".

Si le commun des mortels croit savoir que la rente pétrolière couvre les importations; Monsieur le professeur lui affirme qu'elle couvre les subventions.

Cette autre façon d'interpréter les chiffres est-elle anodine ? Le scepticisme persiste quand il ajoute que la pension n'est pas une subvention mais une dette envers les moudjahidines.

Est-ce pour faire oublier que le droit à l'enseignement des enfants et adolescents, à la santé gratuite pour la population démunie et à un logement décent c'est-à-dire équipé de l'eau courante, de l'électricité, du gaz est la principale dette sacrée que l'Etat a envers ses martyrs ? Soixante années ont-ils été suffisants pour nous la faire oublier?

Je termine par quelques propositions en vrac au professeur pour le remercier de son invitation au débat : Oui il faut en premier exiger l'arrêt des subventions attribuées

aux riches, aux importateurs.... Pour diminuer les subventions il faut commencer par stopper le gaspillage de l'Etat et du citoyen. Un exemple de gaspillage de l'Etat : combien d'après vous a coûté ce refus de la vérité dite par le Moudjahed Mellouk à la justice ? Une vérité qu'il clame depuis 1992 et dont l'écho se fera une nième fois le 9 Novembre 2014 au tribunal d'Alger. Pour le gaspillage du citoyen : dans deux domaines au moins, je préconise la gratuité des premières tranches d'eau et d'électricité dans les foyers tout en augmentant le prix des autres paliers, jusqu'à supprimer toute subvention.

Pour que le citoyen ne s'endette pas dans l'achat d'une voiture il faut encourager le développement du transport public. Pour évaluer les ressources en hydrocarbure, Il faut aider Sonatrach à aller crescendo vers la norme internationale dans la recherche. Pour sortir des subventions, il faut d'abord les pointer du doigt comme vous l'avez si bien fait et j'ajoute à mon humble avis qu'il faut les améliorer jusqu'à se passer un jour de l'Etat et de toute son aide !

«Le nom même de notre pays, Algérie, est devenu, par le fait de notre silence, synonyme de terreur et de dérision et nos enfants le fuient comme on quitte un bateau en détresse»

Boulam Sansal

Par Kamal Guerroua

Quand la routine nous obsède, l'inspiration somnole, l'encre s'assèche, les mots deviennent durs et la réalité voile la petite parcelle du rêve qui subsiste bon gré mal gré dans les sillons de nos neurones. Notre lexique prend un sérieux coup de vieux car l'on ne fait que puiser dans le réservoir des redites, glosant sur les mêmes sujets, pétrissant dans la même pâte, focalisant nos regards sur les mêmes anomalies, nous plaignant des mêmes problèmes, et décochant à tort et à travers des banderilles au corps géant d'une amertume qui nous tient par le col de la chemise pour nous jeter en pâture à nos contradictions. Bref, on critique et s'essouffle en vain à nier l'évidence d'une crise de valeurs et d'une paralysie de «cerveaux» qui composent avec notre quotidien, s'y décomposent même et s'y recomposent sans que l'on n'ait aucune prise sur leur photosynthèse. De notre actualité stationnaire marquée du sceau de l'incohérence n'en sort que de la belle hypocrisie, tricotée de la langue de bois et du déni de cette déliquescence avancée.

Chavirés, nos cœurs sont dans la peine. Chaque jour apporte son lot de devinettes encore insolubles ; loufoques ; aberrantes, moroses. On ne sait rien alors de ce qui se passe à cette Algérie de mystères qui emprunte tous les raccourcis du labyrinthe, en tordant le cou aux lois de la raison ni ce qui nous rôde autour. On est encerclé par une chape d'incompréhension de plus en plus grossissante, grise. On ne connaît rien ou presque de l'origine de cette épidémie du pessimisme qui empoisonne nos rapports sociaux ni de ces mises en scènes habituelles aux rituels bien connus de tous qui nous tiennent en haleine, rallongeant le suspense à «ce feuillet de l'absurde» dont sont prisonnières tant de générations depuis l'indépendance. Ce n'est pas du blocage mental dont il s'agissait, absolument pas. Pas davantage d'une quelconque indifférence «coupable» mais seulement de la frilosité de notre conscience, rassasiée de toutes les platitudes, au mensonge, au flou et aux demi-teintes. Avant d'entamer son cours, mon ancien prof de littérature répète ce mot du philosophe Miguel de Unamuno (1864-1936) «penser le sentiment et sentir la pensée», principe qu'il croit à la source de toute sensibilité «moderniste». Or, au carrefour des sens, les algériens de nos jours ne sont ni dans l'une ni dans l'autre partie de cette équation. Évasifs et versatiles mais drôlement têtus, ils font montre d'une grande intransigence dès que quelqu'un ose toucher aux principes qu'ils foulent pourtant presque toujours aux pieds. En même temps, ils font aussi piètre impression à quiconque les contrarie. Bien qu'ils ne jurant depuis octobre 1988 que par le talisman de la démocratie, ils détestent les concessions et les opinions adverses.

Ils en invoquent à chaque moment une certaine fraternité «révolutionnaire» mais n'y adhèrent que pour se donner une contenance, faire semblant, singer le grotesque. Ces principes de naguère ne pèsent, hélas, pas dans la balance du marché symbolique actuel. Ils sont comme frigorifiés. Parfois d'aucuns par cynisme les mettent au four, ça bouillonne de partout et l'on ne voit à terme que des pousses de conservatisme «new-fashion» fleurir partout comme des champignons et se transformer en autant de ganglions pathogènes. L'Algérie est malade! Ce n'est pas un mot

Au pays des mille et une contradictions



de trop. Car elle l'est vraiment. Malade d'une dictature «gérontocrate» poussive, d'un islamisme «processionnaire» et sournois, d'une corruption endémique, de la hogra, du clientélisme, de la perte de la confiance, de la négligence, etc. Où se trouve ce pays «riche» en devises où il n'y a en 2014 que trois centres anti-cancer (Oran, Blida et Alger) pour une population de presque 40 millions? Où se trouve ce pays où il faut 6 mois pour prendre un rdv pour un malade de cancer avec, bien sûr, toutes les tracasseries, le piston et les imprévus administratifs en résultant? Durée approximative de l'aggravation de la maladie et peut-être même de la mort du patient! Où se trouve ce pays qui prête de l'argent aux institutions internationales (F.M.I) alors que sa situation sociale est très critique? Nulle part sauf chez nous.

A force de quêter des réponses à des questions légitimes, on en tombe sur des dizaines encore plus embarrassantes. Comme celle des normes urbanistiques de nos villes, de l'insalubrité, de l'incivilité, et de la violence dans nos rues. Il y a trop de contrastes chez nous. Il m'est arrivé de croiser des gens qui soufflent le chaud et le froid, disant être nationalistes alors qu'ils font les premiers la queue près du portail des consulats qui pour s'accorder un visa, qui pour requérir une nationalité, d'autres se proclamant musulmans pratiquants et remplissant des mosquées matin et soir alors qu'ils sont prêts à tromper le premier venu, à trafiquer et à «tricher» au fisc, aux assurances, à l'A.N.S.E.J, etc. Ce qui compte pour eux, c'est qu'ils satisfassent leurs lubies, qu'ils atteignent leurs fins, qu'ils se procurent un nouveau statut qui leur donne un peu trop d'importance dans la société. Et l'exigence de la bonne gouvernance dans tout ça? Pas à l'ordre du jour sans doute. Les algériens de ces dernières années intriguent, laissent déprimer leurs émotions, subissent les coups et se taisent aussitôt après comme si de rien n'était. Rien ne semble affecter leur moral, lequel est, paraît-il, d'un acier inoxydable. Par moments, ils se montrent fausement moralisants, par endroits, terriblement attachés à une modernité, fausse je crois, puisqu'elle se résume à des tubes cathodiques perchés sur presque tous toits, idem ceux des bidonvilles! La multiplication de ces appareils concaves nous donnent une idée récapitulative quoique élé-

mentaire de l'évolution à double sens des mentalités. Branchés à l'international, mes compatriotes sont friands de nouveautés mais en même temps se sentent en proie à la jalousie des autres, ennemis potentiels cachés sous les apparences de frères. Ces autres-là, commencent par le voisin du quartier qui s'enrichit du jour au lendemain sans que l'on sache ni comment ni pourquoi et finissent par celui des frontières auquel on impute la responsabilité de nos maux. Vrai ou faux? Cela importe peu du moment que l'imaginaire de miens voit venir le complot de partout. Je ne peux qualifier cela de paranoïa mais je dirais plutôt de la phobie, par euphémisme.

Un jour sirotant un café à la place du 1 mai à Alger, un ami m'a dit entre autres choses que si Bouteflika meurt, l'Algérie irait pédaler dans le noir car des vautours surveillent la chute de la patrie pour la dévorer crue. Ce à quoi j'avais répondu sur un air badin, en invoquant le principe de la mobylette à savoir qu'il suffisait au départ de bien démarrer et le vélo marche de lui-même. On ne trace sa voie qu'après avoir assuré ses arrières. Je lui ai insinué même que j'avais vu plein de cyclistes qui conduisent à vive allure sur une piste s'étalant sur une vingtaine de mètres ou parfois plus sans toucher une seule seconde au guidon de leur véhicule parce qu'ils ont tout simplement gagné d'avance en équilibre. De même un athlète qui s'est bien entraîné avant une course de fond, aura évité de succomber sous les crampes et pu facilement devancer ses concurrents.

Le secret de la réussite est dans le travail, la ponctualité et la préparation. Or l'Algérie refuse de pédaler, néglige et sa force et celle des pédales de son vélo, celui-ci ne démarre pas et les algériens peinent à retrouver une cadence à leur démarche. Ainsi le pays est-il condamné à périliter comme un élève qui ne révise pas ses leçons et espère au dernier moment se rattraper et avoir une bonne note, affreux état! Ceux qui n'avancent pas reculent, forcément. On dirait que nos concitoyens ont peur de l'aventure et amarrent tous leurs espoirs à un seul homme, une mentalité qui date des ères de l'Etat-providence et de l'Infatâh qui laisse décanter son calcaire dans les cervelles. Une semaine plus tard sur les hauteurs d'El-Biar, le même type fait amende honorable et in-

vente un tout autre discours «tu sais, même si Bouteflika décède, part ou je ne sais pas quoi, l'Algérie va s'en sortir, l'inquiète, on a des hommes partout, notre nation est solidaire et va prouver au monde entier sa puissance» voilà une autre chansonnette du genre «omar guetlatou redjla» que ni l'anthropologie, ni la sociologie, encore moins la logique ne pourrait expliquer. S'inscrivant dans divers registres, les algériens donnent peu de chance à l'action de tous les jours et flattent par des formules tantôt religieuses, tantôt historiques ou simplement passésistes un ego, voire une fierté démodée et en déphasage avec la réalité à l'heure où les autres nations, gagnées par la fibre inventive de la modernité, investissent gros pour la gouvernance cybernétique, encouragent le savoir, entretiennent leur élite, construisent des centres de recherches, édifient des bibliothèques, éduquent leurs masses, réforment, bossent, critiquent, avancent. J'en invoque pour l'anecdote l'exemple de cette jolie dame, une quarantaine et des poussières, le port «civilisé» comme on dit, fardée à outrance et accompagnée d'une autre femme voilée qui, au milieu d'une route, s'arrête, bloque la circulation à la grande consternation de tous les routiers derrière elle, descend d'une voiture de luxe un smartphone flambant neuf à la main ouvre la malle, en sort un sac noir et d'un regard méprisant à la ronde le jette sur la voie publique, conçue comme un dépotoir de circonstance! Je ne mentirais jamais un instant à personne si je dis que cette scène m'a rendu triste toute une journée.

C'est qu'au lieu de chercher une solution aux problèmes, on en rajoute et alimente davantage la sinistrose ambiance, faisant litière de l'un des principes les plus simples de la vie en commun : l'hygiène publique. Pensons maintenant à l'inverse et imaginons cette même dame se poster tôt le matin près du siège de la mairie de sa résidence, en osant une grève de la faim dont toute la presse locale s'en ferait l'écho après avoir appelé, bien sûr, tous ses voisins de quartier pour réclamer une décharge publique digne de ce nom ou un incinérateur de déchets ménagers. Serait-ce possible? Ma réponse est non. Malheureusement. Car l'éducation citoyenne en Algérie est tronquée, les repères sont malmenés,

Il y a trop de contrastes chez nous. Il m'est arrivé de croiser des gens qui soufflent le chaud et le froid, disant être nationalistes alors qu'ils font les premiers la queue près du portail des consulats qui pour s'accorder un visa, qui pour requérir une nationalité, d'autres se proclamant musulmans pratiquants et remplissant des mosquées matin et soir alors qu'ils sont prêts à tromper le premier venu, à trafiquer et à "tricher" au fisc, aux assurances, à l'A.N.S.E.J, etc.

le mal est beaucoup plus dans la nappe phréatique que dans la superficie et le désordre des choses s'est systématisé à tous points de vu : culturel, social, politique, etc. Ayant aperçu une ombre de contrariété envahir ma face, le type à côté de moi dans la voiture juste derrière cette dame tente une explication pour le moins sordide «ne t'en fais pas! ça arrive souvent et puis à quoi ça sert de se casser trop la tête alors que ceux qui gèrent à la mairie s'en foutent!» «mais c'est l'hygiène du quartier qui est en question» rouspétai-je désappointé «malheureux sont ceux qui observent» me tacla-t-il avant de manipuler le levier de vitesse et de foncer devant. De tels comportements ne pourraient que nous être préjudiciables, une image qui illustre ce vers quoi nous allons. Et puis notre pays n'est-il pas déjà au creux de la vague?

MET EN VENTE

RESIDENCE SADOUN

Vente LOGEMENTS PROMOTIONNELS
EQUIPESF3- F4
-VENTE/LOCATION SUPERETTE 400M²
(SHOWROOM/SUPERETTE).....
Vente PETIT LOCAL 17.5 M²



Vue sur Mer

Au13, BD LA REPUBLIQUE
SAINT GERMAIN AIN EL TURCK ORAN

Contactez-nous au : 0560004620/0560928403
0560004616

JOUR DE RECEPTION DE SAM AU JEUDI DE 9 H 0 17 H
Email : buildingpromo@gmail.com

L'USINE MCL

7000m² de surface Z I Es-Senia Oran

DESTOCKAGE D'AUTOMNE

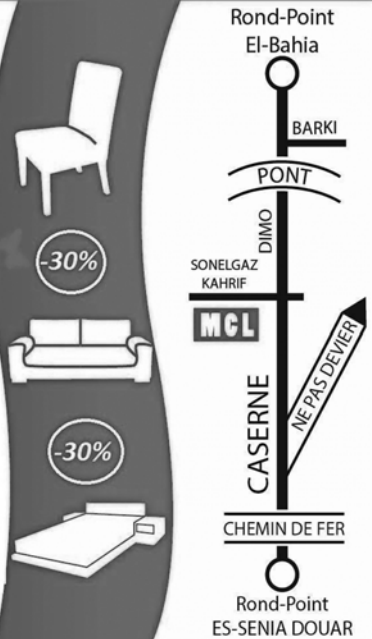
Du 16 Octobre au 30 Novembre 2014

* PROTOTYPES - 30% A 50%
* MODELS D'EXPOSITION DISPONIBLES
DE SUITE -20% A 30%

SUR TOUS NOS PRODUITS EN STOCK :
SALONS - CHAMBRES - COINS REPAS
CLIC-CLAC - MEUBLES - COUETTES -
COUSSINS ...

LIVRAISON GRATUITE
&
FACILITES DE PAIEMENT

usine ouverte du samedi au jeudi de 8h à 17h30
Tel:041.51.51.37-0555.03.01.75 www.sarl-mcl.com



OFFICE PUBLIC DE MAÎTRE DERBAL AMEUR
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL DE SIDI BEL ABBES
03, AVENUE TAYEB IBRAHIM CHERIFA - SIDI BEL ABBES -
Tél : 05.56.10.20.58

Avis de Vente aux Enchères Publiques Avec Admission de Soumissions Cachetées Le Jeudi 23/10/2014

I. A 09 h. 30 : SAMPO route de Mascara prolongée Sidi Bel Abbès

Lot unique de bois divers composé d'emballage d'une importante Quantité de demi-Madriers de diverses dimensions - Palettes - Caisses fermées et à clayette - Planchettes - Contreplaqué + Un Lot de Jerrycans vides en PVC chaque Jerrycan d'une capacité de 5 litres.

II. A 10 h. 00 : EPE SPA ferme Si Zidane TELMOUNI Sidi Bel Abbès

Lot N° 1 :

- Tracteur Deutz 4006 N° série SFE 45694 sans carte grise en panne.
- Tracteur Deutz 6006 N° série 7913/1474 sans carte grise carcasse.
- Moissonneuse-batteuse Sonacome SABA N° série 792040361 sans carte grise carcasse.
- Camion Fiat OM 55 Imm. 00186-277-22 moyen.
- Tracteur Forshitt Z303D N° série 2799263/17048 sans carte grise carcasse.
- VL Renault 4 sans carte grise sans papier carcasse.
- Tracteur Cirta 6006 N° série 2081981 sans carte grise carcasse.

Lot N° 2 :

Lot composé de : Charrue + 2 Semoirs + Atomiseur 1000 L + 02 Faucheuses + 1 Botteuse Sonacome + un Râteau + Citerne 3000 L + Niveleuse agricole + Herse 3 compartiments + Epandeur d'engrais + 2 Moteurs Deutz 4 cylindres + 01 Moteur Deutz 3 cylindres + 04 Motopompes RUGGENIRI 2 cylindres type RD 270 + 2 Motopompes Deutz 1 cylindre + 2 Motopompes Lambardini 2 cylindres N° série 10107 et 8880 + 1 Pompe VM 01 cylindre série 3/6794 + 1 Motopompe MWM 1 cylindre N° série 993102178 + un Lot de Pièce de rechange usagée.

III. A 11 h. 00 : EPE SPA ferme Si Safi TESSALA wilaya de Sidi Bel Abbès

Lot N° 1 S/L1 : Camionnette DACIA double cabine Imm : 00002-396-22

Lot N° 1 S/L2 : Un Lot composé de 5 Coover Croop + 6 Charrues + 4 Semoirs + 2 Vignerons + 1 Sous soleuse + 1 Faucheuse + 2 Epandeurs d'engrais + 2 Pulvérisateurs sur roue 1000 L de marque SIPIM et PIDEEND + 1 Atomiseur HARDI + 1 Botteuse + 3 Motopompes 1 cylindre essence + 1 Motopompe G.M. électrique EVA + 1 Râteau Faneur + 2 Citermes d'eau 3000L + 1 Remorque à 2 roues + 1 Dérouleuse + 2 Pulvérisateurs à dos 20 L + une Balance romaine 15 quintaux + 18 Sécateurs P.M.

Lot N° 1 S/L3 : Un Lot de Film plastique (Pallage) quantité 39 quintaux.

- Conditions de vente : Voir Cahier des charges.

Société privée à Oued Sebbah

RECHERCHE

- Pour son exploitation sise à El Malah et Oued Sebbah. Wilaya Aïn Témouchent

- 01 - Gérant « fermes »
- 01 - Vétérinaire
- 01 - Technicien Supérieur Zootechnique
- 01 - Inséminateur Diplômé et Expérimenté

- Pour sa laiterie sise à Oued Sebbah

- 01 - Vétérinaire Spécialiste Qualité Lait

Veillez contacter : Fax : 043-75-71-23 - Email : mekki69@yahoo.fr

Mostaganem-Ville

A vendre 03 lots

de terrain situés dans le

quartier de la Pépinière

avec une superficie

de 175 m² - 244 m²

et 246 m².

Tél / 07.72.21.16.46

DELE 2014



e* Diplomas de Español
como Lengua Extranjera

Inscriptions DELE
Jusqu'au : 17/10/2014

Cours pour enfants le Samedi
Début des cours : 18/10/2014

Cours pour adultes 4 fois par
semaine
Début des cours : 26/10/2014

ORAN
13, Rue Beni Soulem
(ex rue Léonie)
Tél. : 041.24.96.61
0697.13.21.27

MOSTAGANEM
Faculté des Lettres
et des Langues
(ex ITA)
Tél. / Mobil :
0772.20.53.27

GRUPE AGROALIMENTAIRE ET COMMERCIAL RECRUTE DIRECTEUR D'UNITE DE PRODUCTION

> Profil :

- Formation supérieure en gestion ;
- Expérience confirmée en matière de gestion d'une unité de production (Directeur, Gérant) ;
- Age : 40 / 50 ans ;
- Résidence Oran.

> Missions :

- Mise en place de l'organisation et des procédures de gestion correspondantes (Administratives, Commerciales, Financières et Production) ;
- Gestion de l'Unité ;
- Evaluation périodique des résultats.

> Avantages :

- Salaire négociable et évolutif selon compétences et résultats ;
- Stabilité et possibilités d'évolution.

Envoyer lettre de motivation, C.V. et photo :
agro16distribution@gmail.com

CLINIQUE DENTAIRE ZABANA



Note

La Clinique Dentaire ZABANA
sera fermée du 17 Octobre 2014
au 06 Novembre 2014 inclus
pour Séminaire International.

Pour tout rendez-vous téléphoner
au : 0555 114 995

Reprise :

Samedi 08 Novembre 2014.

Dr N. Sahraoui

1, bis Avenue Max Marchand
(Immeuble mitoyen lycée Lotfi)
BTA (1^{er} étage) - Oran centre-ville -
Tél/Fax : +213 41 40 96 23 - Mob : +213 555 114 995 -
e-mail : sahraoui2000@yahoo.com

SADIMET www.sadimet-dz.com

En partenariat avec



Éclairage intérieur
et extérieur



Système de Vidéosurveillance CCTV
Système de sonorisation et conférence



Instruments de test
et mesure électrique



Laboratoire de
langue

Organise des Journées Portes Ouvertes
aux entreprises et professionnels

Le 19 et 20 Octobre 2014 au SHERATON d'Oran
à partir de 14h00

Information au : Tél. 023 85 55 26 - 023 85 50 80 e-mail : sadimet@hotmail.com



INVITATION API

Aménagement & Promotion
Immobilier

Vous souhaitez la bienvenue à son Stand
dans le salon

Salon International de l'Immobilier
« BATIWEST »

qui se tiendra du 20 au 25 Octobre 2014
au Palais des Expositions à Oran.

Et vous informe du lancement de l'opération de
commercialisation
pour ses projets promotionnels dans
la ville d'Oran.

Nous serons très heureux de vous accueillir,
Soyez Nombreux

Contacts :

Adresse : N° 25 Lot n°110, 1^{er} étage, Bir El Djir -
Oran -

Tél / Fax : 041 42 84 22

Tél Mob : 05 55 02 23 44

E-mail : tarikapi@yahoo.fr

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE CONSOMMABLES MEDICAUX SISE A LA Z.I. ES SENIA

RECRUTE

PHARMACIEN (NE)
pour le poste de : Directeur
Technique.

Connaissance domaine réglementaire.

Expérience souhaitée dans le domaine.

Véhiculé de préférence.

Maîtrisant le Français et l'Anglais.

Prière d'envoyer votre CV avec Photo

à l'adresse mail suivante :

recrucom2014@gmail.com

Une nouvelle restructuration?

Par Driss El Mejdoub

Elle n'avait pas de position dominante à défendre ni à s'embarasser d'une évaluation de sa gouvernance. La lisibilité bilancière n'était ni un aléa ni une source d'alerte au sens qu'entendrait un gestionnaire premier de l'entreprise. L'exploitation des ressources naturelles du Pays d'une part et veiller aux équilibres sociaux d'autre part, a favorisé la réalisation d'investissements dans des entreprises nationales (d'État), sans pour autant se soucier de la dimension à leur donner, sans s'attarder sur le choix du site de leur localisation, et sans détenir la propriété technologique, technique ou commerciale de l'activité engagée. L'ère de l'"industrie" industrialisante " " qu'a connue le Pays a vu se créer ainsi des réalisations d'entreprises nationales au nombre de plus de 1300 financées essentiellement par la ressource pétrolière. C'était en adéquation avec le contexte politique monolithique du Pays. Le rôle d'actionnaire unique de L'État se confondait avec celui de commerçant alors que les capitaux marchands de l'État (Capitaux privés de l'État) ne lui donneraient pas cette vocation. La seule exception était celle de l'Administration des PTT qui, bien avant sa restructuration, pour contourner cette contrainte juridique et gérer le développement et l'activité commerciale des télécommunications, avait prévu dans son organigramme une "direction du budget annexe".

Le contexte politique a évolué. Après avoir été longtemps à vocation étatique, l'outil industriel national est aujourd'hui à double provenance de capitaux, privés et d'État. L'atout de la mixité des capitaux n'ayant hélas pas encore profité à la croissance nationale. Ces entreprises sont toutes soumises au droit notamment le code du commerce. L'outil industriel de l'État a du subir en moins

La coexistence de l'institution politique de l'État et de l'entreprise économique de l'État régie par le code du commerce y doit être consacrée en définissant les prérogatives et les frontières de l'une et de l'autre. La restructuration ou reconfiguration devrait répondre à la nouvelle vocation de l'économie (économie de marché), dans le respect des prérogatives et des missions des uns et des autres.

L'histoire économique et industrielle du pays est d'un parcours restreint mais plein d'enseignements. Ayant été au service de la politique sociale du «pays» mais aux dépens de l'économie créateur de richesse, l'entreprise dite de «l'État» n'a jamais été comptable ni de sa productivité ni de ses équilibres financiers dans les quarante premières années de son existence.

de vingt cinq années, pas moins de quatre "réorganisation-restructurations" qui ont fait réduire le nombre des entreprises industrielles à 830 encore existantes employant autour de 288 000 agents dont le chiffre d'affaires moyen réalisé par agent et par mois se situe entre 149 000 et 482 000 DA. Il est annoncé qu'un nouveau chantier, patronné par une institution politique, aurait pour mission de reconfigurer le portefeuille d'entreprises économiques une nouvelle fois et cela avant décembre 2014. Il semble qu'on ne parle pas d'une restructuration mais de reconfiguration.

Les SGP seront non pas restructurées, fusionnées ou dissoutes mais supprimées. Est-ce une restructuration qui ne dit pas son nom? La rapidité d'annonce laisse croire que les synergies industrielles et managériales échapperaient au cadre actuel de gouvernance de l'entreprise. Reconfigurer l'outil industriel de l'État n'est pas réducteur mais probablement une nécessité de gestion. C'est le réaffirmer en l'état sous une autre appellation que SGP ou autres, en dehors de toute stratégie économique annoncée, sans se soucier de l'environnement, du marché, de la ressource financière, de l'évolution technologique, de la ressource humaine qualifiée, de la productivité financière, qui prêterait à la réduction de la réflexion. Reconfigurer ou restructurer est un grand bouleversement dans l'histoire de l'outil industriel et économique. C'est un acte que le propriétaire de l'entreprise (l'État) déciderait pour marquer une évolution de l'industrie et promouvoir ainsi une nouvelle influence adaptée à l'économie de marché consacrée depuis près de vingt années. Mais l'opportunité de reconfigurer ou de restructurer serait motivée. Y a-t-il inadéquation de la SGP au système de gestion de l'entreprise économique à capitaux de l'État? L'entreprise économique à capitaux de l'État est-elle de nouveau en difficulté? Y a-t-il incapacité de l'outil de production à se modular avec l'organisation en vigueur? Y a-t-il nécessité de s'adapter au nouveau comportement du marché? Y a-t-il perte de marché? Y a-t-il sous dimensionnement de l'outil de production? Y a-t-il déphasage technologique? Y a-t-il perte d'expertise de l'entreprise? Y a-t-il détérioration de la rentabilité managériale? Y a-t-il inaptitude de gouvernance de l'entreprise? Y a-t-il causes de restructurer ou reconfigurer? Les schémas successifs des différentes restructurations (à l'exception des Holdings 1ère version) ont un dénominateur commun: L'exercice du contrôle de l'opportunité de l'acte de gestion échappe au propriétaire.

Le caractère continu de l'acte de gestion fait qu'il se confronte souvent à l'indécision favorisant la léthargie de l'entreprise. C'est le vide opérationnel relatif aux prérogatives du propriétaire. Ce vide laisse les champs li-

bres aux interventions, aux influences et aux injonctions opérationnelles dans le quotidien de l'entreprise. L'entreprise tombe involontairement sous tutelle et se transforme à son insu en un démembrement de l'institution politique de l'État. Ni les Administrateurs, ni le PDG n'initient et ne statuent sur les grandes décisions relatives au développement, au partenariat, aux activités et leurs diversifications, aux ressources humaines de l'entreprise alors que le code du commerce les responsabilise et les rend comptables de ces actes de gestion directes. La composante du Conseil des Participations de l'État nuancerait son rôle d'actionnaire en faisant dans la confusion du politique avec l'économique. L'institution politique inspire et dicte la stratégie économique à mettre en œuvre mais ne gère pas. C'est le rôle de l'entreprise. Le métier est porté technologiquement, techniquement et commercialement par l'entreprise qui reste comptable devant le propriétaire en l'occurrence le CPE.

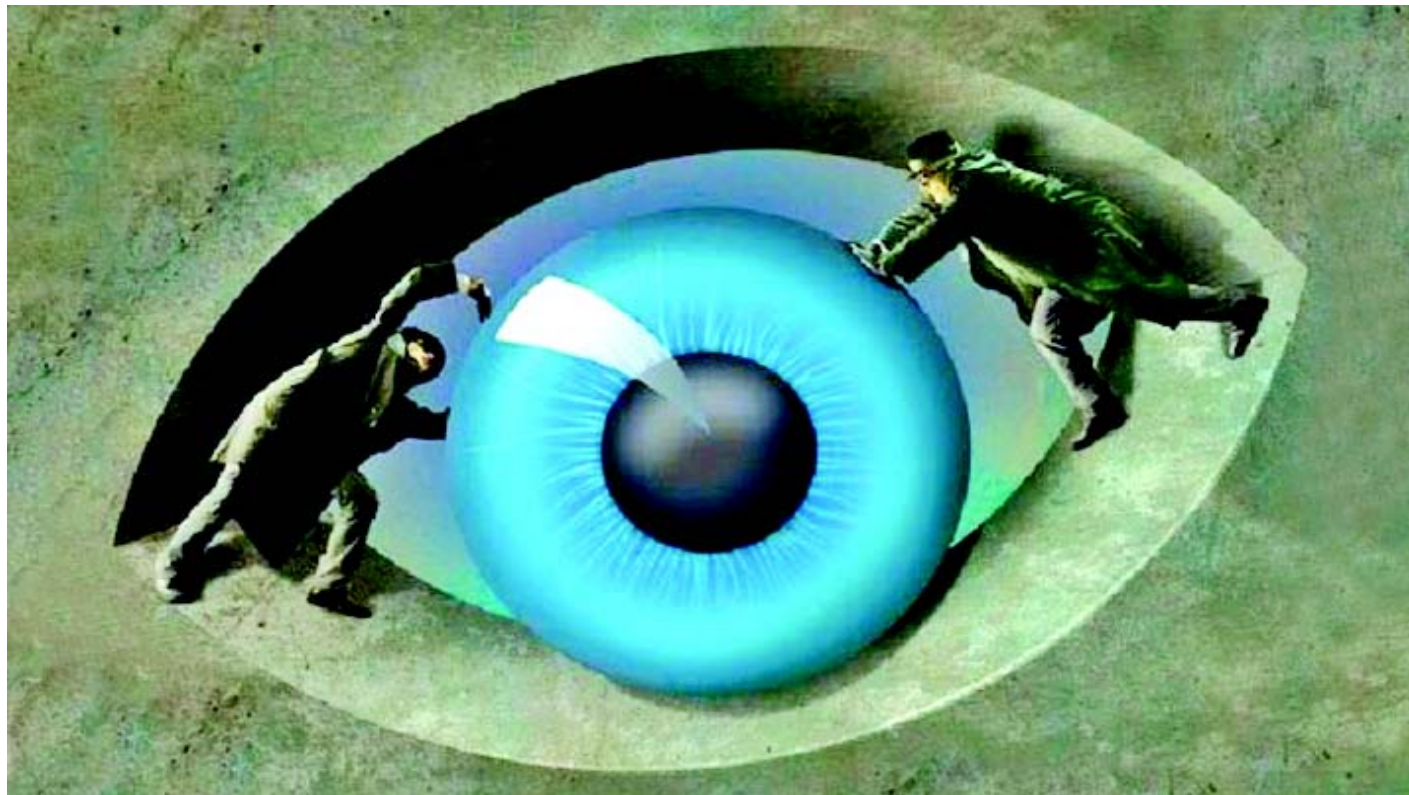
Elle est la mieux habilitée à veiller sur sa croissance, sur son évolution technologique, sur la recherche et développement relatifs à son métier de base ainsi que sur son partenariat technologique et technique. Mais l'entreprise économique devrait fonder son autonomie au sens juridique du terme sur son appartenance au CPE. Si une restructuration de l'entreprise économique, il y a, c'est au CPE, l'actionnaire unique qui devrait en définir les raisons et les préalables. Il conviendrait, eu égard aux expériences vécues, qu'une restructuration ou reconfiguration n'est pas à confondre avec une réorganisation. De l'outil économique ni à une fusion des unes et des autres de ses activités.

Elle n'est pas par ailleurs ni son extinction ni nécessairement "sa mise en faillite" mais une anticipation à l'application du droit sur l'entreprise, inévitable à la détermination de sa pérennisation, de sa performance et de sa place sur le marché. Elle prévient et décide, suffisamment à l'avance, des mesures réactives relatives au métier de base de l'entreprise, à sa place sur le marché, à sa gestion, à sa santé et ses engagements financiers, à ses ressources humaines, à son organisation et enfin à sa gouvernance. C'est remettre en cause tout ou partie de l'activité à travers de nouveaux plans directeurs répondant à une nouvelle stratégie décidée par le Conseil des Participations de l'État. Son amplitude serait fonction du degré des risques encourus tant par le métier de base eu égard à l'avancée technologique, que par sa part du marché, par son seuil d'activité et par l'impact social sur les équilibres financiers de l'entreprise. Les processus de production en dé-

phasage, la non compétitivité, la rupture des équilibres de gestion ainsi que les technologies nouvelles de gestion sont souvent à l'origine d'un diagnostic plaçant en faveur d'une restructuration ou reconfiguration. En tout état de cause une reconfiguration devrait être porteuse de solution à la problématique diagnostiquée et à la notoriété économiques de l'entreprise. Dans une restructuration ou reconfiguration et si l'intérêt de l'entreprise l'exige, celle-ci pourrait justifier dans sa démarche les synergies existantes en initiant les variantes de fusion, de scission ou d'absorption. Une reconfiguration est ensuite réussie, quand elle veillerait à des bilans d'ouverture sains et équilibrés, de la nouvelle entité. Autrement c'est faire dans la continuité de la déstructuration.

Mais l'apport capital du CPE contribue à définir clairement en amont, la politique et la vocation de l'État propriétaire-actionnaire unique, par rapport à ses capitaux investis dans l'entreprise d'État. Une telle définition se singulariserait par une stratégie économique et industrielle attendue et à mettre en œuvre. Il est tout à fait clair qu'il s'appuierait sur la sincérité d'un diagnostic non pas exclusivement comptable mais intégrant sa politique économique et ses orientations singulières en tant que l'État propriétaire veillant aux équilibres économiques et sociaux et à la fructification de ses capitaux. Cette stratégie ne devrait occulter aucun examen des paramètres de gestion d'entreprise annoncés ci-dessus. Ce diagnostic devrait conclure par une organisation économique de la nouvelle vision de l'actionnaire, l'État. La coexistence de l'institution politique de l'État et de l'entreprise économique de l'État régie par le code du commerce y doit être consacrée en définissant les prérogatives et les frontières de l'une et de l'autre. La restructuration ou reconfiguration devrait répondre à la nouvelle vocation de l'économie (économie de marché), dans le respect des prérogatives et des missions des uns et des autres. Autant l'institution politique n'est pas réputée commerçant, autant l'entreprise économique de l'État n'est pas réputée politique. Les expériences cumulées et connues par le secteur économique inviterait le Conseil des Participations de l'État à oser et concevoir sa propre mutation vers une structure économique permanente, dont la mission légale serait de gouverner pour le compte de l'État ses capitaux marchands quelque en soit le secteur et qui jouirait légalement de l'attribut de propriétaire. En tant que tel, il rendrait homogène la maille structurelle de gestion des capitaux marchands de l'État. Une telle définition contribuerait à la responsabilisation exclusive de l'entreprise sur son propre essor d'une part et à rendre le premier gestionnaire comptable de la croissance et de la performance au sein de son entreprise d'autre part. C'est au prix de cette autonomie de l'instrument économique, du CPE à l'entreprise en passant par la structure de consolidation intermédiaire, que l'État aura un meilleur regard sur sa politique industrielle, sur la croissance de son outil industriel et sur la rentabilité de ses capitaux.

Toute autonomie d'entreprise aurait ses limites statutairement définies et dictées par le code du commerce. Dans un tel élan la désignation des membres des organes sociaux de l'entreprise et en particulier celle relative au conseil d'Administration reste une des opérations les plus sensibles car elle tiendrait de l'objectivité des critères de choix des hommes et des femmes. L'organe des Administrateurs est à vocation d'expert faisant exception à la mise à la retraite. L'Administrateur reste l'interface permanente du propriétaire vis-à-vis de l'entreprise. Sa mission de défendre les intérêts du propriétaire au sein de l'entreprise lui confère un rôle écouté et par le propriétaire et par le premier gestionnaire de l'entreprise. Le diplôme académique à lui seul pour l'accessibilité à la gouvernance de l'entreprise demeure insuffisant. La confiance, la conviction, le diplôme et l'état de services sont effectivement difficiles à réunir chez le prétendant. D'où la difficulté d'évaluer les PDG actuels et futurs.



La communauté internationale s'est lancée dans une course effrénée pour stopper la propagation de la pandémie Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest depuis le mois de mars 2014.

Repenser la sécurité nationale à la lumière de la pandémie Ebola

Par Abderrezak Bouchama

Les derniers bilans donnés par le Center for Diseases Control (CDC) américain à la date d'aujourd'hui (14 octobre 2014) sont très inquiétants : 8400 patients infectés dont 4003 sont déjà décédés, entre les 3 pays concernés à savoir la Guinée, le Sierra Leone, et le Liberia. Les risques d'extension aux pays voisins, Nigeria, Sénégal et même à l'Europe et aux USA sont également réels. La contamination secondaire d'infirmières en Espagne et au Texas, malgré leur équipement protecteur reste sans explications convaincantes, à part de possibles erreurs de manipulation à ébranlé certaines certitudes. Elle soulève de nouvelles interrogations sur la contagiosité et le mode de transmission de ce virus.

Le président Obama a déclaré le 16 septembre, que le contrôle de la pandémie d'Ebola, représente une priorité pour la sécurité nationale des Etats Unis d'Amérique. Il a ordonné l'envoi au Liberia de 3000 soldats, la formation de plus de 500 personnels soignants sur place par semaine et le déploiement de 17 hôpitaux de campagne de 100 lits chacun. Il a été suivi rapidement par le conseil de sécurité qui a voté le 18 septembre une résolution déclarant que l'épidémie d'Ebola est " une menace pour la sécurité et la paix internationale ". Et, constatant de facto l'échec de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il a engagé le secrétaire général de l'ONU à prendre les mesures adéquates pour combattre l'épidémie.

Les mesures annoncées sont simplement stupéfiantes. Elles comportent, par exemple, le déploiement d'une vingtaine d'hélicoptères, des centaines de véhicules tout terrains, des millions de combinaisons de protection... En fait du jamais vu dans l'histoire des luttes contre les épidémies, sauf dans les scénarios de grands films catastrophes hollywoodiens mais il s'agit là, malheureusement, d'un cauchemar bien réel.

Les prédictions se suivent et se ressemblent toutes, celles récemment publiées dans la prestigieuse revue du New England Journal of Medicine est effrayante car elle estime que le nombre de personnes infectées dépassera les 20.000 dès le mois de novembre⁽¹⁾. Autant dire qu'en l'absence de contrôle de la pandémie, les populations de ces trois petits pays africains risquent simplement d'être décimées, à l'image des grandes épidémies de peste du moyen âge où l'infection ne s'arrête que lorsque le tiers voire la moitié de la population disparaît.

En fait du jamais vu dans l'histoire des luttes contre les épidémies, sauf dans les scénarios de grands films catastrophes hollywoodiens mais il s'agit là, malheureusement, d'un cauchemar bien réel

Ces réactions spectaculaires n'effacent pas pour autant la responsabilité de la communauté internationale, en particulier celle des pays Européens dont la France. Ils ont fait collectivement preuve d'une incroyable indifférence face à la souffrance et à la ruine de ces trois pays, parmi les plus démunis au monde. Alors qu'ils sont si présents en Afrique et si prompts d'habitude à déployer des forces d'interventions militaires quand leurs " intérêts nationaux " leurs semblent menacés. Le dévouement et le travail remarquable des organisations non gouvernementales comme Médecins Sans Frontières, animées par les citoyens de ces pays, qu'il faut saluer ici, ne dédouanent aucunement leurs gouvernements.

Cette pandémie marquera également de manière durable l'échec de l'OMS, dont les missions seront probablement profondément bouleversées après Ebola. Son Directeur General, Margaret Chan, a bien essayé mais vainement de se dédouaner dans une intervention récente, en expliquant que c'est aux gouvernements de faire face aux épidémies, l'OMS n'étant là que pour offrir une assistance technique.

Finalement, le seul point positif, s'il y en a, c'est que cette pandémie d'Ebola serve de révélateur puissant pour tous les pays moins avancés, dont notre pays, pour repenser leur propre stratégie de défense sanitaire et de biosécurité contre les infections émergentes et autres menaces biologiques malveillantes. En sachant qu'il ne faut compter sur aucune aide extérieure significative. Leçons apprises de la pandémie d'Ebola.

Le virus d'Ebola a fait parlé de lui pour la première fois en Septembre 1976 dans la région de Yambuku, le Zaïre de l'époque et actuellement la République Démocratique du Congo, où il entraîna la mort de 280 personnes⁽²⁾. Ebola est d'ailleurs le nom de

la rivière qui traverse Yambuku. Depuis, quatre autres souches de cette famille appelée les filovirus, ont été détectées, dont la souche dite Zaïre qui sévit actuellement est la plus virulente. Le réservoir de ce virus est une chauve souris frugivore, se nourrissant donc de fruits. C'est à partir d'elles que l'on pense que les singes, chimpanzés, antilope, et autres animaux sauvages ont été contaminés, avant de transmettre le virus à l'homme. Le virus se propage par contamination interhumaine, lors de contacts directs avec les sécrétions de patients infectés et manifestant les signes et symptômes de la maladie. Ceux-ci consistent en fièvre, maux de tête et gorge, douleur musculaire, similaire à ce qu'on ressent lors d'une grippe saisonnière, à la différence qu'ils sont rapidement suivis de nausée, vomissement, diarrhée, éruption cutanée, saignement diffus externe (gingivale, selles) et/ou interne, atteinte rénale et hépatique.

La période d'incubation varie de 2 à 21 jours pendant laquelle la personne n'est pas contagieuse. Il est important de noter également et fort heureusement, qu'il n'y a pas de transmission par l'air comme les virus de la grippe.

Plus d'une vingtaine d'épidémies d'Ebola se sont déclarées dans les pays de la région, causant la mort à chaque fois de centaines de personnes au Congo, au Soudan du sud, au Gabon, en Cote d'Ivoire, avant d'atteindre la Guinée, le Sierra Leone et le Liberia, au mois de Mars de cette année 2014.

Il n'existe pas à l'heure actuelle de traitement, ni de vaccin contre ce virus hautement létal : il tue plus de 50 à 70% des personnes infectées. Les agitations actuelles sur des essais thérapeutiques de nouvelles molécules et vaccins qui arrivent de partout dont les Etats Unis, le Japon et l'Europe ne doivent pas masquer, là également, une autre triste réalité. C'est que ni ces pays, ni leurs puissantes industries pharmaceutiques n'ont senti, jusque là et depuis 40 ans, la nécessité de le faire, pour la simple raison que l'opération est estimée commercialement non rentable. Les vaccins et nouveaux traitements proposés " spontanément " à titre compassionnel par certains laboratoires sont simplement le résultat de programmes de recherche en biodefense dans ces mêmes pays, en particulier aux USA⁽³⁾.

Il est donc absolument vital que notre pays développe cette filière de biotechnologie des vaccins et de traitements antiviraux. Lors de l'épidémie de grippe aviaire par le virus H1N1 en 2009, l'OMS avait prédit une pandémie pouvant tuer potentiellement plus de 50 millions de personnes à travers le monde. Les firmes multinationales Roche et Glaxo avaient mis au point un traitement (le Tamiflu) et un vaccin, respectivement. Ces deux compagnies pharmaceutiques avaient alors tout de suite communiqué sur l'insuffisance de leur capacité de production, avec pour conséquence l'impossibilité de satisfaire les besoins. Ce qui a provoqué la panique chez les décideurs gouvernementaux du monde entier et une course inter-états des plus indécentes à s'accaparer des stocks disponibles. Plusieurs pays alors, dont l'Inde qui avaient un savoir faire avéré en ce domaine, avaient déclaré qu'ils fabriqueraient eux mêmes un générique du Tamiflu, brevet ou pas pour protéger leur population, si cela s'avérait nécessaire.

Heureusement que les prédictions de l'OMS ne se sont pas confirmées, sinon notre population n'aurait pas été protégée contre un danger mortel. Un système de santé fort est devenu une nécessité stratégique pour la sécurité nationale. La surveillance aux frontières décidée par notre pays est une bonne chose, mais cela reste très insuffisant. Il faut repenser tout le système dont les services des urgences qui doivent être équipés de systèmes de détection et d'alerte en temps réel de l'augmentation inhabituelle de patients venant consulter pour une symptomatologie similaire (fièvre, diarrhée, difficultés respiratoires...), faisant suspecter une exposition de la population à un danger infectieux, chimique ou autres. Des moyens de diagnostics moléculaires ultrarapides sont disponibles, ils devraient être à la disposition de personnels soignants bien formés à ces techniques dans la majorité des laboratoires du pays. Des laboratoires de niveau P3 fixes ou mobiles, et même P4 dans les grandes régions du pays, doivent être présents pour manipuler des micro-organismes hautement pathogènes et sans thérapies possibles comme le virus d'Ebola. Enfin, des plans de réactions rapides sont à mettre au point et testés régulièrement pour faire face convenablement à ces dangers infectieux émergents et de plus en plus fréquemment et voire même à ceux d'une attaque bioterroriste.

En effet, virtuellement tous les virus peuvent être synthétisés au laboratoire dont le virus d'Ebola⁽⁴⁾, et celui de la fameuse grippe espagnole qui est 10.000 fois plus virulente que celui de la grippe aviaire de 2009⁽⁵⁾. Les états n'ont pas d'amis éternels, ils n'ont que des intérêts éternels disait jadis un grand chef d'état européen. Nous nous permettons d'ajouter qu'en ce 21ème siècle, particulièrement agitée et trouble, notre état n'a que des ennemis potentiels.



1. Ebola Virus Disease in West Africa - The First 9 Months of the Epidemic and Forward Projections. N Engl J Med 2014.
2. Ebola virus disease--current knowledge. N Engl J Med 2014, 371(13):e18.
3. Ebola research fueled by bioterrorism threat. CMAJ 2014.
4. Generation of biologically contained Ebola viruses. Proceedings of the National Academy of Sciences 2008
5. Characterization of the reconstructed 1918 Spanish influenza pandemic virus. Science 2005

■ Belgique : le paradoxe de Condorcet

**Le fameux «consensus politique belge»
a fini par donner une situation inédite
en démocratie : ce ne sont pas toujours les
gagnants des élections qui ont le pouvoir.**

Bruxelles :
M'hammedi
Bouzina Med

Moins de vingt-quatre heures après sa prestation de serment et son entrée en fonction, le nouveau gouvernement fédéral belge, qualifié de « Centre-droit », subit une véritable levée de boucliers de l'opposition socio libérale : déjà un appel à la démission de deux ministres aux portefeuilles hautement stratégiques et sensibles : l'Intérieur et celui de la migration et de l'asile. La raison ? L'opposition (socialistes, écologistes, sociaux chrétiens, socio libéraux et gauche travailliste) reproche aux deux ministres contestés leurs appartenances passées à des mouvements d'extrême droite et même « nazi » pour ce qui concerne le ministre de la migration et de l'asile, Théo Francken. Cette salve fulgurante contre le nouveau gouvernement fédéral est, en réalité, l'expression d'une « révolte » contre les conditions qui ont prévalu au fameux consensus belge pour la formation du gouvernement : l'accord passé par le seul parti francophone belge, en l'occurrence le Mouvement réformateur (MR centre-droit) avec trois partis flamands dont celui de la Nouvelle alliance néo-flamande (NVA) à l'idéologie nationaliste et aux prétentions séparatistes. Arrivée en tête des élections législatives du 25 mai dernier, la NVA était inévitable pour la formation du gouvernement fédéral.

Consultés, les partis francophones, excepté le MR, ont rejeté les conditions voulues par la NVA pour aboutir à un gouvernement de consensus, l'accusant de dérive droitière et de velléités séparatistes. Du coup, le MR francophone arrivé en 2ème position en Wallonie et en 1ère position à Bruxelles Capitale lors de ces mêmes élections est allé « au charbon » face aux flamands pour diriger l'exécutif fédéral. Le MR justifie ce choix par son éjection des gouvernements régionaux de Wallonie et de Bruxelles Capitale par les socialistes du PS qui ont fait le choix, eux, de s'allier avec les socio chrétiens du CDH (humaniste) arrivés en 3ème position dans la Belgique francophone. Une sorte de « vengeance » sur le « frère ennemi » francophone. Et de quel manière ! Sur les quatorze postes ministériels du gouvernement fédéral, les francophones du MR en récolte 7 postes, soit la moitié, les sept autres postes sont partagés par les trois partis flamands. C'est la première fois depuis 25 ans que les socialistes ne sont pas au pouvoir fédéral. Mais au-delà du décompte des porte-

feuilles ministériels, c'est la question programmatique de ce nouveau gouvernement qui intrigue : va-t-il mener la Belgique vers plus d'austérité payée par les plus défavorisés ? Va-t-il faire reposer la fiscalité nationale sur les revenus moyens et modestes ? L'avenir des régimes des retraites et de la sécurité sociale, exemplaire en Europe, sera-t-il remis en cause ? Ces questions et bien d'autres telles celles de l'emploi, la croissance, le droit des étrangers etc. ne semblent pas claires dans la présentation du programme du nouveau gouvernement. Devant la Chambre des députés, le chef du gouvernement Charles Michel, a déroulé des généralités dans un brouhaha et un climat tendu. La Belgique vit aujourd'hui une situation particulière indéchiffrable au plan politique : Les gagnants des élections législatives sont soit exclus du pouvoir fédéral, soit de celui des régions.

Les socialistes, premier parti en Belgique francophone (Fédération Wallonie - Bruxelles Capitale) installés au pouvoir régional mais exclus du pouvoir fédéral (national) et les libéraux, 2ème parti francophone exclu des gouvernements régionaux mais seul au pouvoir fédéral. Et cela n'a rien avoir avec un régime de cohabitation, tant les régions disposent d'une large autonomie depuis la dernière réforme institutionnelle. Cette situation rappelle plutôt le « Paradoxe de Condorcet » qui démontre à la fin du 18ème siècle que les décisions prises par la majorité élue ne reflète pas nécessairement celles des individus qui l'ont élue. Usant d'une formule mathématique, il tente de justifier « l'intransitivité possible de la majorité ». En un mot, par le truchement du système électoral démocratique où plusieurs partis sont élus, il est possible à un parti minoritaire de s'imposer comme régulateur et diriger le pays au nom du consensus et des intérêts supérieurs du pays. C'est un peu ce qui arrive en Belgique avec un parti nationaliste NVA, disposant de quelques 30 % des voix chez les seuls flamands (70 % des autres flamands ne votent pas pour lui) et qui se trouve à imposer son dictat à toute la nation belge, francophone compris.

Aller chercher la finalité de la démocratie dans ce puzzle politique construit sur la seule ambition de conquête du pouvoir. Pour le reste, les belges sont classés à la 6ème place des plus riches au monde d'après une récente étude du Crédit suisse. Mieux, si on part de la richesse médiane, la Belgique est 3ème au monde et figure avec le Japon parmi les pays développés dans lesquels l'inégalité entre richesses est la plus faible. 70 % des belges sont propriétaires de leurs maisons et l'épargne privée dépasse les 1000 milliards d'euros. Alors, les querelles politiques.... ?

LA CHRONIQUE
DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



■ Un peu de lumière généreuse sur les sans-papiers



C'est l'un des films attendus de cette rentrée puisqu'il est l'œuvre du duo Olivier Nakache et Eric Toledano, déjà auteurs d'« Intouchables », le plus gros blockbuster français de tous les temps avec ses 445 millions de dollars de recettes à travers le monde entier. Et l'attente est d'autant plus forte que, cette fois encore, les deux réalisateurs ont fait appel à Omar Sy, leur acteur fétiche. Télé, journaux, radios et réseaux sociaux : « Samba », c'est le titre du film, est déjà partout et il sera impossible d'échapper à la machine promotionnelle (ce qui n'est certes pas un gage de succès quand on voit - ah, quel plaisir - que la pièce de BHL s'est joliment vautrée faute de spectateurs et cela malgré un impressionnant pilonnage médiatique de plusieurs semaines).

En parlant de « Samba » on évoquera forcément le sort des sans-papiers puisque c'est la toile de fond du film. Omar Sy, l'un des acteurs préférés des Français, y campe en effet le rôle d'un clandestin sénégalais qui travaille depuis dix ans au noir comme cuisinier dans un restaurant. L'objet de cette chronique n'est pas de juger de la qualité du film ou même de sa vraisemblance. Ce qui importe c'est qu'il va, l'espace d'une campagne de promotion, mettre la question des sans-papiers au centre des débats. Oui, on va enfin parler de ceux dont on ne parle presque jamais si ce n'est pour les stigmatiser et les accuser de miner la cohésion de la France, sa République ou je ne sais quel autre totem soit disant menacé par l'Autre.

Bien entendu, le risque est grand que l'on parle de cette cohorte d'invisibles en versant des larmes de crocodile. Présentateurs, péagistes du show-business, éditorialistes et autres animateurs revenus de tout vont probablement afficher des mines de circonstance en louant l'humanité du film. Mais, l'espace d'un instant, on

aura l'impression que la France regarde enfin ses clandestins. Qu'elle les considère d'une autre manière, un peu plus chère comme elle l'a fait avec les handicapés et les enfants de la banlieue après la sortie d'« Intouchables ». C'est, dira-t-on, la magie du cinéma. Nul besoin de grandes démonstrations ou de longs discours. L'émotion qui est transmise au spectateur est le meilleur moyen de faire prendre conscience d'une réalité occultée. Celle de dizaines de milliers de personnes forcés à la clandestinité, à une existence précaire où ils sont à la merci de tout : un contrôle de police inopiné, une dénonciation, un marchand de sommeil qui ne cesse d'augmenter ses prix, un patron peu scrupuleux...

Il y a quelques jours, j'ai fixé rendez-vous à un ami tôt le matin dans un café proche de Montparnasse. J'avais oublié que l'endroit, très prisé par la jeunesse (d'où lui vient l'argent, c'est une question récurrente...), fermait très tard la nuit et n'ouvrait que pour le repas de midi. Mais les portes étaient ouvertes. A l'intérieur, dans l'obscurité, deux hommes originaires du sous-continent indien terminaient de nettoyer la grande salle. En me voyant entrer, ils ont eu un geste de recul, et la peur s'est clairement affichée sur leur visage. Je leur ai adressé un bref signe de salut et je suis ressorti, un peu honteux, en tous les cas pas très fier de moi. Comment font ces gens ? Comment vivent-ils avec cette peur d'être appréhendés à tout moment ? Et qui s'en préoccupe vraiment ?

A l'heure du zemmourisme A triomphant, il est bon qu'un film se penche avec une certaine humanité sur le cas des sans-papiers. Est-ce que cela sera suffisant pour modifier la donne ? Rien n'est moins sûr. Car, dans la réalité, être sans-papier sous le règne présidentiel de François Hollande équivaut à vivre en Sarkozie. Rien n'a changé puisque le nombre de régularisations et d'expulsions d'étrangers dits en situation irrégulière est équivalent à celui du quinquennat

précédent. Pourtant, depuis le début des années quatre-vingt, chaque gouvernement de gauche a concédé au moins une régularisation de sans-papiers. Aujourd'hui, et dans le climat délétère que l'on connaît, cela semble chose impossible. Le gouvernement « pro-business » pour reprendre les propos du Premier ministre d'origine espagnolo-catalane Manuel Valls (pour les lecteurs de ma précédente chronique, on peut aussi dire qu'il s'agit d'un Premier ministre immigré...) n'entend pas renoncer à une politique dont le fondement est de ne pas donner prise aux critiques de l'extrême-droite et de la droite extrême.

«Les politiques d'immigration et d'intégration sont construites comme des politiques d'opinion qui ont une rentabilité, et non comme étant capables de transformer la vie des gens dans les banlieues ou sur le marché du travail » note ainsi Christophe Bertosi, le directeur du centre migrations et citoyenneté à l'Institut français des relations internationales (IFRI) (*). Pour preuve, un mot comme régularisation a pratiquement disparu du discours politique. Quand il aborde ces questions, Manuel Valls n'évoque que le thème des naturalisations - rappelons au passage que c'est à l'âge de vingt-ans qu'il est devenu citoyen français. Or, la naturalisation implique que l'on soit d'abord en situation régulière et cela depuis plusieurs années. Et la vraie question qui est posée et à laquelle Valls et ses pairs refusent de répondre, concerne ces femmes et ces hommes qui vivent en France depuis parfois plus de dix ans et qui continuent de raser les murs pour échapper à la tristement célèbre Obligation de quitter le territoire français (Oqtf). Il suffirait juste d'un peu de générosité. Rien de plus. Mais il est vrai que cette qualité n'est certainement pas ce qui caractérise François Hollande et, encore moins, Manuel Valls ou même la pseudo-gauche que ces deux hommes prétendent incarner.

(*) Libération, 30 janvier 2014

la Chronique
de Paris
Par Pierre Morville

On ne sait plus trop qui a finement dit que la démocratie s'arrêtait quand la politique se mettait au service de l'économique. Alors qu'il faudrait l'inverse.

Le «libre-échange atlantique» ou le vestibule des lobbies

Cette définition reste très juste, surtout quand l'économie, étymologiquement, signifie l'organisation ou l'administration de la maison, se traduit plus prosaïquement par « l'organisation des (grands) actionnaires ». Ces derniers d'ailleurs parlent leur propre langue « économiste », souvent pour ne pas être compris du vulgaire.

Le discours « économiste » international n'adore rien moins que les mots compliqués (implémentation, chrématistique, « chyprioter », innovation frugale, benchmark, titrisation...) et s'entourer de grandes démonstrations mathématiques dont les prédictats ou les conclusions sont, derrière une apparente rigueur, souvent marqués par une totale fantaisie. Le jargon économiste ne cesse également de multiplier les abréviations, sigles et acronymes abscons, si possible en anglais, qui ont surtout pour objectif de rendre incompréhensible les changements de ce monde au pékin moyen, ce dernier n'étant évidemment pas apte à comprendre et apprécier les décisions, nécessairement « difficiles et courageuses », que prennent quotidiennement les Grands de la planète.

TAFTA, TTIP, CETA, ISDS...

Ce sont les nombreux acronymes nouveaux et bien sûr incompréhensibles pour beaucoup d'entre nous, qui illustrent les négociations actuelles entre l'Amérique du Nord et l'Europe en vue de la constitution d'une vaste zone de libre-échange entre les deux rives de l'Atlantique-Nord. Ce projet de traité, dit « de Partenariat atlantique » (TAFTA, TTIP avec les Etats-Unis, CETA avec le Canada) vise à faire baisser les barrières tarifaires et non-tarifaires pour doper les échanges entre les deux rives de l'Atlantique. Problème : les actuelles barrières tarifaires garantissent l'existence des industries locales et les barrières non-tarifaires, par exemple les normes de qualité, protègent les consommateurs. Le projet actuel vise à réduire ces dernières de 25%. Mais, bon ! Les économistes nous ont prouvé avec force démonstrations que le protectionnisme était une mauvaise chose, un frein archaïque aux échanges et donc à la croissance, et donc au plein-emploi. Quelques études réalisées par la Commission européenne (pourant très fana de ce nouveau traité) montrent des résultats ou plutôt des espérances beaucoup, beaucoup plus modestes. La bonne réalisation du nouveau Traité atlantique aboutirait au mieux à la création d'environ deux millions d'emplois de deux côtés de l'Atlantique (Canada compris). Un mini-objectif puisque l'Europe compte déjà 244 millions d'actifs, les Etats-Unis, 160 millions auxquels ils font ajouter les 20 millions de travailleurs canadiens. Quand à l'impact sur la croissance dans une période où tous les indicateurs des économies occidentales sont au rouge vif, les études les plus optimistes prévoient un impact de +1,3% du PIB européen d'ici dix à vingt ans. D'autres, plus réalistes parlent d'un appoint de 0,1% an-

nuel ! Et inutile de dire que la méthode « du doigt mouillé » est largement à l'honneur dans ces diverses évaluations.

Ce qui a beaucoup inquiété dans les différents pays européens (des manifestations ont eu lieu partout le 11 septembre), c'est la méthode de négociation qui a été adoptée. En juillet dernier s'est ouverte la sixième phase de négociation sur ce traité. Jusque là, la règle était simple : confidentialité absolue sur toutes les discussions et les points les plus importants du traité en débat relevaient du Secret-Défense. Pire, coté européen, ce ne sont pas les gouvernements qui négocient mais c'est la Commission européenne qui traite directement le dossier. Sans avertir, bien sûr, les parlements nationaux du contenu et de l'avancée des travaux secrets !

Evidemment, la Commission promet qu'une fois le texte établi, et les « experts » bien d'accord entre eux, le projet de traité sera présenté à l'opinion publique européenne et dument validé. Par qui ? On ne sait pas trop encore : par l'ensemble des gouvernements européens ? Par chaque gouvernement ? Par le Parlement européen qui en déjà adopté le principe avec enthousiasme avec 78% des votes favorables, en mai 2013 ? Par chaque parlement national ? Mystère ! Dans tous les cas, cela ne sera pas modifiable puisque le traité aura déjà fait l'objet de compromis ultimes avec la partie nord-américaine. Bref, le texte inamendable sera donc « à prendre ou à laisser ». Comme le mandat actuel des négociateurs européens n'a été fixé par aucun débat préalable, on cherche avec beaucoup de difficultés où sont la transparence et la démocratie dans l'élaboration de ce traité qui va pourtant modifier grandement les habitudes de centaines de millions d'européens. Comme le pointe le *Monde diplomatique* de ce mois, les élus européens devront assurer la « mise en conformité de leurs lois », de leurs règlements et de leurs procédures avec les dispositions du traité, et vont surtout devoir « redéfinir de fond en comble leurs politiques publiques de manière à satisfaire les appétits du privé dans les secteurs qui lui échappaient encore en partie. Sécurité des aliments, normes de toxicité, assurance-maladie, prix des médicaments, liberté du Net, protection de la vie privée, énergie, culture, droits d'auteur, ressources naturelles, formation professionnelle, équipements publics, immigration : pas un domaine d'intérêt général qui ne passe sous les fourches caudines du libre-échange institutionnalisé. L'action politique des élus se limitera à négocier auprès des entreprises ou de leurs mandataires locaux les miettes de souveraineté qu'ils voudront bien leur consentir ».

Suppression de tous les droits de douane, libre accès au des marchés de service, ouverture à tous des marchés publics, libéralisation encore accrue des marchés financiers (TISA) : les multinationales nord-américaines et européennes sont unanimes dans leur soutien et ne font pas mystère d'avoir été à travers divers lobbies comme la Chambre américaine de Commerce et Business Europe (association

patronale européenne), les vrais inspireurs du traité. Ils ne cachent pas non plus leurs ambitions : ne plus voir leurs activités gênées par des législations nationales obsolètes qu'il s'agisse de dispositions trop contraignantes du Droit du travail ou de dispositifs environnementaux protecteurs du consommateur mais anti-business !

TAFTA : POURQUOI PAS UN RÉFÉRENDUM ?

L'arme létale du traité ? Un autre acronyme, l'ISDS cache une redoutable « machine-à-arbitrage-dans le bons-sens » : le nouveau traité prévoit l'instauration de tribunaux d'arbitrage « indépendants », capables de sanctionner les Etats. « Si ce mécanisme est mis en place, la France pourra être sanctionnée financièrement si elle empêche une multinationale américaine de concurrencer librement une entrepri-

L'Uruguay, le Costa Rica, le Venezuela sont aujourd'hui dans le collimateur. La Banque française BNP a subi récemment une amende de 8,9 milliards de dollars qui lui a été infligée par un tribunal new-yorkais pour ne pas avoir respecté des embargos américains sur Cuba, le Soudan et l'Iran notamment, à travers l'activité de sa filiale genevoise... Au nom du « libre-échange », les Etats-Unis critiquent vivement le souverainisme des autres pays mais défendent vigilement le leur !

Sur le Traité de Partenariat atlantique, les gouvernements européens ne sont toutefois pas totalement unanimes : l'Angleterre et curieusement la France y sont favorables : François Hollande a même surpris son propre camp le 11 février dernier en appelant à une accélération des négociations : « Aller vite n'est pas un problème, c'est une solution. Nous avons tout à gagner à aller

patron américain de la coalition internationale, s'est rendu à Ankara la semaine dernière pour demander au gouvernement « des mesures urgentes et rapides ». La Turquie reste de marbre et ses soldats, immobiles. Après avoir facilité le passage des djihadistes en Syrie, Ankara a fini par rejoindre, à reculons, la coalition internationale. La Turquie a d'abord autorisé les Etats-Unis à utiliser ses bases aériennes mais vient de le refuser...

Recep Tayyip Erdogan mène une politique diplomatique très complexe et avec beaucoup de tiroirs. Trop peut-être. Pour lui, la chute de régime du Président syrien Bachar al-Assad reste une de ses « priorités ». Il ne veut pas se couper de ses alliés américains et européens mais il a manifesté plus que la neutralité bienveillante à l'EI. La Turquie serait le premier destinataire du pétrole du groupe djihadiste qui vient, par ailleurs de légaliser l'esclavage de la minorité Yézidi. Mais le problème kurde reste l'obsession d'Erdogan. Passe encore que les Kurdes irakiens accroissent leur autonomie, voire gagnent leur indépendance, il n'est pas question pour Ankara que les Kurdes syriens fassent de même, donnant par là des idées aux Kurdes turcs.



se française sur son territoire. De ce fait, l'interdiction des OGM, du bisphénol ou encore du gaz de schiste en France pourrait également être remise en cause » note le *Nouvel Observateur*.

A terme, la signature du traité de partenariat atlantique ne concerne pas que les populations nord-américaines et européennes mais bien le monde entier car la création de la plus vaste zone de libre-échange au monde, représentant un tiers du commerce international et la moitié du PIB mondial, constituera la norme en norme en matière d'échanges internationaux. Un accord de ce type existe déjà dans la zone asiatique et s'appliquera de gré ou de force aux autres continents. Avec à la clé de lourdes sanctions pour les pays récalcitrants. Un tribunal new-yorkais a estimé le lundi 29 septembre dernier, que l'Argentine, après la faillite du pays en 2001, avait usé de voies « illégales » pour contourner un précédent jugement l'enjoignant de rembourser en priorité les fonds « voutours » (hedge funds, américains bien sûr) avant de commencer à payer ses autres créanciers ! L'Argentine devra payer de nouvelles amendes !

vite, sinon nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations ». Angela Merkel, pas opposée sur le fond, est cependant très rétive à l'ISDS et l'abandon de souveraineté de son pays en matière de justice.

Il serait bon que sur des contraintes aussi importantes, avec le poids des lobbies économiques et un traité qui risque de bouleverser profondément la vie de centaines de millions d'Européens, le Vieux Continent démocratique et qui se prétend tel, demande leur avis aux peuples et organise des référendums sur la signature du TAFTA dans les 28 états-membres de l'UE. Chiche ?

LE LÂCHE ABANDON DES KURDES SYRIENS

A l'heure où ses lignes sont écrites on ne sait pas si la ville kurde de Kobané, située non loin de la Turquie est tombée ou non aux mains des troupes de « l'Etat islamique », Daesh si l'on préfère l'acronyme arabe. L'émissaire de l'ONU Stefan Di Mistura a appelé la Turquie à ouvrir sa frontière aux réfugiés kurdes désireux d'aller défendre Kobané. Le général John Allen, le

D'autant que leur principale formation syrienne, l'YPG est réputée proche du PKK turc (Parti du Peuple du Kurdistan) d'Abdullah Öcalan, actuellement emprisonné. « Eviter un Kurdistan indépendant et, si possible, prendre des gages en Syrie : la proposition d'une « zone tampon » contrôlée par l'armée turque à l'intérieur du territoire syrien va dans ce sens » note le chercheur Pierre Beylau dans *Le Point*.

La Grande coalition, rapidement montée par les Américains, manque de leadership. Elle fait également la preuve de nombreuses hésitations tactiques. Elle semble avoir tenu aux Kurdes le discours martial « Armons-nous et... allez vous battre avec vos poings ». La chute de Kobané entraînera de nombreux massacres dans l'ensemble du pays kurde syrien. Ce qui ne laissera pas insensible, loin de là, la population kurde turque, forte d'une vingtaine de millions de personnes et très présente dans de grandes villes comme Istanbul et dans l'immigration turque en Europe.

Sur le plan militaire, la règle édictée par Barack Obama du « aucune troupe au sol » montre aussi toutes ses limites.

L'illusion de la fin des partis politiques



Ils ne seraient plus que 8 %, les Français à encore avoir confiance dans les partis politiques. Cette méfiance, et cette défiance même, ne sont pas nouvelles. Seulement, jusqu'à présent, elles n'inquiétaient pas trop ceux qui nous gouvernent. Mais voilà, ce chiffre a atteint un niveau historiquement bas. Alors, on sent la tentation chez les plus intuitifs de nos politiques d'en terminer avec les partis traditionnels. Ou du moins de faire semblant d'en finir.

Dans le texte d'annonce de son retour publié sur Facebook, Nicolas Sarkozy avançait ainsi l'idée d'un «nouveau et vaste rassemblement qui s'adressera à tous les Français, sans aucun esprit partisan, dépassant les clivages traditionnels qui ne correspondent plus aujourd'hui à la moindre réalité». Un «rassemblement», précise-t-il alors, qui «se dotera (...) d'un nouveau mode de fonctionnement adapté au siècle qui est le nôtre». Bien sûr, personne n'est dupe, il s'agit d'abord d'enterrer cette embarrassante UMP dont le nom est accompagné d'un cortège d'affaires peu reluisantes (un changement de nom cosmétique auquel d'ailleurs le FN, lui, ne songerait plus. A quoi bon puisqu'il a déjà le Rassemblement bleu marine...). Mais il y a peut-être aussi chez Sarkozy — ses premières déclarations sur la famille et le mariage pour tous peuvent le laisser entendre, et son anti-fonctionnarisme aussi — la volonté de lancer une sorte de Tea party à la française...

Jean-Luc Mélenchon, lui, veut aujourd'hui «fédérer le peuple» (et plus seulement «rassembler la gauche») autour de son Mouvement pour la VI^e République, sans avoir à passer par la «validation d'un cartel politique». Là encore, personne n'est dupe, il s'agit d'abord de contourner ces satanés communistes

La courte mise en retrait de Jean-Luc Mélenchon et celle, plus longue, de Nicolas Sarkozy a visiblement conduit les deux hommes à la même réflexion : il faut remplacer la structure classique des partis au profit de vastes rassemblements. Mais les deux hommes n'ont pas vraiment en tête les mêmes objectifs, ni les mêmes sources d'inspiration. Et d'ailleurs est-ce vraiment si facile d'en finir avec les partis ?



dont le cordon ombilical, estime «Méluche», n'est toujours pas coupé avec le Parti socialiste. Avec les conséquences que cela a pu avoir sur les scores du Front de gauche, le résultat des européennes en atteste... Mais il est une autre raison. Mélenchon regarde aussi ce qui marche ailleurs comme le mouvement Podemos en Espagne et son fonctionnement très horizontal. Fabien Escalona, enseignant à Sciences po Grenoble, l'assure : «Le modèle de Mélenchon à l'époque était Die Linke en Allemagne et les

pays d'Amérique latine, aujourd'hui c'est Podemos». Fondé en 2014, ce parti né du mouvement des «Indignés» serait la troisième force politique du pays. Qualité suprême pour Mélenchon, Podemos est tellement sur les talons du Parti socialiste espagnol qu'il lui mordillerait presque les mollets. Voilà qui a de quoi susciter des vocations en Hexagone...

Qui mais voilà, en France, ce sont précisément les vieux routiers du système qui veulent être à la tête de ces larges rassemblements. Jean-Luc Mélenchon a beau dire

qu'il veut «être subversif» dans une récente interview à Politis, notre homme a beau avoir une certaine créativité organisationnelle et sait aussi se saisir de nouvelles idées quand elles lui passent sous le nez, celui qui fut le plus jeune sénateur de France, bourlingue depuis des dizaines d'années dans le monde politique. Quant à Nicolas Sarkozy, inutile de s'attarder sur son parcours... Bref, le «casier politique» est bien trop fourni pour faire croire à un renouveau total de la manière de faire de la politique. Et

d'ailleurs, seraient-ils prêts tous les deux à s'effacer derrière une organisation moins verticale ? «Nicolas Sarkozy, s'il affiche la volonté de créer une structure qui transgresserait le clivage gauche/droite, pense d'abord à prendre la tête d'un parti», tranche Escalona. Bref, Sarkozy comme Mélenchon se situent bien loin des leaders et élus de Podemos ou bien encore du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, tous issus de la société civile.

Ces mouvements ont d'ailleurs puisé leur force politique lors de grandes contestations populaires. Ce qui n'est pas le cas en France. «Dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie, l'austérité a encore été bien plus violente qu'en France. Il a manqué un mouvement social d'ampleur», explique Escalona. Voilà peut-être pourquoi Sarkozy a la tentation de faire son beurre sur la contestation du mariage pour tous et des questions de GPA et PMA...

Pour le professeur en sciences politiques, les partis ne sont en tout cas pas morts : «Indispensables dans un grand régime démocratique, ils ont un rôle de canalisateur pour faire remonter les revendications locales au niveau national. On n'a pas trouvé mieux pour les remplacer». Et d'expliquer : «Le rejet des Français n'est pas à l'endroit des partis politiques mais de leur dégénérescence. Ils ne remplissent plus la fonction intellectuelle, n'ont plus de rôle de formation interne. Ils sont en déliaison avec les citoyens.»

Daniel Cohn-Bendit s'était essayé avec Europe écologie - Les Verts à inventer quelque chose de différent. Il voulait, en bon mouvementiste, en finir avec les organisations partitaires classiques. «Faire de la politique autrement», était l'ambition de «Dany» et de ceux qu'il avait convaincu de rejoindre l'aventure à l'époque. Mais l'appareil Vert et tous ses travers, on l'a vu, a fini par reprendre le dessus. On n'en finit pas si facilement des partis...

Égypte : les surprenants pèlerinages des starlettes à La Mecque

Danseuses du ventre ou actrices égyptiennes ayant tourné dans des films érotiques trouvent dans le pèlerinage l'occasion rêvée pour améliorer leur image auprès d'un public de plus en plus religieux.



Dans la scintillante ville du Caire, un homme élégant apprend les gestes à faire pour le pèlerinage à des vedettes du cinéma et de la chanson. Parmi elles, l'actrice Dalal Abdelaziz, qui explique qu'elle accompagnera la belle-mère de sa fille Dina Samir Al-Ghanem, également actrice. Et les autres de lui dire : "Que Dieu te bénisse !"

Ces nouveaux comportements sont dénoncés par un journaliste égyptien (qui préfère garder l'anonymat). Il explique que certains artistes rusent pour pouvoir faire un nombre incalculable de pèlerinages, grands [hadj] et petit [oumra] : "Il y a des hommes d'affaires égyptiens qui organisent leurs séjours et les font voyager gratuitement dans leurs avions privés. L'actrice Soheir Ramzi dépasse tous les autres dans ce domaine. Cela s'explique par le fait que son mari a de bonnes relations avec des propriétaires d'hôtels qui donnent directement sur la Kaba



■ TU M'AS VU QUAND JE PRIE ?

L'on sait que les médias ont toujours fait leurs choux gras du pèlerinage des vedettes du cinéma. Et la plupart des gens du show-biz ont envie qu'on parle de leur voyage à La Mecque, surtout les danseuses du ventre, afin de s'entourer d'une aura de piété. Or leurs passeports comportent un nombre étonnamment élevé de visas pour l'Arabie Saoudite, jusqu'à dix pour une seule année.

Il arrive souvent qu'en tête des listes des pèlerins admis on trouve un nom connu du grand public, comme ceux des danseuses orientales Fifi Abdou ou Nagwa Fouad. Sans parler de celles qui ont renoncé à la scène depuis leur voyage à La Mecque et ont mis le voile, comme Soheir Al-Babli, Hanan Turk, Sabrina, Soheir Ramzi...

Cette année ne fait pas exception, avec un grand nombre d'acteurs et d'actrices, de chanteurs, de chanteuses et de danseuses parmi les admis pour le pèlerinage.

■ UN AVION PRIVÉ POUR LA MECQUE

Ces artistes sont en bonne compagnie, puisque d'anciens et d'actuels responsables politiques se trouveront également à bord de ces avions privés à destination de La Mecque. Les plus illustres d'entre eux sont l'ancien ministre de la Défense [qui a dirigé l'Égypte pendant plus d'un an après la révolution], le maréchal Hussein Tantaoui avec son épouse ainsi que le mufti de la République Chawki Allam. A noter que les artistes compensent le fait qu'elles ne puissent porter à La Mecque des tenues aguicheuses en se parant d'accessoires de mode des griffes de luxe internationales.

Syrie : un ex-agent français dans les rangs d'al-Qaïda ?

Selon le site américain McClatchy DC News, un ex-agent français de la DGSE combattait en Syrie au sein du front Al-Nosra, branche syrienne de la nébuleuse.



Un ex-agent secret français combat-il actuellement dans les rangs d'al-Qaïda ? C'est en tout cas ce qu'affirme McClatchy DC News. D'après ce site - le troisième plus grand groupe de presse aux États-Unis, mais qui demeure controversé aux yeux des experts -, les frappes américaines lancées le mois dernier en Syrie visaient notamment un ex-agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). L'homme, un "expert en explosifs" aurait notamment servi en Afghanistan et en Syrie au sein de la nébuleuse islamiste, affirme le site. Dans ce dernier pays, il aurait gagné les rangs du front Al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaïda combattant aussi bien Bachar el-Assad que l'organisation État islamique.

Selon McClatchy DC News, l'homme aurait survécu à 47 frappes de missiles de croisière américains. Sa défection en faveur d'al-Qaïda est décrite par deux agences européennes de renseigne-

ment, citées par le site, comme l'"une des plus dangereuses" depuis le début des combats. D'après une source rebelle, encore citée par le média américain, l'individu était à la tête d'un groupe de cinq djihadistes combattant près d'une mosquée d'Idleb, à l'ouest de la Syrie. Contacté par le Point.fr, le ministère des Affaires étrangères français n'a pas souhaité "commenter une information de presse". De même, le ministère de l'Intérieur n'a lui non plus pas souhaité répondre.

Toutefois, interrogée par Le Monde, une source au sein du ministère de la Défense dément l'information du site américain, mais pas celle de la présence du Français en Syrie. "Ce Français existe, mais ce n'est ni un ancien des services secrets ni même un ancien militaire ; à notre connaissance, il se serait juste entraîné physiquement avec d'anciens membres de l'armée française", affirme la source. Le quotidien du soir ajoute que le Français est considéré par les services américains comme un "gros poisson", selon des "personnes interrogées en France".



Les tunisiens et les femmes : ce que se disent les hommes entre eux

C'est dans un coin tranquille d'un café de la banlieue nord de Tunis que nous avons réuni un groupe de personnes qui sont amis depuis de longues années pour écouter leurs doléances (les mauvaises langues diront leurs condoléances) à propos de leurs fiancées et de leurs épouses... Édifiant !

RÉALITÉS TUNISIE

Sabri, cadre de banque de 35 ans, marié depuis peu, est le premier à se jeter dans la mêlée : «de par mon métier, j'ai constaté que la règle de base chez les filles d'aujourd'hui qui recherchent un mari, c'est l'argent. Elles sont prêtes à tout si la personne qu'elles viennent de rencontrer est riche et elles ne s'intéressent ni à sa droiture morale, ni au milieu dont il est issu... Parfois on a droit, tout de suite, à une petite «p...» dans la voiture, histoire de bien montrer leurs capacités sexuelles et leur savoir faire, assez vaste, dans ce domaine !»

Une opinion que va tenter de tempérer Mohsen, 37 ans, marié depuis cinq ans, et papa d'un petit garçon : «c'est vrai mais il ne faut pas généraliser. Moi j'ai connu ma femme lors d'un mariage et j'ai constaté qu'elle était très sérieuse, qu'elle voulait fonder un foyer sans passer par des moyens répréhensibles ou condamnables par la morale. Et elle m'a accepté comme je suis, sans exiger ni grande villa, ni voiture de luxe et encore moins des bijoux. Actuellement, nous sommes en train d'améliorer notre situation progressivement...»

■ VIERGES ET PURES

Mejdi, 33 ans, vaguement fiancé, est beaucoup plus tranchant : «moi j'ai rencontré des dizaines de filles et je suis convaincu que toutes les

Tunisiennes sont des garces, qui font les quatre cent coups jusqu'à l'âge de trente ans et qui vont chercher à se caser en jouant les vierges pures, les saintes nitouches... Elles se la jouent Chérifa Bent El Fadel, comme on dit chez nous ! Mais en faisant cela, elles trompent leurs futurs maris sur le plan physique et moral avant même de se marier !»

Il faut dire que suite à une petite enquête dans le milieu des gynécologues, nous avons constaté qu'un grand nombre de jeunes filles pratiquent ce que les médecins appellent l'hyméoplastie et que les Tunisiens désignent par le terme de «Khiata» (couture). Il s'agit d'une réfection de la membrane de l'hymen qui donne l'impression que la jeune fille est vierge. Le prix de l'intervention varie entre 800 et 1400 dinars, suivant qu'on veut rétablir l'état virginal pour quelques jours, c'est l'hyméorrhaphie ou de manière durable, c'est l'hyméoplastie. Ces opérations sont assez brèves, pratiquées sous anesthésie générale et ne nécessitent qu'une demi journée de séjour en clinique.

Silencieux jusque-là, Ahmed, quarante ans et «mal marié» depuis dix ans, comme il se définit, soupire longuement et déclare : «je pourrais vous raconter des dizaines d'histoires sur les filles d'aujourd'hui, mais celle qu'a vécue un jeune marié à Tabarka est unique. Il venait de se marier et sa jeune épouse, henné et harkous aux mains, l'a accompagné pour une courte lune de miel dans cette belle station balnéaire. Jusque-là, rien d'anormal...»



Après un profond soupir, il ajoute : «voulant faire plaisir à sa dulcinée, il lui offre une ballade en mer sur l'un de ces bateaux pirates qui amusent les touristes. Mais la jeune dame lui annonce qu'elle souffre du mal de mer et lui demande d'y aller tout seul, ce qu'il fait à contre cœur. Entre-temps, la belle, qui était restée en contact avec son amour de jeunesse habitant dans le coin, va l'inviter à venir profiter de l'absence de son légitime époux. Sauf que ce dernier avait décidé de renoncer à son périples maritime et il est revenu dans l'appartement de la résidence. Et là, une grosse surprise l'attendait puisqu'en rentrant, il a découvert sa femme dans les bras de son amant. Cris et hurlements ! Fou de rage, il a failli les tuer sans l'intervention des voisins...»

Les Tunisiennes ont d'ailleurs une mauvaise réputation dans le monde arabe à cause de faits divers semblables à celui-ci. On raconte l'histoire d'un homme d'affaires originaire du Moyen-Orient qui devait séjourner quelques jours en Tunisie et qui entend sa femme lui demander de l'accompagner. Lui jetant un regard noir, il lui lance : «tu es folle ? Tu veux apprendre la perversité et la trahison, devenir une dévergondée ?»

Mais parfois les relations au sein du couple sont d'une autre nature, causant d'autres types de conflits. Le problème avec la femme tunisienne n'est parfois pas d'ordre

sexuel, mais plutôt relationnel : elle est possessive et trop jalouse, un défaut que l'on retrouve souvent, selon nos interlocuteurs, et cela contribue à créer des problèmes au sein du couple. L'un d'eux affirme même : «Quand une jolie fille passe à la télé pendant que je regarde, elle me dit : elle est plus belle que moi ?» Un autre renchérit : «La mienne n'a pas confiance en elle. Quand je lui dis j'adore aller au restaurant, elle me répond : je cuisine si mal ? Et quand je lui dis tu es très belle aujourd'hui, elle me lance : merci pour les autres jours !»

Samir, trente cinq ans, et qui n'avait fait que peu de remarques jusque-là, va prendre la parole et oublier de la rendre... «Moi j'ai une maîtrise en gestion, j'ai un bon travail et un bon salaire... J'étais plutôt à l'aise avant de me marier. J'avais de quoi me payer des costards chics, des restaurants assez souvent, des produits de luxe... Maintenant que je suis marié et père d'une fillette de deux mois, je n'arrive plus à joindre les deux bouts...»

Il continue sur un ton triste : «le pire c'est que ma femme m'en veut. Chaque fois qu'elle va chez ses sœurs ou ses cousines, elle revient en me faisant la gueule et elle me dit : pourquoi tu ne me fais pas de beaux cadeaux comme elles ? Si tu voyais leurs bijoux, leurs parfums ou leurs lunettes signées... Et si l'une d'elles change de salon, je dois moi aussi acheter un

salon neuf. Quand je lui dis que je ne peux pas suivre ce rythme de dépenses, elle me dit, leurs maris sont plus virils que toi, comme si la virilité dépendait de la richesse ! Je vis un enfer insupportable.»

Et il conclut : «les femmes tunisiennes changent beaucoup après le mariage. Je ne reconnais plus ma femme. Est-ce la même que j'ai connue à la fac ? Rendez-moi ma douce fiancée !» Tous ses amis rient en chœur, ou plutôt à contre cœur. Ils semblent tous avoir des problèmes avec leurs douces moitiés, mais ils ont rarement l'occasion d'en parler à cœur ouvert.

Au bout de cette rencontre et après toutes ces confidences, nous avons constaté que de nombreux clichés et autres idées toutes faites persistent encore dans l'esprit de bon nombre de Tunisiens. Mais aussi que les relations au sein du couple sont de plus en plus complexes, avec énormément de non-dits.

Ce que se disent les hommes entre eux, à propos des femmes, varie en fonction du niveau social, matériel et culturel. Il frise l'indécence dans les couches populaires et il est imprégné d'un vernis fragile fait de considération et de respect chez l'élite... Et c'est sur une note drôle que s'achève l'après midi quand notre premier intervenant, le banquier, lance : «Moi je propose qu'on ajoute une clause au contrat de mariage qui dirait : Satisfait ou remboursé !»

Une liste de mariage «pour ceux qui le désirent» et pour ne pas s'endetter

L'Orient LE JOUR

En 2012, par exemple, Gabriel, un plombier, mariait son fils aîné. Ne pouvant payer les frais d'une telle réception qui, selon la tradition libanaise, se doit d'être payée par l'époux quitte à ce que la mariée ou ses parents s'occupent des fiançailles, Gabriel a vendu un terrain qu'il avait hérité de ses aïeux. La somme collectée par la vente a permis ainsi aux époux de célébrer leur soirée de noces, et le restant de la somme a heureusement fini en banque.

Les exemples de personnes qui ont voulu organiser une grande cérémonie de mariage sans en avoir les moyens sont nombreux, surtout que ces festivités deviennent de plus en plus coûteuses. Surtout aussi que leur coût s'ajoute à celui de la cérémonie de fiançailles, souvent célébrée également avec faste, sans compter la «bachelor party» devenue inévitable, ou la cérémonie de signature du contrat de mariage chez les musulmans, souvent suivie d'un dîner, et la demande en mariage, ou «propos». Tout un rituel !

Dans ce méli-mélo financier, les futurs mariés ont trouvé une solution: la liste de mariage. Si la mode des mariages a évolué au Liban, celle des cadeaux offerts a aussi changé. Autrefois, l'on se contentait d'offrir aux époux un objet de valeur pour la maison, une bonbonnière ou un plat en argent. Est venue, après, la mode des listes faites chez un grand vendeur d'appareils électroménagers, où les invités devaient choisir entre un balai électrique et une râpeuse de carottes. Par la suite, les invités étaient appelés gentiment à payer la somme qui leur

Si un jeune homme dépense un million de dollars le soir de son mariage, libre à lui. S'il dépense des épargnes accumulées pendant dix ans en s'abstenant d'acquiescer un appartement, passe encore. Mais le non-sens libanais fait que d'aucuns s'endettent en bonne et due forme pour célébrer un grand mariage.



paraissait convenable dans l'un de ces centres commerciaux. Et puis carrément, question de faire plus pratique, les futurs époux ont fini par inscrire leur numéro de compte sur le carton d'invitation, avec la mention «Pour ceux qui le désirent».

Si certains Libanais trouvent cette méthode plus pratique pour ne pas trop se tracasser à choisir un cadeau, d'autres y voient carrément une manière de rembourser les

dépenses faites par les mariés pour la cérémonie. «Autrefois, nous avions l'habitude de payer 100 dollars ou même 50 dollars pour la liste de mariage, raconte une employée de 32 ans, qui a été invitée à plus de huit mariages cet été seulement. Aujourd'hui, nous avons honte de payer moins de 100 dollars par personne. Si nous sommes trois à être invités en famille, nous payons 300 dollars. C'est, en fait, comme si nous étions en train de payer le di-

ner qu'on nous offre. Les temps ont changé.» Du côté des mariés, par ailleurs, la liste de mariage est souvent prise en compte dans la planification des dépenses. «Nous avons payé plus de 70000 dollars pour notre mariage et nous comptons sur la liste de mariage pour être remboursés, souligne une nouvelle mariée. La liste a rapporté dans les 35000 dollars.»

«Si j'épouse un homme riche, je n'adopterai pas ce système, affirme une autre jeune employée de 26 ans. Ce n'est pas très classe. Mais il se peut que je fasse comme tout le monde si jamais je suis dans le besoin.»

Au niveau des experts en protocole, Aimée Succar relève que «la liste de mariage n'existait pas quand les règles du protocole ont été établies». «Mais nous ne pouvons pas dire que cela pourrait faire partie du nouveau protocole, souligne-t-elle. Imposer aux invités un cadeau qui se limite à une somme d'argent détruit la signification de ce présent, même si la liste de mariage vise à soutenir les nouveaux mariés financièrement. Ce n'est pas un péché mortel, mais ce n'est pas respectueux, surtout qu'un véritable cadeau est chargé de beaucoup plus d'émotion, il dure davantage et les époux se rappelleront toujours de la personne qui le leur a offert. Quant aux invités, ils ne sont pas obligés d'offrir de l'argent si une liste est mentionnée sur le carton d'invitation. Ils peuvent offrir des fleurs ou toute autre chose. Enfin, et s'ils désirent participer à la liste de mariage, ils ne sont pas obligés de payer une somme minimum, ajoute-t-elle. Chacun peut offrir la somme adéquate en fonction de ses capacités pécuniaires, et les mariés n'ont pas le droit de blâmer un invité pour avoir payé une somme dérisoire ou pour ne pas avoir participé à la liste de mariage.»

Lycée 'Omar El Mokhtar' à Haï Akid Lotfi Les enseignants annoncent un arrêt de travail dimanche

J. Boukraâ

Des enseignants du lycée 'Omar El Mokhtar' sis à Haï Akid Lotfi, organiseront, ce dimanche, à partir de 10 h, un arrêt de travail. Dans une pétition, signée par une trentaine d'enseignants, et adressée à la direction de l'Education, les protestataires accordent un délai d'une semaine, aux responsables du secteur, à Oran, pour prendre en charge leurs doléances. Dans cette pétition, dont nous détenons une copie, le personnel enseignant dénonce le «manque en personnel d'encadrement administratif, assurant que «le lycée fonctionne, sans surveillant général, depuis 7 ans, soit depuis son ouverture, en 2007». Outre l'encadrement administratif, les signataires de la pétition font état du manque d'encadrement pédagogique

pour certaines matières, notamment la Philosophie. «Seuls deux enseignants, en Philosophie, assurent l'encadrement de 11 classes et sont contraints de faire des heures supplémentaires, ce qui dépasse, largement le nombre d'heures réglementaire», affirment les protestataires. Ces derniers revendiquent, aussi, la révision des emplois du temps «très contraignants», de certains enseignants.

Le personnel enseignant de ce lycée a, déjà, observé un arrêt de travail, le 12 octobre dernier. Une correspondance avait été adressée, à la tutelle, pour trouver une solution urgente à leurs problèmes. «Quelques revendications liées, notamment, à l'encadrement dans les matières techniques ont été réglées, mais les autres préoccupations sont restées, sans suite», affirme une représentante des

enseignants. Malgré les mesures annoncées, par la tutelle, pour assurer une bonne rentrée scolaire, après plus d'un mois, plusieurs lacunes, continuent d'entraver le bon déroulement des établissements scolaires.

Pour combler le déficit d'enseignants, 1.145 nouveaux postes de travail ont été dégagés par le ministère de l'Education nationale, pour le recrutement d'enseignants dans les différents cycles d'enseignement (primaire, moyen, secondaire), au profit de la wilaya d'Oran.

La direction de l'Education de la wilaya d'Oran a, aussi, organisé un concours pour le recrutement des superviseurs et d'éducation ainsi que des censeurs. Toutefois le manque d'encadrement administratif et pédagogique est, toujours, d'actualité, dans bon nombre d'établissements.

Un camion percute un gabarit de protection du Tramway La circulation bloquée, pendant 2 heures, au rond-point d'Es Sénia



T. Lakhal

Hier, en matinée, à hauteur du rond-point d'Es-Senia, la circulation du tramway a été, totalement, bloquée pendant presque deux heures et les usagers, de ce fait, étaient obligés de descendre à ce point pour continuer le trajet. Les causes : un camion semi-remorque, venant du 4^{ème} périphérique a heurté un gabarit de protection de caténaire de tramway, installé à cet endroit ce qui a, également, provoqué un énorme bouchon dans la circulation automobile. La rame a repris du service suite à l'intervention des agents d'intervention et de maintenance. En début de semaine, un accident de la circulation, avait été enregistré, suite à une collision entre un véhicule léger

et le tramway, à l'USTO. Le conducteur de la voiture a été blessé et évacué aux UMC de l'hôpital 1^{er} Novembre. Selon les premiers éléments de l'information, le conducteur aurait refusé la priorité au tramway. Le tram, qui transportait des passagers, au moment de l'accident, n'a pas subi de dégâts importants et a pu reprendre son chemin peu de temps après, le

temps pour les autorités compétentes d'effectuer le constat. Depuis la mise en service du tramway, plusieurs accidents ont été enregistrés. Même si aucun décès n'est à déplorer, ce mode de transport, encore nouveau, à Oran (le tramway a été inauguré le 2 mai 2013 ndlr), nécessite une sensibilisation soutenue avec l'adhésion, en premier lieu, des citoyens.

Haï El Badr

Le corps, sans vie, d'un adolescent, découvert sur la chaussée

Le corps sans vie d'un adolescent a été découvert, abandonné, sur la chaussée, avant-hier, à Haï El Badr. Agée de 17 ans, la victime a été découverte à la cité Petit, non loin de l'école

Sâada. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes du décès. J. B.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Copier-coller



possibles pour faire face, dans la dignité et l'honneur, sans toutefois, perdre de vue la réalité du terrain mais en gardant, une certaine altitude de vue qui nous aidera à voir l'important du futile, et en ce sens, permettra de mettre en œuvre une

résolution, adaptée aux problèmes posés, tout en conservant les ressources nécessaires pour affronter le futur, dans les meilleures conditions possibles.

Ceci dit, il me paraît impératif de préciser, en outre, que de façon générale, il est important que nous soyons tous conscients, et j'insiste sur le tous, car le tous c'est vous. Que la prise en compte des grandes résolutions ne pourra se faire que si, et seulement si, un respect commun voit le jour, associé à une volonté de chacun dans le domaine qui lui incombe, domaine déterminé, en fonction des perspectives à venir, perspectives qui se devront d'être soigneusement étudiées et contrebalancées par des propositions adverses, afin que ne reste, en dernier lieu, que la substantifique moelle, je dirai même la colonne vertébrale, de décisions unanimes qui pourront, alors, être mises en œuvre, pour le bien commun de tous avec la plus grande sagesse.

Que celui parmi el glail qui a compris quelque chose, me le dise. Car c'est de l'art de ne rien dire, l'Art du discours politique.

11^{ème} édition du Salon du Bâtiment 'Batiwest Logibat' 290 exposants nationaux et étrangers, attendus à Oran

K. Assia

Quelque 290 exposants nationaux et étrangers vont prendre part à la 11^{ème} édition du Salon international du Bâtiment, du Logement, des Matériaux de construction et des Travaux publics 'Batiwest Logibat 2014' qui se tiendra, du 20 au 25 octobre prochains, au Palais des Expositions d'Oran, a annoncé, hier, M. Oualli, manager du groupe 'Sogexpo', organisateur de l'évènement, lors d'un point de presse animé, à l'occasion. Pas moins de 13 pays européens, asiatiques et maghrébins, seront représentés, lors de cette manifestation économique, un espace d'échanges et de concertations entre les professionnels du secteur de l'Immobilier et de l'Habitat. Cette édition verra, pour la 1^{re} fois, la participation de la Jordanie et de la Serbie, avec des entreprises spécialisées dans le domaine du Logement et des Matériaux de construction. L'invité d'honneur sera, cette année, la Tunisie. Une quarantaine d'entreprises tunisiennes, spécialisées dans le domaine de la Construction et du Logement, seront, également, présentes à ce salon, placé cette année sous le slogan : «Nouveau monde de la construction et défis, mais aussi des opportunités».

Pour marquer l'évènement et en vue de consolider ces échanges, une délégation d'hommes d'affaires tunisiens, conduite par l'association Cepex, chargée de la promotion de l'investissement, à l'étranger, est attendue, le 20 octobre, à Oran. Celle-ci devra s'enquérir des potentialités qu'offre le marché algérien, dans le domaine

de la Construction et de l'Habitat.

La délégation sera représentée par un groupement d'entreprises tunisiennes, spécialisées dans le domaine du Logement, de quoi encourager les échanges de partenariat et de coopération, avec leurs homologues algériens. Une rencontre, regroupant les hommes d'affaires des deux rives sera organisée, la semaine prochaine, à Oran. En explicitant les objectifs de ce carrefour incontournable, dédié aux professionnels de l'Habitat, le responsable a précisé que ce salon va annoncer du nouveau, en matière de techniques de construction et d'échanges d'expériences.

Les nouveautés introduites, les défis à relever à travers les différents projets, inscrits dans le programme de la relance économique mais aussi les opportunités offertes pour tisser des relations de partenariat, avec les étrangers, seront mises en exergue.

Parmi les exposants étrangers, des sociétés italiennes, polonaises, indonésiennes, turques, tunisiennes, françaises, espagnoles, marocaines, serbes, jordaniennes et autres algéro-allemandes et algéro-chinoises. Le responsable de Sogexpo a tenu à préciser qu'il est question de mettre à profit le Plan quinquennal de développement 2010-2014 où de grands chantiers de développement ont été retenus pour notre pays.

Pour rappel, la 10^{ème} édition du Salon 'Batiwest Logibat 2013' a été marquée par la conclusion d'une cinquantaine d'accords entre professionnels des secteurs de l'Habitat, des Equipements, des Matériaux de construction et des Travaux publics.

Aïn El Turck

Un sanglier retrouvé mort, en pleine agglomération

Rachid Boutlélis

Un sanglier mort, probablement percuté par un véhicule, a été retrouvé, avant-hier, gisant sur le bas-côté de la RN 2, en pleine agglomération, à l'entrée du chef-lieu de la commune d'Aïn El Turck. Il a été ramassé par les agents communaux de l'APC et transporté au lieu-dit 'Bassora' à la sortie-ouest de la commune d'Aïn El Turck pour y être incinéré. Ce constat n'est un cas isolé puisque, régulièrement, des sangliers, sont retrouvés morts dans des circonstances similaires, dans cette région côtière. Les hectares de zones boisées, ceinturant cette partie de la wilaya, constituent, en fait, un véritable lieu de refuge pour ces meutes de porcs sauvages qui se déplacent de nuit, en petits groupes, à la recherche de

nourriture, n'hésitant pas à investir les agglomérations pour fouiner dans les poubelles, mettant en danger la vie des piétons et des automobilistes. En effet, un peu moins de trois ans, auparavant, une jeune automobiliste a trouvé la mort, tandis qu'un autre passager a été grièvement blessé, lorsque que des sangliers ont attaqué leur véhicule, sur une route située sur le territoire de la commune de Bousfer. Selon des sources concordantes, c'est, notamment, dans cette commune où il est recensé le plus grand nombre de cette espèce animale de la famille des suidés. « Il est temps de décider de mesures urgentes, à même d'endiguer ce phénomène, qui a tendance à prendre une ampleur démesurée, dans notre lieu de résidence », a fait remarquer un habitant de ladite commune.

Ablation d'une tumeur de 30 kg

Trente kilos. C'est le poids d'une tumeur retirée par des médecins de la clinique d'orthopédie 'Felaoucen', relevant du Centre hospitalo-universitaire d'Oran, chez un patient, de plus de 70 ans. «Il aura fallu 3 heures

pour l'ablation totale de la tumeur qui s'était développée sur la jambe droite du septuagénaire, originaire de la wilaya de Mascara», a déclaré le chargé de communication du CHU d'Oran, sur les ondes de la radio locale. J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benjahène Boumediène, 90 ans, Hamri
Bouid Houaria, 43 ans, Cité Petit
Aït Saïdi Fatima, 88 ans, 48 rue Benchouk Mourad
Mimaoui Djamel, 51 ans Saint Eugène

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 dhou el hidja 1435

El Fedjr 05h45	Dohr 12h48	Assar 15h59	Maghreb 18h29	Icha 19h46
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



**Moderne...
Merveilleuse...
Majestueuse...!!**

Nouvelle HAIMA M3
à seulement **999 000 DA**



AKBOU AUTO


Zone d'activité Kaidi, lot N° 55, Alger.
Tél : 0770 83 66 61/0560 05 19 45
www.facebook.com/haimalgerie
Site web : www.Haima-algerie.com



Haima
Shift to Difference

Photo non contractuelle

Garantie
3ans
Kilométrage
illimité



République Algérienne Démocratique et Populaire
MINISTÈRE DU COMMERCE
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE « TAFNA »
T L E M C E N

La Chambre de Commerce et d'Industrie « TAFNA »
Lance durant l'Année Scolaire 2014-2015
Les Cycles de Formation suivants :

I - FORMATION RESIDENTIELLE		II - FORMATION EN MODE SEMINAIRE
Formations Diplômantes	Formations Qualifiantes	
<p>A/ GESTION</p> <ul style="list-style-type: none"> • CMP Comptabilité • CMTC • CED <p>B/ MARKETING</p> <ul style="list-style-type: none"> • B.T.S en Marketing <p>C/ INFORMATIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • B.T.S en Informatique 	<p>A/ INFORMATIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bureautique • Agent de saisie • Autocad 2D et 3D • Archicad / Artlantis • Sap 2000 • Covadis <p>B/ LANGUES ETRANGÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Anglais • Français • Espagnol 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Qualité – Hygiène – Sécurité – Environnement ➢ Bâtiment, Travaux Publics et Hydrauliques ➢ Management ➢ Gestion Finance et Marketing ➢ Gestion des Ressources Humaines

Le Programme des Formations de l'Année 2014-2015 est téléchargeable sur notre Site Web : www.ccitafna.com

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact auprès de nos services.

Tél : (043) 20.81.18
Fax : (043) 20.54.98
Mobile : 0555.08.72.77
Mail : formation@ccitafna.com

صوفال



SOPHAL

SPA SOPHAL
Société Pharmaceutique Algérienne

Recrute pour sa représentation Médicale de la région Est :

❖ Superviseur Médical
❖ Délégués Médicaux

Qualités requises :

Expérience professionnelle d'au moins 05 années.
Résidence à Constantine et environs.

Envoyer CV et lettre de motivation à l'adresse mail suivante :
sophalrecruitment@gmail.com

OPHTALMOLOGIE: CORRECTION DE LA MYOPIE

New



Un Laser pour la myopie,
de toute dernière génération de ZEISS, Germany combine pour la première fois dans le monde 2 Femtosecond Lasers utilisant la technique du RELEX pour créer le capot cornéen et le lenticule cornéen en même temps afin de corriger la Myopie et l'Astigmatisme. Aujourd'hui, il est à votre disposition à la

CLINIQUE DE LA VISION
63, Blvd les Castors, ORAN.

Contactez le Secrétaire du Dr CHIALI

041 46 51 33 / 0559 22 99 98
0777 87 49 91

CHLEF

Régularisation des constructions et Inquiétude

Abbad Miloud

La session ordinaire de l'automne de l'Assemblée populaire de la wilaya, entamée le 30 du mois passé, s'est poursuivie hier et avant-hier. Pour rappel, l'ordre du jour de la première journée comportait deux communications: l'une relative à l'opération de régularisation des constructions dans le cadre de la loi 15/08, l'autre sur les mesures prises pour l'amélioration du service public. La deuxième journée comportait l'examen du projet du

budget de la wilaya et les divers.

Concernant la régularisation des constructions, il a été souligné, avec statistiques à l'appui, le retard accusé en matière d'application de la loi 15/08 au niveau de l'ensemble des daïrate. Le nombre de dossiers étudiés est insignifiant, ne dépassant pas le taux de 2% au niveau de certaines daïrate. Tout ceci cause une vive inquiétude chez les citoyens. De plus, souligne un élu «les citoyens n'ont aucune réponse écrite».

Au niveau de la direction des Biens de l'Etat, les élus ont mis en

exergue le manque de fiabilité des statistiques et autres défaillances.

Le wali dans ses interventions a précisé que la loi 15/08 ne concerne que les habitations réalisées avant 2008. Il a annoncé qu'une journée d'information et de sensibilisation sera organisée prochainement à l'intention de tous les concernés. D'autre part, la situation ne peut pas persister, des mesures draconiennes seront prises à l'encontre des responsables défaillants et a instruit les responsables concernés de faire des réponses écrites aux citoyens.

OUED RHIOU

Découverte d'ossements et de crânes humains

E. Yacine

Des crânes humains, des fragments d'ossements de squelette humains devant remonter à une époque lointaine «coloniale» ont été découverts à Oued Rhio, a indiqué une source fiable à notre journal. Des ouvriers effectuant des travaux de creusage de fondations pour la construction d'un centre de formation à la cité Haï Chebira, sis

au chef-lieu d'Oued Rhio, ont fortuitement mis à nu l'entrée d'une partie souterraine où se trouvaient des restes de squelettes humains bien conservés, a-t-on précisé à notre journal. La police scientifique a été envoyée en urgence sur les lieux pour dresser le constat d'usage devant être enclenché dans de pareilles circonstances.

Les ossements humains ont été

déposés au niveau de la morgue de l'établissement hospitalier public Ahmed Francis d'Oued Rhio, par ordre du procureur de la République.

Signalons que le site devrait certainement receler d'autres vestiges et richesses archéologiques de valeur pour peu que des fouilles soient engagées pour les déceler, a relevé notre source d'information.

MASCARA

Des élus de l'APC devant la justice

Cinq élus de l'APC de Mascara comparaitront le 20 octobre prochain devant le tribunal de Sig, apprend-on de sources bien informées. Ces élus ainsi que le maire seront auditionnés par le procureur dans une affaire relative à la gestion de l'opération de distribution des couffins de Ramadhan destinés aux familles nécessiteuses, affaire sur laquelle les services de sécurité ont déjà enquêté. Alors que d'autres élus de l'APC sont convoqués au tribunal en qualité de témoins.

R. R.

ADRAR

Un faussaire malien arrêté

Bentouba Saïd

Se basant sur des informations, les services de police de la wilaya d'Adrar ont arrêté, dans une souricière dressée près de l'université, un ressortissant africain pour falsification de billets de banque. Les policiers ont interpellé le prévenu alors qu'il était en possession de produits chimiques et des coupons de papier selon le format des billets de 2.000 DA, dans un sac, a-t-on appris du chargé de communication

de la Sûreté de wilaya d'Adrar. Après identification, ce ressortissant malien était recherché car impliqué dans huit affaires similaires. Il a changé huit fois son identité pour s'introduire illégalement sur le territoire algérien.

Les services de police l'ont identifié répondant aux initiales de A. K., âgé de 32 ans et natif de Bamako. Le prévenu a été mis sous mandat de dépôt pour escroquerie, faux et usage de faux, immigration clandestine et fausse identité.

AÏN TÉMOUCHENT

Khelladi Chikh, une cité abandonnée

Mohamed Bensafi

Les habitants de cette cité, riveraine avec le quartier populaire Moulay Mostefa, sur la sortie Est d'Aïn Témoüchent, se disent toujours confrontés à un ensemble de problèmes liés à leur cadre de vie. Des lotissements, datant de plusieurs années, n'ayant pas bénéficié d'un large programme d'aménagement. Pis encore, la rue menant vers l'hospice des personnes âgées est dans un état lamentable. Des flaques d'eaux usées font souvent partie d'un décor désolant. Un regard, apparemment abandonné, obstrué, déborde sur la voie depuis plusieurs semaines, visible par tout le monde et, malheureusement, personne n'intervient. Les nombreux travaux entrepris, au cours des dernières années, par les organismes concernés, n'ont servi à rien sinon à laisser souvent un travail mal fait. A chaque fois, les mêmes effets sont reproduits sur les mêmes lieux et cela dure dans le temps. Les écoliers et les passants d'une manière générale sont souvent contraints d'enjamber, plusieurs fois par jour, ces ruisseaux d'eaux usées, dans l'indifférence totale. Les riverains de ces lieux, envahis par les odeurs nauséabondes, se disent lassés par les réclamations. Il est signalé aussi que les moustiques et autres caractérisent désormais cette cité. Après chaque intempérie, c'est un véritable trou, un risque majeur pour tous les piétons, notamment durant la nuit.

TLEMCCEN

Le nouveau président de la cour installé

Khaled Boumediene

L'inspecteur général, M. Tayeb Benhachem, a procédé, ce mardi, à l'installation du nouveau président de la cour de Tlemcen, M. Belaïad Mohammed, qui succède à M. Hammou Mohammed, désigné au même poste à la cour de Relizane.

Le nouveau président, installé en présence du wali, M. Saci Ahmed Abdelhafid, des autorités civiles et militaires et d'un grand nombre de magistrats et avocats, assurait, rappelons-le, les fonctions de président de la chambre d'accusation près la cour d'Oran. Au cours de son intervention, le représentant du ministre de la Justice et garde des Sceaux a loué les fruits des réformes engagées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans l'appareil judiciaire, rappelant que le mouvement partiel au sein de la magistrature, opéré par le chef de l'Etat, est un mouvement "normal", ayant touché un grand nombre de compétences féminines pour leur permettre de gérer différentes juridictions et instances, et afin de valoriser les ressources humaines de ce secteur stratégique, notamment celles féminines, et ce en reconnaissance à leur compétence et dévouement.

En marge de cette cérémonie d'installation, l'on saura auprès de M. Djouadi Abdennacer, procureur général adjoint, que le tribunal criminel près la cour d'appel de Tlemcen entamera, à partir du 26 octobre prochain (jusqu'au 4 décembre 2014), la dernière session criminelle de l'année 2014. Ainsi, 50 affaires sont inscrites au rôle.

Près de 106 personnes sont poursuivies dont 39 détenues et 19 en état de fuite. Selon M. Djouadi, 7 personnes comparaitront devant les juges du tribunal criminel, pour importation, détention et commercialisation de stupéfiants. 15 individus pour les griefs d'atteinte à l'intégrité physique des personnes, crimes, coups et blessures volontaires ayant entraîné un handicap, et tentatives de meurtre. Nous apprenons que parmi ces 15 affaires enrôlées par le tribunal criminel, 9 affaires concernent le crime de sang, 3 tentatives de meurtre et 3 autres af-

fares relatives aux coups et blessures volontaires. En outre, 4 affaires d'infractions économiques, liées aux biens et à la contrebande portant une atteinte grave à l'économie nationale, 2 de fraude fiscale et 3 autres affaires de mœurs et actes contre nature seront également traitées au cours de cette session criminelle qui, probablement, sera prolongée au courant du mois de décembre 2014.

Ainsi, à travers une bonne lecture de ces chiffres, l'on constate que, sur 106 personnes devant comparaître devant le tribunal criminel, 67 sont en liberté provisoire, ce qui dénote la tendance des magistrats à privilégier le principe du respect de la présomption d'innocence. Le principe de la présomption d'innocence semble bel et bien appliqué et reconnu par la justice de Tlemcen, comme l'a souligné le procureur général près la cour de Tlemcen, M. Bey Benali: «Le tribunal doit être équitable et impartial.

Nos juridictions veillent particulièrement au respect de ce principe sacré dans notre pays, selon lequel toute personne qui se voit reprocher une infraction est réputée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été légalement prouvée». Il faut souligner, qu'à la différence des années précédentes, où quelle que soit l'affaire ou la personne impliquée, le justiciable algérien était soumis à la présomption de culpabilité, tellement les mandats de dépôt étaient délivrés avec facilité et les prisons surpeuplées, les procès sont de plus en plus équitables, et ce grâce à la réforme de l'appareil judiciaire.

A noter que la présomption d'innocence se fonde sur l'article 11 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 de l'ONU, qui spécifie entre autres, que «toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées et que nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international».

OULHACA

Enterrement du copilote victime du crash de l'avion militaire

M. B.

L'aviateur militaire, ayant péri (le pilote aussi) dans le crash de l'avion de l'armée de l'air, ce lundi, à Hassi Bahbah (Djelfa), a été enterré ce mardi, après la prière d'El-Asr, au cimetière «El-Ghrazza», auprès des siens, dans la commune de Oulhaca (20 km à l'ouest de Béni Saf). L'enterrement s'est déroulé en présence notamment des autorités

militaires et civiles et d'une foule très nombreuse. Le défunt - Ghorzi Mohamed, officier navigateur «système» - était l'un des deux membres d'équipage de l'avion bombardier de type Soukhoï des forces aériennes algériennes, qui s'est écrasé lors d'un exercice d'entraînement au niveau du Polygone central de l'air à Hassi Bahbah. Le défunt avait 32 ans et était père d'un garçon d'à peine 9 mois.

SIDI BEL-ABBÈS

Le nouveau procureur général installé

La cérémonie de l'installation du nouveau procureur général de la cour de Sidi Bel-Abbès s'est déroulée hier mercredi à 10 heures du matin dans la salle de délibération de l'imposant édifice de la justice situé sur la rocade sud.

C'est M. Djelloul Lahcène Ahmed qui a été installé au poste de procureur général. Le magistrat assurait les mêmes fonctions de premier responsable du ministère public au sein de la cour de Chlef. Cette nomination intervient dans le sillage du récent mouvement partiel des magistrats. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du représentant du ministre de la Justice garde des Sceaux, ainsi que des magistrats, des avocats, des auxiliaires de justice et des autorités civiles et militaires de la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

Le procureur général qui était en fonction, en l'occurrence M. Sahli Abdelhamid, a été à son tour nommé dans les mêmes fonctions au sein de la cour de Relizane.

A noter que le magistrat partant a laissé de bonnes impressions parmi ceux qui l'on connu et côtoyé durant sa mission à Sidi Bel-Abbès ainsi que dans les milieux des justiciables. Il jouissait d'excellentes qualités humaines et professionnelles.

Une femme à la tête du tribunal administratif

Durant la même journée de l'installation du nouveau procureur général de la cour de Sidi Bel-Abbès, le représentant du ministre de la Justice garde des Sceaux a procédé, lors d'une cérémonie, à l'installation d'une femme au poste de présidente du tribunal administratif de Sidi Bel-Abbès.

Il s'agit de Mme Guenim Mokhtaria, qui a occupé le même poste par intérim depuis une année suite au décès du défunt président de cette juridiction, en l'occurrence M. Bouchekara Benaouda. Celle-ci en tant que présidente a été confirmée à ce poste pour lequel elle jouit d'une grande expérience et savoir-faire dans les affaires administratives.

M. Delli

BLIDA

Agriculteurs cherchent main-d'œuvre, désespérément

La wilaya de Blida, à vocation agricole, par excellence, a accueilli, du 13 au 15 octobre courant, le salon «Carrefour des agriculteurs» qui a réuni quelque 65 exposants, dont des agriculteurs, des concessionnaires de machines agricoles, des vendeurs de produits agricoles et d'institutions s'y consacrant, en particulier la direction des Services agricoles, la Conservation des forêts et les Assurances agricoles.

Tahar Mansour

Le salon a reçu, mardi, la visite du wali de Blida, M. Mohamed Ouchen, qui a manifesté son intérêt et celui de l'exécutif pour l'Agriculture et s'est entretenu avec nombre d'agriculteurs, au niveau des stands. Ce carrefour, organisé par 'HM Communication' et 'Green Algérie' a été, aussi l'occasion pour les agriculteurs de faire part des difficultés rencontrées par chacun et d'échanger leurs expériences. Ainsi, le manque de main-d'œuvre agricole semble être la difficulté majeure de tous les intervenants qui butent sur ce problème puisque les jeunes, de nos jours, rebutent à faire ce travail, plutôt difficile, bien que la véritable raison est qu'ils croient, à tort, que les métiers de l'Agriculture sont dévalorisés.

L'autre problème, de taille pour la Mitidja, a été cité par M. Omar

Mahi, l'organisateur de cette manifestation, et concerne l'avancée du béton, au détriment des terres agricoles, tout en insistant sur la sensibilisation et l'éveil de la conscience des propriétaires agricoles afin qu'ils cessent de céder leurs terres à des gens qui y font pousser le béton.

«Cette rencontre se veut, aussi, une occasion pour les agriculteurs de s'informer sur les dernières innovations en agriculture, surtout pour le matériel qui peut pallier à l'handicap du manque de main-d'œuvre, puisqu'il existe des machines qui peuvent remplacer, efficacement, l'être humain», affirme M. Mahi. Parmi les exposants, la société 'Star Fruits' spécialisée dans la production d'agrumes qui a son siège et son centre d'emballage, à Boufarik, était très en vue puisqu'elle produit entre autres des pommes de variété 'golden' et des kiwis, dans plusieurs fermes des

wilayas de Blida, Tipaza, Djelfa et Sidi Bel-Abbès; fruits les Algériens croient être importés alors: «que ce sont des produits à 100% algériens» explique l'ingénieur agronome qui tient le stand de cette société. Quant à la Conservation des forêts, celle-ci se fait, également, remarquer par la formation de jeunes apiculteurs, métier qui connaît un certain engouement de la part des jeunes, dont 370 sont programmés pour cette année.

Des métiers dont les adeptes sont vraiment rares comme la greffe et la taille des arbres, font, aussi l'objet de formation, mais cette fois-ci c'est la Chambre d'Agriculture qui tente de pallier au manque chronique de cette catégorie d'ouvriers. Enfin, il faut espérer que ce genre de manifestations puisse se multiplier, afin de sensibiliser tout le monde sur l'importance de l'Agriculture et son rôle dans l'indépendance du pays.

LAGHOUAT

Plus de 100 millions de dinars pour équiper la faculté de Médecine

Une enveloppe de plus de 100 millions de DA a été réservée à l'équipement des laboratoires de la toute nouvelle faculté de Médecine de l'Université «Amar Thelidji» de Laghouat, a-t-on appris, hier, des responsables de l'université. Toutes les procédures ont été effectuées concernant ce marché, portant sur l'équipement, dans les plus brefs délais, des laboratoires de cette faculté, ainsi que sur le choix de l'entreprise devant l'assurer, selon le recteur de l'Université, Djamel Benbertal. En attendant la concrétisation de cette opération, les étudiants de la faculté de médecine effectuent, ac-

tuellement, leurs travaux dirigés dans les laboratoires des départements de Physique, Chimie et Biologie, a-t-il signalé. La faculté de Médecine de l'Université de Laghouat a ouvert, cette année, ses portes, aux étudiants, en application du programme national comportant la réalisation de 3 centres hospitalo-universitaires dans le Sud, à savoir dans les wilayas de Laghouat, Ouargla et Bèchar. Quelque 79 étudiants ont été orientés vers la faculté de Laghouat qui offre une capacité de 2.000 places pédagogiques et dispose d'une bibliothèque de 500 places, en plus de plusieurs labo-

ratoires et de 4 auditoriums. L'enseignement y sera, dans une première phase, consacré, essentiellement, à la Médecine, avant d'être élargi aux autres spécialités, dont la Pharmacie et la Chirurgie dentaire, selon le même responsable.

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans la wilaya de Laghouat, sera renforcé, prochainement, de 2.000 places pédagogiques, sur un total de 8.000 places qui sont en cours de réalisation, au nouveau pôle universitaire, en plus du recrutement de 83 nouveaux enseignants universitaires, a fait, encore, savoir M. Benbertal.

MÉDÉA

Mostefa Lacheraf revisité

Rabah Benaouda

«Il n'est jamais trop tard pour bien faire» dit ce vieux dicton qui vient d'être, une fois encore, confirmé avec la tenue, à Médéa, du «Premier colloque national sur Mostefa Lacheraf».

Un colloque national, organisé par l'Université Dr Yahia Fares (UDYF) de Médéa, en collaboration avec la direction de la Culture et celle des Oeuvres universitaires de la wilaya. Un colloque qui s'est étalé sur deux journées pleines, mardi et mercredi.

La journée d'aujourd'hui étant consacrée à la visite qu'effectue une forte délégation de participants, à Chellalet El-Adhaouira, ville natale du regretté Mostefa Lacheraf. Placé sous le thème «Mostefa Lacheraf: témoignages, positions, écrits», ce premier colloque national a débuté, dans la matinée

de mardi, en présence d'enseignants universitaires d'étudiants ainsi que de représentants de la société civile.. Et le premier à prendre la parole sera le Pr Ahmed Zaghdar, recteur de l'UDYF de Médéa, qui retracera la vie et l'itinéraire intellectuel et politique de ce fils de la wilaya de Médéa que fut Mostefa Lacheraf, né en 1917 et décédé en 2007. Lui emboitant le pas, le wali de Médéa, M. Brahim Merad prendra la parole pour une brève intervention, à l'issue de laquelle il annoncera, officiellement, le début des travaux de ce «Premier colloque national sur Mostefa Lacheraf», avant que le Pr El-Hawass Messaoudi, président de la Commission scientifique de ce colloque, ne prenne la parole pour en présenter le contenu. Suivra la projection d'un film documentaire intitulé «Mostefa Lacheraf: histoire et mémoire».

appartiennent à des particuliers étaient garées à la cité des «1.000 logements».

Une plainte a été déposée auprès des services compétents qui ont ouvert une enquête. Des recherches ont été lancées pour retrouver les auteurs du vol et récupérer les véhicules.

SKIKDA

La ville aura son tramway

A. Boudrouma

En visite à Skikda, mardi, le ministre des Transports Amar Ghoul s'est rendu, dans la commune de Aïn Charchar, au projet de dédoublement de la voie ferrée Annaba-Ramdane Djamel (wilaya de Skikda) où il a soutenu que l'essor des activités portuaires dépend du développement du rail. Le ministre n'a pas ménagé, cependant, les responsables de l'Agence nationale des études et du suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) auxquels il a accordé un délai d'une semaine pour finaliser les études et entamer les travaux nécessaires, tout en rappelant que l'inscription de ce projet a été faite dans le cadre du Plan quinquennal 2005-2009. «Les problèmes internes au groupement chargé des travaux, à savoir OHL (Entreprise espagnole chargée de la réalisation) et INFRARAIL, ne devraient pas influencer, davantage, sur le bon déroulement du chantier. Au cas où il n'y a pas d'entente dans le délai que je vous ai fixé, la résiliation sera le sort qui attend les deux entreprises. Enclenchez donc une séance de travail, à laquelle se joindra un inspecteur du ministère des Transports et essayez de trouver une solution, en urgence.

Je dis bien en urgence ! Et en cas de résiliation, le recours à SERO-EST, entreprise publique nationale, qui a déjà montré ses capacités, en la matière, est recommandé.» Actuellement le taux d'avancement des travaux représente à peine 43%, alors que le démarrage des travaux, date de l'année 2006. Le dédoublement de la voie ferrée porte sur une longueur totale de 90 km, dont 54 km du côté de la wilaya de Skikda et 36 km pour la wilaya de Annaba. Il comporte 19 ouvrages d'art, en sus de 2 ponts. Cet investissement qui est doté de signalisation ERTMS niveaux 2 et 1, enclenchement électrique PIPC, compteurs d'essieux et feux à LED desservira Skikda, à la gare multimodale, en cours de réalisation, Hamadi Krouma et Ramdane Djamel.

Le retard enregistré a mis le ministre des Transports dans tous ses états,

notamment au lieu-dit 'Ras El Ma' où a été implanté un tunnel de 547,12 m, dont 468,61 m ont été achevés, au titre de la 1^{re} phase. Au sujet de cet ouvrage, M. Amar Ghoul a exigé un contrôle une expertise ainsi que la mise en place rapide de ses équipements, tout en recommandant: «Il faut optimiser les conditions de travail, on ne doit pas sentir la fumée !», dira-t-il.

Sur un tout autre chapitre, il a révélé que Skikda aura, également, son tramway comme moyen de transport, à inscrire, aussi, dans la stratégie du long terme, en matière de transport urbain.

Le périple du ministre a été ponctué par une halte sur le site de l'important projet de gare multimodale, situé à la sortie de Skikda, en cours de réalisation et dont l'autorisation de programme a presque doublé en l'espace de 6 ans. La visite a pris fin à Skikda où le ministre n'a pas caché sa satisfaction, au sujet des réalisations à l'actif de l'Entreprise portuaire de Skikda dont la création d'une filiale, la Société intermodale de logistique (SIL). Il a recommandé d'inclure les Hauts Plateaux, dans le processus d'acheminement des marchandises, notamment Sétif et Bordj Bou-Arréridj qui seront considérées comme des wilayas-escaliers.

Le ministre n'a pas manqué de prodiguer ses encouragements aux responsables du port, de la Société nationale du transport ferroviaire et les opérateurs économiques, publics ou privés, en vue d'accorder leurs violons pour que les impératifs de jumeler les avantages économiques du transport terrestre, ferroviaire et maritime, convergent vers un même point qui est l'intérêt économique du pays.

«Finaliser un dossier en ce sens et je vous appuierai au Conseil des Participations de l'Etat» dira-t-il. A l'Entreprise Portuaire de Skikda (EPS), le ministre a annoncé la réalisation prochaine d'un nouveau terminal à conteneurs et une nouvelle station maritime, à la mesure des aspirations du port de Skikda, qui dispose, déjà, de deux liaisons par car-ferry, l'une vers Marseille (France) et l'autre vers Gênes (Italie).

TÉBESSA

La Formation se remet en question

A. Chabana

Noureddine Bedoui, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels croit, fermement, en une révolution dans les esprits et pour pouvoir «instaurer une culture de la Formation, une affaire de toute la société et qui commence, déjà, au sein de la cellule familiale». Devant un parterre de journalistes, le ministre a parlé de tout ce qui a trait à son secteur, notamment du système de l'orientation des jeunes exclus de l'Education nationale.

Le secteur de la Formation professionnelle et de l'apprentissage doit bouger et être la dynamique et le moteur de la stratégie du développement national, dira-t-il. Et pour ce faire, il faudrait d'abord délaissé le mode classique, pratiqué dans la formation et prendre, comme exemple, le modèle allemand qui, lui, s'appuie sur la durabilité et le partenariat. En fait, le ministre est pour le mode de formation par l'apprentissage ouvert, tout au long de l'année, devant les jeunes postulants à une formation qualifiante.

Car, à ce rythme, le pays aura besoin, dans l'avenir de plusieurs milliers de travailleurs, un choix pour répondre à la demande croissante du marché de l'Emploi. Selon lui, la revalorisation des métiers est une nécessité et on doit «se débarrasser du complexe vis-à-vis de ces métiers».

Le secteur est obligé de s'ouvrir sur son environnement socio-économique, à commencer par la promotion de la profession de formateur. Son département compte créer une prime qui sera accordée à l'encadrement pédagogique de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Outre la politique de la prise en charge pour l'amélioration de la qualité de la formation, dispensée dans les établissements professionnels, Bedoui évoquera, également, durant ce point de presse, un plan pour le lancement d'instituts spécialisés, dits d'excellence, selon les caractéristiques de chaque région du pays. A titre d'exemple, il a cité le cas de la wilaya de Tébessa, à double vocation minière et agropastorale où des centres de formation seront érigés, selon ces spécificités et activités.

Enfin, le ministre parlera de la tenue, d'ici la fin de l'année, des Assises nationales du secteur. Une commission nationale mixte avec l'Education nationale sera installée et travaillera sur le dossier de l'orientation. Une vision verticale est primordiale, afin de prendre en considération, les propositions venant des partenaires et donc, mettre la formation au cœur de la politique nationale de Développement. Et pour illustrer ses propos sur la réussite sociale des activités, issues suite à un cursus de formation professionnelle, il parla de deux de ses frères, sortis des centres d'apprentissage dont un comme pâtissier-boulangier.

Le ministre voudrait mettre en place un nouvel organigramme, dans son secteur ayant comme base la formation qualifiante, adaptée à la demande des besoins du marché de l'Emploi, une orientation plus indiquée, pour le postulant.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 dhou el hidja 1435

El Fedjr
05h30

Dohr
12h34

Assar
15h43

Maghreb
18h13

Icha
19h32



Les retraités de la SNTA dénoncent

A. El-Abci

Les retraités de la Société nationale des Tabacs et Allumettes (SNTA), usine de Benbadis, ont exprimé, hier, leur désarroi et leur sentiment d'abandon de la part de l'entreprise qui les a employés. Cela s'est passé, lors de l'assemblée générale électorale du bureau de wilaya des retraités qui s'est déroulée à la Maison du Syndicat 'Abdelhak Benhamouda', rassemblement auquel ont participé quelque 80 retraités, représentant leurs collègues au nombre de 3.000, selon la déclaration qu'ils nous ont faite. L'assemblée générale a été supervisée par les membres du bureau de wilaya de la Fédération nationale des Travailleurs retraités (FNTR). Ce conclave a donné l'occasion aux retraités de la SNTA de « vider leur sac » tout en tombant, à bras raccourcis, sur les responsables de la société qui, selon eux, les ont privés de nombreux droits, rattachés à leur statut de retraités. « Pourquoi sommes-nous privés des avantages de la mutuelle, ont-ils crié, en signalant qu'ils cotisent encore à cette caisse, gérée par le secteur social de l'entreprise, sans pour autant bénéficier de ses avantages. «Et les Oeuvres sociales de l'entreprise ? crie un autre, on y ouvre encore, droit en tant que retraités, mais nous sommes exclus du bénéfice de cet organe qui gère l'argent des travailleurs ». Et de certifier que le bénéfice des prestations, en matière de cures, colonies de vacances, décès, mariages, circoncisions, leur a été re-

tiré, on ne sait pourquoi. « Selon la convention collective, ajoute un autre, ces avantages sont reconduits pour les travailleurs sortis en retraite ». Selon lui, c'est un droit imprescriptible ! Et ce furent des réclamations à ne plus en finir, chacun le faisant, pour ses problèmes personnels. Comme le droit au recrutement prioritaire, par la société, des enfants des travailleurs retraités. Et en extrapolant, les retraités de la SNTA en sont venus à critiquer les décisions d'augmentation périodiques des pensions de retraites, en estimant injuste d'octroyer une augmentation d'un même taux pour tous les retraités. Selon eux, le taux le plus avantageux doit être consenti à ceux qui touchent des pensions modestes. Et ils sont arrivés aussi à dénoncer les responsables de leur société qui leur ont enlevé le bénéfice du quota de cigarettes auquel ouvrent droit les travailleurs actifs. « Il y a quelque chose de louche dans cette décision de nous priver de ce quota, décision qui d'ailleurs ne résulte pas d'un écrit mais de simples instructions verbales. Ce qui nous fait douter de sa légalité », nous a confié, à la fin, un groupe de retraités en colère. Pour ce qui est de l'assemblée générale électorale celle-ci, après l'opération de vote, a débouché sur l'élection d'un bureau de wilaya des retraités de la SNTA de Constantine, constitué de 7 membres et qui jouera à l'avenir le rôle d'interface entre eux et leur entreprise, ainsi que les différents organismes publics, et ce, pour les représenter et défendre leurs droits sociaux.

Emir Abdelkader-Ziadia

Les imams et les notables à la rescousse

A. El-Abci

Pour les jeunes de la cité Emir Abdelkader et de Ziadia, le temps de la réconciliation est venu. A l'initiative de personnes sages résidant dans les deux quartiers, épaulées par les imams des mosquées et des notables, de nombreuses rencontres de réconciliation se sont déroulées mardi dans la soirée, après la prière du Maghreb, dans l'un et l'autre quartier. Et après plusieurs heures de discussions appuyées par des sermons sur la fraternité de la part des imams, les propos d'apaisement tenus par les gens sages et les notables, les jeunes belligérants semblent être revenus à de meilleurs sentiments au point qu'ils sont tombés à la fin, les uns dans les bras des autres pour des embrassades et des engagements à vivre en bonne entente et dans l'harmonie. La conclusion de la paix revenue va se traduire sur le terrain, dès demain vendredi, par une campagne de nettoyage qui sera organisée dans les deux quartiers pour les débarrasser des gravats, pierres et toute sorte d'objets qui ont servi de projectiles dans les affrontements qui ont mis aux prises ces mêmes jeunes, cinq jours durant. Les uns et les autres se sont engagés aussi à laver les murs des bâtiments qui ont été noircis par la fumée des cocktails Molotov qui ont été utilisés durant les bagarres qui furent quasi quotidiennes en provoquant la terreur chez les femmes et les enfants des deux cités. Pour parvenir à leurs fins et réaliser la réconciliation

entre les jeunes des deux quartiers ennemis, les imams de Ziadia et ceux de la cité Emir Abdelkader ont organisé, alternativement dans l'une et l'autre cité, des réunions après chaque prière qui furent couronnées ensuite par un grand rassemblement qui s'est tenu à la frontière entre les deux quartiers, au niveau de l'espace occupé par l'antenne de la télévision. Et là, beaucoup d'intervenants ont pris la parole pour développer les thèmes de paix et de pardon, de réconciliation et d'harmonie dans la vie en commun. Et ce fut encore de longues embrassades. «On se croirait à la sortie de la mosquée le jour de l'Aïd», diront des participants à ces joutes qui nous ont contactés hier pour nous communiquer la bonne nouvelle. Malgré tout, des jeunes issus de ces deux quartiers, rencontrés au centre-ville le matin, ont affirmé que les barrières établies à l'entrée des deux quartiers par les belligérants ne sont pas encore levées et les gens terrés dans leurs domiciles respectifs n'osent pas encore sortir, de peur d'être pris dans des échauffourées. Mais le responsable de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Constantine, que nous avons interrogé hier matin, a confirmé que durant la journée d'hier mardi, aucun incident entre les jeunes des deux quartiers n'a été enregistré. «Peut-être que la situation va se calmer vraiment après les tentatives de rapprochement et les efforts déployés par les gens de religion, les sages et les notables des deux quartiers», ont espéré ceux qui nous ont contactés.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 dhou el hidja 1435

El Fedjr 05h17	Dohr 12h20	Assar 15h30	Maghreb 18h00	Icha 19h18
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Encore l'électricité !

La vieille ville de Constantine a vécu, hier, encore, une journée sans électricité à cause de la coupure opérée encore par les services de Sonelgaz, dans les quartiers. Quoique, cette fois-ci le désagrément était connu d'avance et le mécontentement de la population était visible. Des cafés sans... café, des boulangeries sans pain et les ménagères qui expriment leur désarroi. Et bien entendu, les bureaux des avocats, des notaires, des médecins, nombreux dans ce secteur, sont restés dans le noir, travaillant au ralenti. C'est le cas pour notre bureau de Constantine dont les journalistes ont dû «émigrer» dans les autres quartiers où il y avait le courant pour pouvoir saisir les informations que vous lisez. Des organismes, comme les banques et des agences de voyages, ont pris leur précaution, utilisant des générateurs électriques pour poursuivre leurs activités.

Clôture du Festival du Malouf

Clôture en apothéose, hier soir, du Festival international du Malouf, dans la salle omnisports de la cité des «800 logements» remplie à ras-bord. Selon des témoins, il y avait 1.500 personnes, au moins, entassées dans cette salle, pour écouter l'orchestre du malouf hispano-germanique, jouer «des morceaux de rêve». Et cerise sur le gâteau, ce fut Dib El-Ayachi, de Annaba, et Salim Fergani, de Constantine qui ont mis la dernière touche à un tableau féérique, que beaucoup de familles d'El-Khroub et de Constantine ont vécu avec enchantement, disent ceux qui y ont assisté.

Froid et pluie

Vêtus encore légèrement, beaucoup de Constantinois ont été surpris, hier, par le froid qui est tombé, subitement, sur la région, faisant passer la température de 34°, la veille à 18°. et de la pluie abondante y est annoncée, par la météo nationale. Dans les régions agricoles, comme celle de Ain Abid, le changement de température et l'annonce de la pluie ont rempli d'aise les agriculteurs qui commencent à nourrir l'espoir d'une saison agricole exceptionnelle.

A. Mallem

Palais des Expositions de Zouaghi Le contrat avec la société algéro-espagnole résilié

A. Mallem

C'est, désormais, officiel : le wali de Constantine a décidé, hier, de résilier le contrat avec la société algéro-espagnole, chargée de la construction du palais des Expositions, à Zouaghi, pour le compte de la manifestation «Constantine, capitale de la Culture arabe 2015 », et de confier la réalisation de cette infrastructure à une société chinoise, la même qui est en train de terminer la salle 'Zenith', située à proximité. Cette décision est effective, à partir du samedi 18 octobre, en cours, a indiqué le premier responsable de la wilaya.

«La société étrangère n'a pas respecté ses engagements, et c'est pour cela que j'ai pris la décision de résilier le contrat et de confier le projet à la société chinoise qui réalise la salle 'Zenith', située à proximité, et ce, pour faire en sorte que celui-ci soit terminé, dans les délais impartis», a annoncé, non sans regret, M. Hocine Ouadah, au cours de la tournée hebdomadaire d'inspection qu'il a effectuée, sur les chantiers, rentrant dans le cadre du programme de la manifestation, prévue pour

2015. Ainsi, fera-t-on remarquer, à moins de 6 mois de cette manifestation, ce projet reste, encore, à lancer, mais les autorités locales se montrent, quand même, optimistes pour la réalisation de ce palais des Expositions qui leur tient à cœur et leur permettra de compléter la panoplie des projets nouveaux, inscrits dans le programme de la manifestation. Par contre, le wali a exprimé sa satisfaction totale, en ce qui concerne l'avancement du projet de réalisation de la salle 'Zenith' par les Chinois. « Comme chacun peut le remarquer, a déclaré le wali, les constructeurs sont en train d'apporter les dernières retouches à cette salle de spectacles, ultramoderne, qui constitue, pour nous, un grand acquis et un espace artistique, à nul autre pareil.

Et nous comptons réceptionner cette nouvelle infrastructure, au plus tard, fin janvier, début février 2015. Elle sera, donc, prête pour accueillir la cérémonie inaugurale de la manifestation ». Ainsi, M. Ouadah n'a pas manqué de louer les efforts et le sérieux de la société chinoise qui a relevé le défi.

Labours-semailles

Près de 100.000 quintaux de semences mis à la disposition des céréaliculteurs



Une quantité de 99.925 quintaux de semences de céréales, à même de couvrir les besoins de la campagne labours-semailles, à Constantine, est mise à la disposition des céréaliculteurs, à la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a indiqué, mercredi, à l'APS, le directeur des Services agricoles (DSA), Yacine Ghediri. Des facilitations ont été accordées aux agriculteurs en vue de leur permettre de s'approvisionner « sans aucune contrainte », en semences de céréales, à partir de points de prélèvement, implantés à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a ajouté ce responsable.

La livraison de semences et d'engrais « suit son cours, conformément, à un programme arrêté avec les professionnels de la filière céréalière », a-t-il précisé, faisant savoir que 75.000 quintaux d'engrais azotés ont, également, été distribués aux agriculteurs, au titre de la campagne labours-semailles 2014-2015, lancée le mois dernier. Selon M. Ghediri, la campagne, engagée dans de bonnes conditions climatiques, prévoit l'emblavement de plus de 66.000 ha. Il a, également, indiqué que les préparatifs de cette campagne ont été entamés, en août dernier, avec l'installation d'un comité de suivi et d'évaluation, chargé d'accompagner les

agriculteurs. Par ailleurs, 1.797 agriculteurs, activant dans la wilaya de Constantine, ont bénéficié, dans le cadre de la campagne agricole, en cours, de crédits bonifiés «R'fig», visant à soutenir l'investissement dans le secteur agricole, a noté la même source, précisant que ces financements, permettant aux agriculteurs d'acquies les équipements et les matériels nécessaires au développement de leurs activités, ont dépassé 1,4 milliard de DA. La dernière campagne moissons-battages a été ponctuée, dans la wilaya de Constantine, par la meilleure récolte céréalière des 5 dernières années avec une production de 1,607 million de quintaux.



■A louer Appart F3 Gd standing. Très propre, à Bel Air, quartier calme - Prix après visite - Curieux s'abstenir – Tél : 0553.15.35.13

■A vendre un bel F3 - Acté - 4^{ème} étage Maraval les Oliviers – Tél : 0550.20.50.69

■Vends appartement F4 de 55 m² - Acté - au Rez-de-chaussée à la Cité Mimosas - ORAN - Tél : 0663.89.38.51

■Mets en location des Apparts F2 + F3 meublés et équipés à Paradis-plage cor-niche oranaise – Tél : 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A Vendre : F2 Mimosas 2^{ème} étage - Studio St-Pierre RDC - F2 Misserghine Désistement - M.M. 240 m² Courbet - A Louer F3 Plateau 4^{ème} - Tél : 0790.68.38.67 – 0552.92.22.08

■Vends: F3 9^{ème} USTO 1500 Logts Désist. - F4 2^{ème} Akid - F3 11^{ème} Ascens. Acté. Plein Ciel - F2 RDC O/Tlélat - Echange F4 7^{ème} Désist. USTO 1500 Logts – Tél : 0559.57.58.10 – 0780.38.14.15

■Location Appart F4 Akid Lotfi. 6^{ème} étage avec Ascenseur. Sup. 86 m² - Tél : 0772.57.58.23

■Vends Appart F2 Cité Résidence Perret. ORAN. 9^{ème} étage. Ascenseur en panne - P/V 400 U (Acté) – Tél : 0555.09.10.61

■Loue Appart F3 AADL - Tél : 0550.37.49.92

■Vends F3 à Gdyl 70 m² aménagé en F4, cuisine, salle de bain, WC - Acté - 2^{ème} étage dans un immeuble de 4 étages. Bon voisinage – Contact : 0552.95.49.30 ou 0776.73.52.64

■A vendre Appart 3 pièces, grand salon, grande cuisine, salle de bain et 2 petites cours au nouveau Pyramides USTO - Tél : 0797.40.20.15

■Vends un Appart luxe au 1^{er} étage. 224 m² (Niveau de villa) à Maraval - Tél : 0550.97.15.58 - 041.35.81.23

■Vente Appart F3. Acté de 85 m² Haï Khemisti - Bir El Djir. ORAN – Tél : 0793.95.67.69

■A vendre appartement F4. 5^{ème} étage à Cité Jeanne d'Arc - Gambetta. ORAN - Prix : 1,3 milliard - Tél : 0662.70.02.60

■Vends appartement. Acté. 125 m² au 1^{er} étage Plaza les Camélias, F3 + cuisine équipée + 3 dressings + 2 SDB + 1 place de garage en sous-sol - Pour info Tél : 0661.20.49.84

■A louer F2 - 3^{ème} étage - équipé - à Bel Air quartier résidentiel + parking - toutes commodités - Tél : 0549.63.45.68

■AG. JAMEL - 0776.37.88.74 - 0555.444.172 - Vds F3 CNEP Maraval 1050 - F2 lycée Lotfi 700 U - F2 Maraval 600 U - 2 F3 Millenium Duplex Top 14 Nég, - F5 Maraval 14 - F4 13

■Vds bel F4 dans immeuble de 2 locataires, 126 m² au 1^{er} étage, nouvelle Const. Libre de suite, en parallèle avec Maison Citroën Taureau. Pas sérieux s'abst. - 0670.19.69.31 - 0552.52.34.35

■Vendons bel Appart F4 - 110 m² sis A/TE-MOUCHEM 54 Logts CNEP - Tél : 0770.19.87.55 ou 0773.73.37.13 - A toute heure

■Vends F2 aménagé F3 - Sup. 86 m². Cuisine équipée. Climatiseur - Chauffage + L. Téléph. à Coop. El Jamaï – Yaghmoracen. Nouvelle construction – Cont. : 0558.36.59.95

■A vendre appartement F3 - 2^{ème} étage. 2 façades. 80 m². Endroit calme - Acte en cours - Situé à l'USTO - ORAN - Tél : 0794.14.76.38 - 0557.67.44.55

■Vds F3 - 6^{ème} étage, équipé. Rue Béran-gér. ORAN à 100 m de la Place des Victoires et 50 m de la Rue de Mostaganem. Prix 750 millions - Tél : 0777.11.78.54

■Vends : F3 aménagé en F4. Acté. 81 m². 2^{ème} étg. 3 Faç. Maraval. PO 900 U - F3. Acté. 87 m² à A. Turck à côté Nouv. Commissariat. PO 920 U - Bel F4. 100 m². Désistement 1^{ère} Main à Gdyl. PO 600 U - 0799.58.69.15 - Reda

■Vends F2 - 2 façades à ARZEW Ben Boulaid. Acté et libre de suite. SDB - WC - Balcon - Grand débarras - Climatiseur - Immeuble calme à proximité Ecole - Marché - Station transport - PD 450 - PO 410 - Tél : 0664.48.10.17

■ARZEW - A.V. Appart F3 – 5^{ème} étage double façade. Tél et Internet. Avec hall. Cité Zabana. Le prix après visite – Tél : 0558.32.52.88

■Vends F3 sup. 78 m². 1^{er} étage. Refait à neuf. Vue sur rond-point Bahia. 2 façades. Avec Livret foncier. Haï Zitoune à côté Assurance Trust ou échange contre Haouch - 0790.53.71.85 - 0790.53.76.29

■TLEMCCEN : Loue F4 les 1060 Logts IMA-MA à partir du 05/11/2014 - Tél : 0664.63.19.73

■A vendre des appartements F3 dans un immeuble tout neuf à Mediouni en face jardin public – Tél : 0555.33.54.73

■Vends 2 Apparts F4 promotionnels d'une Sup. de 116 m² situés à Bir El Djir - Prix 14 000 000,00 DA – Tél : 0540.39.64.66 (Pas de courtier, pas de promesse de vente)

■Vends F3 (Résidence Dabra) Haï Yasmine. 4^{ème} étage avec Ascenseur. 02 balcons. Très ensoleillé. Parking. Gardiennage jour et nuit – Tél : 0551.73.46.32

■Vends Appart Duplex F4 au premier étage. Refait à neuf. Parking. Eau H24 - Cité gardée qui se ferme le soir - SIDI BEL AB-BES - N° Tél : 0799.91.99.74 - Prix 1 MD 450

■Vds F4 (86 m²) avec son garage commercial (26 m²) - Acté - à Dar El Beïda, face Tram les Castors au 5^{ème} étage, cité sécurisée – 0662.21.01.69

■A vendre un F5 standing (136 m²) 3^{ème} étage - situé à la Résidence Hasnaoui - Haï El Yasmine - ORAN – Tél : 0661.20.23.83

■A vendre NC Appart F3 à Haï Yasmine 2 - Libre – Sup. 70,70 m² - 1^{er} étage. Double façade - Prix offert : 900 M – Tél : 0661.98.31.01

■Echange F3 aménagé USTO - HLM - 4^{ème} et dernier étage (Arrêté OPGI 1^{ère} Main) contre similaire à ORAN maximum 2^{ème} étage - Tél : 0772.84.35.00

■A vendre un très joli appartement situé à Ain Turck, vue panoramique, au 3^{ème} étage, 10 min de la plage, très bon voisinage + gardiennage et sécurité (à côté du Commissariat) - Tél : 0770.89.05.88

■Loue appartement F3 - 2^{ème} étage. Climatiseur + chauffe-eau + chauffage - Haï Yaghmoracen – Tél : 0560.36.90.52

■Vends Appart F5 - 137 m² - 3^{ème} étage en plein centre-ville (37, Rue Larbi Ben M'hidi - ORAN) - Prix 1.450 U fixe – Tél : 0770.76.23.48

■Particulier loue Appart F4 neuf de 135 m² près du Palais d'Or dans la promotion ENPI ex-EPLF - Convienra pour cadre d'entreprise avec frais gardiennage réglés sur 2 ans - Intermédiaire raisonnable toléré - 0770.99.07.59

■Vends appartement Résidence Victoria Bel Air (Chérif Othmane) 9^{ème} étage - 101,80 m². F3 refait à neuf avec place au garage. Prix offert 18 - Libre de suite – Tél : 0770.30.87.93

■TLEMCCEN : Vends appartement F2 - 53 m² - 2^{ème} étage Cité Metchekana centre-ville – Tél : 0550.40.67.44

■Loue Gd Appart en plein centre-ville d'Oran. 160 m². 7 Gdes pièces. 2 couloirs. 2 Faç. Ligne Téléph. Internet... pour profession libérale - 0551.19.11.10 - 055.02.08.66 - 0551.27.87.67

■Particulier met en vente un appartement F3 bien situé - Superf.0 84 m² - Bien aménagé 6 USTO - HLM près de la Poste – N° Portable : 0552.55.58.31

■Vends Appart F4 de 94 m² à ORAN centre-ville près du consulat de France, 1^{er} étage, immeuble calme, bon voisinage, refait à neuf, style moderne, cuisine - Chauff. central – Tél : 0770.87.36.71

■Echange F4 SIG - 1^{er} étage d'immeuble de 5 étages contre un lot de terrain de 96 m² à 150 m² environs d'ORAN (Es-Senia, Misserghine, Karma, Belgaïd...) - Tél : 0772.47.20.10 - Heure de bureau

■A vendre Appart F4 cuisine. S.B. WC - 4^{ème} étage - Acté - Cité HLM Gambetta - ORAN - Tél : 0555.63.63.28

■A louer joli F4 de 134 m² - 3 façades - Equipé. Vue sur mer. Bd Front de mer - Tél : 0550.62.64.81

■Vends joli F3 et F4 au centre-ville d'Oran / Front de Mer. Nouvelle construction. Ascenseur. Cuisine préparée. Placards. Chaudière – Tél : 0556.00.27.35

■Vds 2 F3 - 1^{er} étage. 110 m² et 118 m² à Haï El-Yasmine à côté de Hasnaoui + 1 F3 à Akid Lotfi 1^{er} étage en face la Poste – Tél : 0555.878.194 – 0792.011.379

■EL-AMRIA (W.46) - Loue Appart F3. 4^{ème} et dernier étage, minimum 1 année avec Cautionnement – Tél. 0665.31.99.67

■A vendre Appart 120 m² F4. 2^{ème} étage à Akid Lotfi en face Méridien - état neuf – Tél. 0777.55.80.42

■A vendre appartement F3 - 2 façades - à Ain Turck - meublé, équipé de tout, modifié - endroit calme - bon voisinage - curieux s'abstenir – Tél : 0777.84.90.84

■Loue Chambre au RDC à Jeune Homme sérieux à ORAN - Seddikia - Eau 24/24 - Electricité – Tél : 0770.61.23.11

■Vends F4. Acté. 4^{ème} étage - Eléments de cuisine. Mischler. 3 façades. Cité sécurisée. Parking. Cité des fonctionnaires Es-Seddikia - Prix 13,5 MDAnégociable – Tél : 0664.89.88.70

■Cherche pour location F3 ou F4 ou F5, RDC ou maximum 1^{er} étage (pour bureaux) à) Akid Lotfi - ORAN – Tél : 0696.45.66.19

■A vendre Appart F3 Grande Terre (Dar-El-Beïda) 2^{ème} étage, plein boulevard - Acté – Tél. 0549.37.12.78 - courtiers s'abstenir

■A vendre F3, 1^{er} étage USTO en face Taxis de Mostaganem - Acté et refait à neuf – Tél. 0549.37.12.78 - Courtiers s'abstenir

■Vends Appart F3. Acté. 4^{ème} étage. Refait à neuf. Cuisine équipé + chaudière + clim + hammam - dressing - situé à USTO - HLM - ORAN - Tél. 0560.76.34.28 – P. : 1100

■Vends F4 Maraval. 2^{ème} étage, double façade. Pas de vis-à-vis, immeuble propre, bon voisinage – Tél. 055.86.37.145 - Voir photo site web : ouedkmiss.com

■A louer bel Appart F2, cuisine, SDB, 1^{er} étage Akid Lotfi – Oran - Chauffage, Chauffe-bain, Clim., Tél. (possibilité Internet), Eau H/24 - Prix 40.000 DA – Tél. 0554.69.11.26 (AEK)

■Vends F4. Acté. Sup. 117 m² à la Rue Mouloud Feraoun (Centre-ville) - Contacter : 0551.92.93.33 - Curieux s'abstenir

■Vends appart acté de 77.50 m², à Arzew, cité Zabana. Prix fixe 650 u, 2 façades, bon voisinage, libre de suite, accepte promesse de vente avec avance, Tél : 0555.04.85.27 / 0559.23.37.16

■Loue bel appart à Point du Jour ; bien aménagé, F4 : salon + 3 pièces, cuisine, grande cour (garage) meublé eau H24 + Téléph, climatiseur. Contactez le n° : 0778.03.21.55

■A vendre F3, 2^{ème} étage, acté, refait à neuf, 2 façades, garage sous-terrain, Haï Chouhada (Sabbah) Tél : 0794.01.19.55

■A vendre F3 aménagé en F4, 1^{er} étage, vide, acté Yaghmoracen, Oran. Tél : 0772.94.81.89 / 0779.53.66.31

■A louer Appart F4, dans une nouvelle cité, avec toutes commodités, bloc A2, 3^{ème} étage Haï El yasmine, Bir El Djir, Oran. Prix intéressant. Contactez : Amine 0555.66.01.08

■Appart à vendre grand standing 250 m² plein centre-ville d'Oran Bd de la Soummam - toutes commodités - Contacter : 0770.914.948

■Vds joli F4 de 80 m² à Cap-Falcon (Ain El Turck) au 5^{ème} et dernier étage avec une vue sur mer et à 5 min de la plage pas loin de Eden - Tél : 0661.20.48.42/25 - 0775.593.542

■A vendre 1 Appart - Acté - Bien aménagé et refait à neuf - Sup. 64,42 m², situé à ORAN-Est cité 223 Logts - Contactez : 0554.15.72.58

■Loue à Cap Falcon (Ain El Turck - ORAN) : Apparts F2 et F3 très bien équipés, toutes commodités, garage, vue sur mer - Possibilité location courte durée - Tél : 0774.42.78.56 - 0773.84.67.39 - 041.26.52.15

■A vendre appartement F3 Sémiramis. ORAN - Tél : 0774.74.31.72



■Vends : M.M. 217 m² R+1 Carteaux - M.M. RDC 137 m² Gambetta - Immeuble 450 m² Carteaux - Carcasse 80 m² Actée à Bouisseville - Villa Millenium 250 m² - Tél : 0559.57.58.10 – 0780.38.14.15

■Loue villa R+1 + jardin + garage. Chauffage central, pour Société ou Particulier - Sert pour Habitation ou Bureaux. Située à Pt du Jour côté Morchid. ORAN. Cité résidentielle, sécurisée – Tél : 0553.07.99.29

■A vendre Maison à EL MALAH - W. AÏN TEMOUCHEM : 800 m² dont 360 m² bâtie deux étages - Tél : 0772.17.24.16

■Vends villa 225 m² double façade Bir El Djir - Prix après visite - Tél : 0555.64.26.74

■Vends villa 372 m². RDC. Actée. Adresse : 20, Rue Ramdane Kouider. Cité Clair Soleil - Es-Senia – Tél : 0662.94.77.85 - 0560.02.71.34

■Vente villa 260 m². 2 façades. RDC + étage. Cité Djamel. ORAN. RDC : salon, séjour, Chbre, Gd garage, cuisine, hammam – Étage : salon, 04 Chbre, SDB, Terrasse - Buanderie - cuisine – Tél : 0552.49.17.47

■TLEMCCEN : Vends RDC d'une maison 190 m² : gge + cour + sous-sol - toutes commodités, entrée indépendante, centre Tlemcen (FEKHARINE) - Tél : 0551.91.95.34

■TLEMCCEN (REMCHI) : Vends villa 280 m² - R+2 - 2 façades - Tél : 0554.24.09.50 / 0663.52.92.76

■TLEMCCEN : Vds villa 246 m² à OUZIDANE - Actée + L.F. Composée 2 maisons : 100 m² et 146 m² - toutes commodités - Tél : 0661.43.89.54 / 0550.69.54.38

■A vendre villa ou Echange avec appartements (ORAN) Bd Millenium en face Daïra Bir El Djir - Tél : 0550.70.69.84 - curieux s'abstenir

■Vds Maison Maître à Fleurus. Actée. Nouv. Const. 270 m² R+1. 120 m² RDC + F3 Désistement – Tél : 0550.13.19.62

■Vends Maison individuelle GDYEL 120 m². Actée. RC + 1^{er} finis proximité Daïra - PD 2 milliards 100 U négociable – Tél : 0557.07.65.40

■SIDI LAHCENE (SBA) : Vends Haouch 475 m². 12 pièces. Plein centre-ville. Convientrait : Station lavage - Matériaux de construction... Prix demandé 42.000 DA le m² - Tél : 0773.80.34.37 / 0776.13.66.92

■Vds villa semi-construite à Belgaïd Coopérative Wilaya Oran. Superf. 150 m². Rez-de-chaussée fini - bien située – Tél : 0795.73.91.44

■A vendre une villa RDC + 2 étages + terrasse + 1 G. cour + 8 Ch. + 2 cuisines + 3 WC + 2 façades -120 m² + 3 SB + eau + gaz + électricité. Lotissement fermé - 1 seule entrée - 0549.63.45.68

■Vends Maison R+2. 08 pièces. 256 m². Lotissement Lachgar Mohamed - Bir El Djir Oran + Vends terrain 340 m² Douar Belgaïd Oran. P.D. 07 U – Tél : 0555.09.10.61

■Vends villa (haut de gamme maximum) Sup. 500 m². Actée. R+1. Belle piscine. Très grande façade. Bien située au quartier résidentiel du vieux Canastel d'Oran. Vue sur mer – 0560.966.211

■A vendre : Villa R+1. Superficie 240 m² à Diar Er-Rahma à MISSERGHINE - Tél : 0782.81.75.58

■Loue Immeuble S/Sol + RDC + 2 Niveaux en carcasse (Travaux non finis) à usage commercial. Convient pour Sté - Banque, Administ... Rond-point Canastel sur Route principale - 0773.30.35.66 - SVP pas d'intermédiaire

■Vends carcasse R+2 - 175 m² - Coopérative Chahid Yaghmoracen - ORAN – Tél : 0553.32.65.20

■Particulier loue pour Société étrangère ou nationale, privée ou publique, belle villa de 243 m², 2 façades, 7 chambres, cuisine, SB, garage, puits - à la Cité Emir AEK (ex-St-Hubert) - Contactez : 0555.35.41.54

■Vends villa 145 m² Cité 200 Logts Senia. RDC + 1 - Actée + L. Foncier - Façade. Très bien située. Prix intéressant. Agence - Courtier s'abst. - Tél : 0669.18.91.48 - à partir 12 h à 18 h

■A vendre : Maison de Maître vieux Bâti. 142 m². R + 1 - 2 façades - située à Victor Hugo Rue de Batna (ORAN) - Tél : 0553.110.720

■Vends des Carcasses de 100 m² à 130 m² à Fernandville et Canastel - Vends une Maison de Maître R+1 nouvelle construction moderne entre Cité Djamel et Barki - 170 m² - 2 M 800 – Tél : 0556.87.14.20

■Villa à vendre 220 m². 2^{ème} étage. La surface : un grand garage, 2 salons, 5 chambres, 2 terrasses, 1 jardin, grande cuisine avec 2 halls - à Es-Senia 200 Logts – Tél : 041.55.07.23 - 0540.98.21.58

■Vends villa R+1 - Actée - Livret foncier - 220 m² : 9 pièces + garage + local – Gaz. Eau. Elect. Téléphone - à GDYEL - située entre ARZEW et ORAN - ou à louer pour Société étrangère – Tél : 0777.08.64.79

■Loue Niveau de villa de plusieurs pièces, salon, bain hammam, SDB, sanitaires, grande cuisine, chauffage central, garage (Proximité grand Bd Ligne « B ») ORAN - Tél : 0696.45.66.19

■A vendre Haouche 120 m² R+1 - 5 Pces + cuisine + SDB - Acté - à Sid El-Chahmi N° 96 – Tél : 0772.20.74.03

■A vendre M.M. à Maraval 110 m² - A vendre M.M. à Maraval R+1 : 110 m² au RDC et 178 m² premier étage - Contacter le 0777.69.29.82 - 0772.26.36.47 - Prix après visite S.V.P. Pas de curieux S.V.P.

■TLEMCCEN - Vends ancienne Maison centre-ville à restaurer. Sup. 120 m². Convientrait pour activité commerciale - Acte + Livret foncier - Tél : 0559.17.74.00 Pour RDV et visite

■Vends M.M. commerciale 200 m². Actée - RDC : 3 locaux - 1^{er} étg. : F4, cuisine, SDB - 2^{er} étg. : F5 + terrasse - à côté rue Berthelot St-Eugène - endroit commercial – Tél : 0772.70.70.21

■Vends villa située à Canastel. Deux façades - 4 pièces, cuisine, salle de bain, garage – Tél : 0550.33.89.00

■Vends Maison de Maître : 9, rue Djillali Aïssa - St-Eugène - 264 m² : 6 pièces, 2 cuisines, 2 toilettes, 1 salle de bain, un garage – Tél : 0669.71.09.80

■Vends M.M. vieux Bâti 127 m² : 3 Pces, cuisine, SDB, terrasse, garage - face CEM Lakhdar Hafid - Savignon - ORAN - P.D. 2,2 U - Pas de courtier – Tél : 0551.996.473

■Loue villa R+3 - 260 m² avec Gd local. RDC sur Gd Bd - Convient toutes activités comm. (Bureau - Administ. – Institut...) à Courbet - ORAN – AG. LE LITTORAL – 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46

■Vds villa N.C. 207 m². R+3 avec S/Sol à 40 m de Gd Bd Belgaïd Coop. Panorama. S/Sol. 207 m² - R. : 170 m² - 1^{er} : F5 167 m² + terrasse - 2^{ème} : F5 167 m² - 3^{ème} : F3 80 m² + terrasse – Tél. 0561.69.87.75 – Prix après visite

■Vends plusieurs villas côté Est (Haï Nakhil - Pépinière) - Ag. Immo. LE LITTORAL - 0550.56.65.17 – 0550.31.09.46

■A vendre une carcasse, à Maraval, R+3, 380 m², 2 locaux + un puits. Tél : 0555.47.10.30

■BOUHANIFIA Hammamet : Vends Maison Maître (N.C.) Actée. L.F. - R+1. Côté Daïra. Sans vis-à-vis. Avenir commercial. RDC : grand garage - 1^{er} : F4 - 2^{ème} : Terrasse accessible - Extensible – Tél : 0662.45.81.26

■Villa à louer aménagée et climatisée : 5 pièces, 2 salons, garage (5 V), à Sid Chahmi - ORAN – Tél : 0770.30.74.12 - 0770.81.33.48

■A.V. Maison de Maître Delmonte (Rue Pézerat) R+1 (Rue de la Pièce détachée) avec Cafétéria en activité – Tél. 0551.460.446

■Vends villa 426 m². Actée. 03 pièces, cuisine, SDB, 02 jardins, 01 garage - Saint-Eugène. ORAN - Contacter : 0670.42.18.75



■A louer Parc Zone Industrielle Bir El-Djir. 1.000 m² / Portail 5 m H – Eau. Electricité – Tél : 0772.57.58.23

■Vends Lot de terrain à Port-aux-Poules de 120 m

■ Société recrute pour ses projets Architecte ayant de l'expérience - Envoyer CV au : contact@hanitser-immobilier.com - Tél : 0560.02.02.30

■ Pharmacie à Sidi El Bachir cherche Vendeur qualifié - Appelez le : 0699.41.24.39

■ Sté de distribution à la Zone Industrielle d'Es-Sénia (ORAN) recrute : Chef de parc - Informaticien (ne) - Assistante (e) commercial - Expérience souhaitée - Merci d'envoyer CV avec photo : recrute1328@gmail.com

■ Agence de Voyages à ORAN recrute : Agent d'accueil - Agent billetterie - Ayant diplôme universitaire - Mob : 0560.666.777 - Tél : 041.533.396 - Heure d'appels de 10 H à 17 H

■ Bureau d'Audit et d'Expertise Comptable cherche un Auditeur et jeune Licencié - Adresse CV : mbloulou@yahoo.fr

■ Hôtel 4* Route des Andalouses recrute : Réceptionniste - Serveur - Chef Cuisinier - Factotum - Plombier - Electricien - Chauffeur transport - Fax : 041.26.01.15 - Tél : 0770.80.84.87 ou 041.26.01.14 - Transport assuré

■ Entreprise en Bâtiment cherche un Technicien Mètreur Vérificateur pour son projet à Belgaid - Contacter le N° 0770.30.87.93

■ Homme cherche Emploi : Maçonnerie - Dalle de sol - Faïence et tous les Aménagements - 0696.60.50.03

■ J. Femme laborantine expérimentée de 10 ans de travail, cherche Emploi dans Laboratoire ou Clinique privée ou Garde-malade, à condition disponible de 8 h à 12 h - N° Tél : 0796.21.25.70

■ Grand Institut de Beauté SPA à Oran recrute des Esthéticiennes pour rejoindre notre équipe - Contactez-nous au : 0795.43.06.89 ou 041.42.78.39

■ Bureau d'Affaires cherche Secrétaire maîtrisant l'outil informatique et la langue française - Envoyer CV à : driss.mahi@yahoo.fr

■ Une Société privée (Import - Export) recrute : Un Agent Assistante commerciale - Sérieux et dynamique - expérience souhaitée - Merci d'envoyer le CV avec photo à : recrute.trading@yahoo.com

■ Une Société privée (Import - Export) recrute : Un (e) Déclarant (e) en douane - Sérieux et dynamique - expérience souhaitée - Merci d'envoyer le CV avec photo à : recrute.trading@yahoo.com

■ Sté privée sise à ORAN-Centre cherche des Femmes ou des Hommes de Surjet - Tél / SMS au : 0560.95.86.84 ou e-mail : emploiex@hotmail.com

■ Magasin du Salon et Meuble cherche une Vendeuse compétente et sérieuse à Point du Jour - ORAN - Tél : 0666.15.17.34

■ TAXI EL AMENA recrute des Chauffeurs de taxi diplômés et sérieux - cautionnement exigé - Tél : 0791.93.75.90 - 0795.17.81.17

■ J.H. maîtrise anglais / français, possède véhicule, cherche Emploi ou Convention pour qualité Chauffeur - Démarcheur - Coursier ou Guide touristique dans une Entrep. privée ou Particulier - Tél : 0542.14.93.68

■ Clinique Le Caducée recrute (05) cinq Médecins Généralistes à plein temps - Veuillez contacter : 0555.98.05.81

■ Pharmacie à Haï Yasmine II cherche Filles ou Garçons, dynamique, bonne présentation pour un poste de Vendeur (se) en pharmacie - Envoyez votre CV + photo à : pharmabireldjir@gmail.com - Tél : 0551.069.100

■ Ets sise à Oran, recrute Assistante de gestion résidant à Oran. Expérience souhaitée - Envoyer CV+photo à : ets-frihsoufiane@hotmail.fr

■ I.S.P. à TLEMCCEN recrute son Responsable de Maintenance - Résidant à Tlemcen ou environs. Maîtrise la maintenance des machines et son organisation administrative du poste maintenance. Expérience exigée - N° Fax : 043.27.70.82

■ Recrute Technicien industriel, Ingénieur en électrotechnique pour montage, réglage de machine et maintenance - Envoyer CV par mail : SARLPPADZ@GMAIL.COM

■ PUBLIXIS recrute dans l'immédiat : 04 Délégués Commerciaux (H/F) - Un (e) Infographiste et Un (e) Webdesigner - Envoyez votre CV par email : cv@publixis.com

■ Cherche Chauffeur Prof. avec expérience - Mobile : 0541.24.83.31

■ Institut Escalé Beauté à ORAN recherche Esthéticienne diplômée, dynamique, présentable, avec expérience - Nous contacter au : 0560.09.99.75

■ Station Essence à GDYEL recrute 01 Lavagiste / Vidangiste et 1 Gardien - Tél : 0781.25.80.34

■ Une Ferronnerie cherche un Soudeur - Nous contacter au : 0560.96.25.85 ou 041.40.52.36

■ Une Société d'Automatisme sise à ORAN cherche une Secrétaire dynamique et présentable - Envoyez CV par e-mail : benebekritefouad@yahoo.fr

■ Atelier de confection cherche des Couturières expér. plus de 2 ans et des Femmes qui font « Taâmare » - Appelez-nous à partir de 18 h 00 jusqu'à 20 h 00 - Tél : 0550.48.33.40

■ Un professeur de Math donne des cours de Math par groupe ou particulier à domicile de l'élève, pour les niveaux Moyen et Secondaire, toutes les branches - Tél. 0770.39.41.55

■ Recrute Secrétaire sérieuse présenteable qui maîtrise l'outil informatique avec expérience et Vendeuse présenteable et sérieuse et dynamique, Manutentionnaires et Clarkiste avec expérience - Contactez au : 0549.85.76.56

■ Sté privée de transport à Hamoul recrute Chauffeur semi-remorque avec expérience requise - Contact : n.tn@hotmail.fr - Tél. 0555.007.408

■ Sté de menuiserie d'aluminium recrute des Poseurs qualifiés expérience 5 ans, de préférence avoir travaillé avec des étrangers - Tél : 041.537.471 - Envoyer CV au : alurama31@yahoo.com

LOCAUX

■ A louer magasin façade 20,5 m. Construction neuve. 5 rideaux. 138 m². Faux plafonds, Compacto, sanitaires - Rue de Nancy derrière l'ex-daira d'Oran avec possibilité d'un F5 de 177 m² au 1^{er} étage - Tél : 0661.20.19.59

■ A louer Bureau au RDC en face Tribunal Seddikia. 65 m². Composé de 2 bureaux, toutes commodités - Gaz. Elect. Eau. Internet... Tél : 0772.57.58.23

■ AÏN-TEMOUCHENT - Vends ou Echange sur ORAN, local 33 m² RDC. Acte + Livre foncier, 3 façades, 2 entrées, 2 pièces + sanitaires, à côté CEM et Tribunal - Eau + Gaz + Elect. - Tél : 0668.68.65.51 - de 9 H à 20 H

■ A vendre Usine complète de boisson gazeuse - Tél : 0772.93.29.96

■ A vendre 2 Chambres froides « Positives » 15 m3 et 30 m3 - Tél : 0551.70.75.53

■ URGENT. Bonne Affaire : Vends 2 locaux jumelés - Acte + LF - 40 et 30 m². Dalle de sol + sanitaires - sis à Avenue Cap Falcon Bahia - Ain El Turck - Prix après visite - Tél : 0553.63.21.30 - Med

■ Vente 01 Local double façade à Bastié - Tél : 0553.74.71.72

■ Loue Bureau centre-ville SIDI BEL ABBES - Téléphoner au 0551.04.75.89

■ Loue 2 Hangars 1.400 m² et 900 m² clôturés, situés à GDYEL (W. d'ORAN) pour Poulets chair - Dinde ou Ovins avec Eau - Elect... Tél : 0771.95.30.38

■ TLEMCCEN : Loue magasin superficie 110 m² toutes commodités - conviendrait profession libérale - situé Bd des 24 mètres Tlemcen - Tél : 0775.71.23.59

■ Loue local 600 m². Hauteur 6 m - parallèle avenue Albert 1^{er} à 100 m du Commissariat Central - Contacter : 0550.68.95.95 - de 09 H à 18 H

■ Loue magasin au centre-ville ORAN 3, Rue Larbi Ben M'hidi. Convient pour tout commerce. 73 m². Libre au 1/11/14 - Prix après visite - Tél : 0553.49.03.43

■ TLEMCCEN - Loue local à usage professionnel bureau 29 m², bien situé centre d'Imama Hai Nassim côté OPGI. Ttes commodités - équipé portes Mischler + sanitaires + réservoir d'eau - Tél : 0774.34.74.45

■ Vends 3 locaux commerciaux, ensemble ou séparés, Rue Sekkal Chaïb et Angle Rue Ali Ben Taleb, Route des Quincailleries - Graba SIDI BEL ABBES - 0553.78.71.14

■ A.V. Local 64,63 m² - 5 m de hauteur - Dépôt ou Grossiste - près de Place d'Armes Rue de la Révolution - ORAN - Tél : 0551.90.38.69

■ Loue un local superficie 35 m² au centre-ville d'Oran situé à 10 m du Boulevard Larbi Ben M'hidi - 0549.52.99.11

■ Loue local 650 m² avec terrasse 150 m². Refait à neuf. ORAN-Ville - plus local 70 m² + villa - Tél : 0556.53.61.22

■ A louer : Magasin refait à neuf Rue de Mostaganem (ex-) actuelle Rue Mohamed Boudiaf (ORAN) - 0549.80.44.10

■ Vends local à Akid Lotfi - 32 m² - bien situé à côté CEM Zache Taïb - Prix après visite - Tél : 0790.82.88.34 - 0782.71.49.11

■ A vendre local de 150 m² - Double façade - Haï Yasmine 2 - Tél : 0661.20.64.27

■ Vente d'un local situé centre-ville Mohammadia (MASCARA) d'une superficie de 560 m² double façade - 0792.32.31.36

■ A vendre une Douche. Sup. 250 m² avec puits + 2 chaudières + terrasse avec petite chambre + local 150 m². Adresse : 20, Rue Cavaignac - Mob : 0551.81.33.56 / 0771.71.19.12

■ Vends ou Loue à Sté étrangère ou nationale : Immeuble neuf de 5 étages F3 A/Ascenseur + sous-sol + bureaux à Plateau / ORAN - Tél : 0550.54.02.17 - 041.30.16.31

■ Vends local, idéal pour bureau. Nouveau bâti. Centre-ville. Acté. 12 m². Résidence Clémentine C4 - Tél : 0558.637.145 - Voir photo site web : ouedkniss.com

■ Local à vendre de 50 m². Refait à neuf. Situé en plein centre-ville quartier Miramar. Convient pour profession libérale. Pourrait servir d'habitation - Contactez le : 0782.31.58.81

■ Loue beau local commercial, en plein centre d'Oran, Bd Hamou Boutléis, superficie 300 m² en 2 niveaux. Convient pour toutes activités- Tél : 0661.20.53.36

■ A louer 02 bureaux avec sanitaire, nouvelle construction, superficie 35 m², le 1^{er} bureau au 1^{er} étage, le 2^e au 2^e étage, situés au 14 Ave Emir Khaled, Eckmühl, Oran - Tél : 0795.04.17.52 - 0549.72.04.37

■ Témouchent : vends magasin bien situé 72 m² cité 100 logements LSP Tounsi côté route d'Oran prix après visite - Tél : 0664.48.21.08

■ Promotion Immobilière S.A. met en vente des Locaux Commerciaux avec ou sans S/Sol - Grand choix de surfaces, sur le 04^{ème} Boulevard Périphérique Haï Sabah - ORAN - A contacter : 0555.02.63.85 / 0555.02.63.94

DIVERS

■ Ecole privée prend en charge gratuitement (Scolarité + 1/2 pension + Transport) élèves de 3^{ème} Année Moyenne, sérieuses et travailleuses - Tél : 0773.64.29.00

■ A vendre Jeux gonflables occasion 4 m x 4 m x 3,5 m H - Capacité enfant (7 - 10 enfants) - Tél : 0793.71.32.99

■ DECO 31 - Murs-Rideaux Alucobond - Aménagements des Stations d'essence - Revêtement intérieur et extérieur - Tél : 0771.45.87.93

■ L'Ecole de Cuisine et de Pâtisserie forme : Cuisinier - Pâtissier - Pizza - Viennoiserie - Gât. Orientaux et Hôtellerie - Cité Bon Accueil. ORAN - Tél : 041.42.34.46 - 0665.70.63.40

■ Vds Chaîne complète de Gaufrettes : Four 30 et 24 plaquer HAAS + Turbo à crème 125 + Tartineuse + Coupeuse + Flowpack + Enrobeuse - Tél : 0771.23.78.48

■ A vendre : 1 Cheval Barbe Arabe - 1 Poulain pur-sang Arabe - 2 Selles d'équitation avec bridon neuf - Lot de Tuyaux XFSE MAGIC. 15 m - Tél : 0658.26.67.65

■ Traduction Commerciale - Technique en anglais - français - espagnol - ANGLAIS - FRENCH - 9, Bd de la Soummam - ORAN - Tél : 040.23.84.26

■ A vendre 02 Machines Oxycoupage neuves / mixtes - Plasma et Oxygène avec système USB. Coupe épaisseur jusqu'à 300 mm Ox. et 15 mm P. - Prix intéressant - Tél : 0661.20.59.13 - 0550.54.05.16

■ A vendre ou Echange Machine de Treillis à souder à sec - Tréfileuse tréfilage Capacité Product. 60 RX 100 m². 8 h - Bon état - Prix intéressant - Tél : 0661.24.24.23 - 0550.56.41.22

■ Vente et Location de Robes blanches, françaises de grande marque avec leurs accessoires (Prix Choc) pour raison de déménagement - 0550.03.74.44

■ Vends petit Chiots de Race Caniche - Contacter REDA : 0664.86.58.55

■ Cherche Numéro Taxi - Tél : 0560.96.21.03

■ DECO PLUS prend en charge tous vos Travaux d'Aménagement et Décoration de Showroom 6 Magasin - Bureau - Mur Rideau - Parquet - BA 13 - Tél : 0560.53.72.06

■ Vends pour les fabricants de Charcuterie Boyau cellulosique différents diamètres et différentes couleurs pour Cachir fumé - Tél : 0782.51.99.60

■ Aménagement et Décoration de votre intérieur : Placoplatre (BA 13) Faux plafond démontable - Parquet en bois - Peinture - B. Vitrée - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - E-mail : anwi.decoration@gmail.com

■ Vds Lot divers de Pièces de rechange d'origine « RENAULT - PEUGEOT - MAZDA - KIA » - 0553.28.00.61

■ Vends Lot d'Outils (Perceuse - Visseuse - Tronçonneuse - Karcher...) marques « BLACK&DECKER - WORKX » - 0553.28.00.61

■ Professeur de Math diplômée de l'université donne des Cours de soutien pour élèves classes BEM - 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} Année Secondaire - Centre-ville ORAN, Place Karguentah - Tél : 0793.81.17.01 / 041.29.20.14

■ NEW-K Soft vous offre Logiciels standards et sur mesure - Création de sites Web - Installation réseaux - Maintenance sur site - Mob : 0559.84.24.62 - Tél : 041.42.16.89

■ A vendre : 4 Machines de conditionnement de produit liquide (Bon état) - Un Mélangeur pour produit liquide 600 L (Neuf) - Tél : 0790.23.62.63

■ A vendre une Ligne de production de Nougat enrobé - Un Conche de chocolat 1.000 Kg (Neuf) - Une Ensacheuse Flowpack (Bon état) - Tél : 0790.23.62.63

■ A vendre une Chaudière à vapeur 2.000 Kg/h - Marque ENCC - RELIZANE - en bon état de marche - Tél : 0661.98.09.22

■ Préparation concours ENA (Ecole Nationale d'Administration) - Notre Institut annonce les Inscriptions pour Préparation Concours ENA Session 2015 - Contact : Site Web : ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (entre 14 h et 18 h 30)

■ Résidanat Médecine - Notre Institut annonce les Inscriptions pour Préparation Concours Résidanat Session 2015 - Contact : Site Web : ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (entre 14 h et 18 h 30)

■ Préparation Concours Magistature - Notre Institut annonce les Inscriptions pour Préparation Concours Magistature Session 2015 - Contact : Site Web : ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (entre 14 h et 18 h 30)

■ Formation Médicale Continue - Notre Institut annonce les Inscriptions pour FMC : Echographie Gle - ECG, Rythmologie - Contact : Site Web : ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (entre 14 h et 18 h 30)

■ Formation Déléguée Médicale & Pharmaceutique - Notre Institut annonce les Inscriptions pour Formation Déléguée Médicale - Contact : Site Web : ecolesantar.com - Tél/Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (entre 14 h et 18 h 30)

■ Mr EL KETROUSSI Kemal professeur de mathématiques, longue expérience, donne cours de Maths à domicile : 1. A.M. - 2. A.M. - 3. A.M. - 4. A.M. - 46, Rue Khat Salah - Medioni - ORAN - Tél : 0793.52.67.42

Importante Société Industrielle et Commerciale

Recherche pour son activité à Oran

*** 01 DIRECTEUR (H)**

* Il sera chargé :

- De l'organisation de l'administration générale
- De la mise en place des procédures de travail
- Du suivi des relations avec les banques et administrations fiscales.

* Il est exigé :

- Diplôme universitaire
- Sérieuses compétences en finances et comptabilité
- Sérieuses qualifications et expérience requises.

Pour postuler transmettre CV + photo récente à ressources.h.dz@gmail.com

PENSÉE

Cela fait déjà huit ans, le 17/10/2006, que tu es partie subitement et si vite que l'on n'arrive toujours pas à admettre ton absence. Tu as été un appui solide pour toute ta famille. Pour tous ceux qui t'ont connue tu as été un exemple de vertu et de lumière. Nul ne te remplacera, jamais.

*Que ton repos soit aussi doux que l'a été ton cœur.
Que Le Bon Dieu t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille dans Son Vaste Paradis
KIDARI KARIMA AMEL.
Ta maman qui te chérit et tes frères Djamel et Abdallah
Ina Li Allah wa Ina Ilaihi Radjioune*



PENSÉE

SI TAYEB BENMAGHNA

« Cher Papy repose en paix et sache que l'amour que tu portais pour nous tous restera à jamais vivant et entier. Ta place demeure réservée dans nos cœurs ».

Pieuse pensée... tes racines



UNE DOUCE PENSÉE

A la mémoire d'un mari et père formidable qui nous a quittés le 17-10-2013 sans dire au revoir

BELARIBI

Bouloir, cela fait une année. Quelle déchirure et blessure immense nous a laissés ton départ, une grande partie de nous-mêmes est partie avec toi. Ainsi, nous continuerons à vivre avec, tout en remerciant Dieu et Le priant d'accueillir dans Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Ta femme et tes enfants qui t'aiment à jamais



PENSÉE

Cela fait 40 jours depuis que nous a quittés pour un monde meilleur notre chère et regrettée mère, grand-mère et arrière-grand-mère

El Hadja KHALFA, laissant derrière elle un vide que nul ne peut combler. Les familles DEDOUCHE de Tiaret et Alger, BOUMEDIENE, BENMAAMAR, ABDESELEM, SOMOUD et NOURIN d'Oran demandent à toutes celles et tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

A ALLAH nous appartenons, et à Lui nous retournons.



Ta fille Mokhtaria.

CONDOLÉANCES

Très peiné par la disparition de Mme

BENFERHAT

Badra née

ABDI, mère de

mon ami et frère

Tahar

BENFERHAT, ex-international

algérien et ancien capitaine de la

sélection d'Afrique de football, **EL**

HOUARI DILMI lui présente ainsi

qu'à toute sa famille ses sincères

condoléances et prie Dieu,


l'Omnipotent, d'accueillir la

défunte en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons, et à Lui


nous retournons.






EURL D.K.PROM

ENTREPRISE DE PROMOTION IMMOBILIERE





- Lieu : Pos 25 (Pépinière) Bir El Djir / Oran.
- LOGEMENTS HAUT STANDING de Type F3, F4 et Duplexes
- Surfaces : 112 m² à 137 m²

Avec :

- Cuisine équipée
- Dressing
- 02 Salles de bain
- Climatisation & Chauffage

- POSSIBILITE DE RESERVATION DE :

- PLACE DE PARKING
- COMMERCE & BUREAUX

Pour plus de renseignements, se présenter à nos bureaux :
Cité Radieuse Bloc D 2^{ème} Etage N° 23 Maraval - Oran -
Tél/Fax : (041) 58-84-23 / Mob : 0550-92-63-08

GESTOUR

EPE / E.G.T. - TLEMCEM

STATION THERMALE HAMMAM RABBI & HOTEL EL FORSANE SAÏDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT

N° : 002/2014

La station thermale de Hammam Rabbi et l'hôtel El Forsane lance un avis d'appel d'offres restreint n° 002 pour ses approvisionnements au titre de l'année 2014 / 2015 :

- Lot n° 01 : Légumes et Fruits
- Lot n° 02 : Viandes rouges et blanches
- Lot n° 03 : Alimentation générale
- Lot n° 04 : Boissons non alcoolisées
- Lot n° 05 : Droguerie
- Lot n° 06 : Papeterie et Fourniture de bureaux
- Lot n° 07 : Poissons et Crustacés frais

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges de la Direction de la Station thermale Hammam Rabbi.

Les offres doivent être transmises sous double pli fermé à l'adresse susmentionnée.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porter que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT N° 002/2014
A NE PAS OUVRIR

La date limitée de la réception des offres est fixée à Vingt (20) jours à partir de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

CONDOLÉANCES

Le Dr MEDJADI MOHCINE, très
 peiné par la mort subite et
 tragique de son confrère,
le Dr BELHOCINE NACER,
 présente à sa femme et ses
 enfants ses condoléances les
 plus attristées et les plus
 sincères.

Que Dieu, Le Tout-Puissant, lui
 accorde Sa Sainte Miséricorde
 INCHA'ALLAH.

PENSÉE

KIDARI KARIMA AMEL.
 Le 17/10/2006,
 en cette date
 douloureuse, tu
 es partie si vite,
 sans même nous
 dire adieu, laissant derrière toi un
 grand vide et une immense
 douleur que rien ni personne ne
 peut apaiser. Tu resteras toujours
 présente dans nos cœurs, toi qui
 étais notre lumière et notre
 soutien. Repose en paix et que Le
 Bon Dieu t'accorde Sa Miséricorde
 et Sa Clémence.
 ALLAH Yarehmek.
 Ta sœur Nouria et sa famille

40ÈME JOUR

Il y a déjà 40
 jours que notre
 chère maman et
 grand-mère
Hadja GHOMARI Mansouria née DIDI,
 nous a quittés, laissant derrière
 elle un grand vide et une peine
 profonde.
 Pleure pensée pour toi. Nous
 prions Dieu de t'accueillir dans
 Son Vaste Paradis.
 INCHA'ALLAH.
 Tes enfants et petits enfants
 qui ne t'oublieront jamais.

PRESTIGE CARS 31

Location de Voiture

Prestige avec Chauffeur



Tél : 06 73 31 29 30

« IMPORTANTE ENTREPRISE DE PROMOTION
 IMMOBILIERE ET DE CONSTRUCTION »
 « E.R.T.P.B.H. / C.R.B. »

RECRUTE

Pour ses chantiers implantés à Tlemcen

- Conducteur de travaux.
- Coffreurs.
- Ferrailleurs.
- Maçons.
- Carreleurs.
- Faïenciers.
- Plâtriers.
- Peintres / Décorateurs.

PROFIL :

- Expérience Professionnelle exigée.
- Résident à Tlemcen ou environs immédiats

Envoyer CV et lettre de motivation par FAX
 au N° 043 214 897

DÉCÈS

La famille KABLI
 a la douleur
 d'annoncer le
 décès de son
 cher regretté
KABLI TAYEB HOUARI
 à l'âge de 44 ans, laissant
 derrière lui un vide que nul ne
 peut combler.
 On demande à tous ceux qui
 l'ont connu et aimé d'avoir une
 pieuse pensée à sa mémoire.
 Nous ne t'oublierons jamais, tu
 resteras toujours vivant dans nos
 cœurs.
 Tes amies. Quartier Mediouni

40ÈME JOUR

Il y a déjà 40
 jours que notre
 chère sœur
TEMMAR MALIKA
 nous a quittés
 subitement,
 laissant derrière
 elle un grand vide et une peine
 profonde. Notre douleur est encore
 vive et le vide que tu as laissé est
 encore immense et nul ne peut le
 remplacer. En cette tragédie, ta fille
 Souad et ta mère, tes frères et tes
 belles-sœurs demandent à tous
 ceux qui l'ont connue d'avoir une
 pieuse pensée à sa mémoire.
 Repose en paix chère sœur.
 Ton frère ZINO

40ÈME JOUR

Mme ROSTANE née OUEZZANI ZOULIKHA
 Le 04-09-2014,
 date où nous a
 quittés à jamais
 notre chère mère,
 notre rayon de
 soleil qui égayé nos vies, pour un
 monde meilleur celui des anges
 dont elle fait partie par sa bonté, sa
 gentillesse et sa générosité. On t'a
 aimé, on t'aime et on t'aimera toute
 notre vie.
 Repose en paix chère Mamé.
 La famille ROSTANE, Anis,
 Nassim, Chahinez
 إنا لله و إنا إليه راجعون

Vitrines et comptoir sur mesure

Special Téléphone !



Différents modèles

Contactez-nous ou Consultez notre Site epstar.net
 GSM : 0555 05.02.94 - 0550 57.62.74

VOYAGE Culturel en ANDALOUSIE, Espagne

Sur les traces de Sidi Boumediène

- 09 jours en demi-pension du 13 au 21 Novembre 2014.
- Hôtel 4* + guide professionnel durant tout le séjour.
- Visite des villes et monuments (Grenade - Séville - Cadix - Castillane - Cordoue).
- Visa Schengen exigé pour participer au programme.



TLEMCEM : DJOUL TRAVEL (en face hôtel Zianides)
 043 26 30 31/25 www.djoultravel.com

ALGER : PIROG VOYAGES (Paradou Hydra)
 021 60 30 72/73

PENSÉE

A notre chère mère
 et grand-mère
ABDELHADI El Kaïma
 Epouse de FARTAS Salah.
 Triste ce jour du 16/10/2013 où
 tu nous as quittés à jamais, notre
 chère mère, laissant derrière toi
 un vide immense que nul ne
 pourra combler. Ta gentillesse, ta
 bonté resteront gravées à
 jamais.
 En ce douloureux souvenir on
 demande à ceux qui l'ont connue
 d'avoir une pieuse pensée à sa
 mémoire.
 Ton mari et tes enfants,
 tes petits-enfants et ton fils
 Mohamed

DÉCÈS

La famille SOUAG a la douleur
 de vous faire part du décès de
 son père
ABDELKADER
 survenu le 13/10/14.
 Puisse Dieu, Le Tout-Puissant,
 l'accueillir en Son Vaste Paradis.

PENSÉE

Loin de nous
 mais toujours
 dans nos cœurs
 - Voila 5 mois
 déjà passés
 sans toi
YOUSFI HADJ HOCINE
 15-05-2014 - 15.10.2014.
 Nous demandons à tous ceux
 qui l'ont connu et aimé d'avoir
 une pieuse pensée en sa
 mémoire.
 Ton fils RACHID

A louer : Magasin.

Blv de la Soummam, Petit Vichy
 (en face les glaciers), Sidi Bel Abbès,
 d'une superficie de 150 m².
 Tél. : 0550 98 28 74

* Visite tous les jours de 17 H à 19 H,
 sauf le week-end.
 * Interm. S'abst.

A louer : Local.

Rue du Park (au dos du lycée Azza),
 Sidi Bel Abbès,
 d'une superficie de 350 m².
 Tél. : 0550 98 28 74

* Visite tous les jours de 17 H à 19 H,
 sauf le week-end.
 * Interm. S'abst.

EURL FRANGAS RESTAURANTS

Recrute

- * Equipier (e), polyvalent (e)
- * Caissier (e) * Hôtesse

Envoyez vos CV ainsi qu'une photo à l'adresse
 email suivante :
frangas_restaurants@hotmail.com
 Ou alors veuillez les déposer à l'adresse
 ci-dessous :
 Add. 14, Rue Oued Kablia Saliha - Gambetta -
 ORAN (en face CEM Tandjaoui)
 Tél : 0661.10.27.87

Sté privée sise à la ZI Es-Sénia,

Recrute

Un (01) Responsable de production,
 âgé de 40 à 50 ans, diplômé, ayant
 plusieurs années d'expérience
 dans un poste similaire et une
 excellente connaissance dans le
 secteur d'activité « Tôlerie fine et Mécano-
 soudure ».

Prière d'envoyer votre CV au n° suivant :
041 61 76 61

Eliminatoires CAN 2015:
Algérie 3 - Malawi 0

Une qualification avec brio

M. A.

Ce mercredi 15 octobre est à marquer d'une pierre blanche pour le football national et ce, grâce à l'équipe nationale version Christian Gourcuff qui s'est qualifiée avant l'heure pour une phase finale de Coupe d'Afrique des nations. Une première pour les Verts dans le concert africain, lesquels, sur leur lancée du Mondial brésilien, sont tout de suite redescendus de leur nuage grâce au bon travail psychologique du staff technique pour entamer avec beaucoup de sérieux ces éliminatoires de la CAN 2015.

Le technicien français aura vu juste en mobilisant son groupe, tout en favorisant le volet suscité, et la suite lui a donné raison en prenant en considération les nombreuses surprises enregistrées sur les différents terrains africains où de grosses cylindrées telles la Côte d'Ivoire et le Nigeria, pour ne citer que ces dernières, sont à la peine dans leurs groupes.

Comme l'appétit vient en mangeant, les camarades de l'excellent Brahimi, qui a éclaboussé de nouveau hier par sa classe partenaires et adversaires, ont prouvé dès l'entame de la compétition à Addis-Abeba face à l'Éthiopie que ce sont les patrons du groupe B avec à la clé une précieuse victoire, suivie quelques jours plus tard d'une seconde à Blida face au Mali et une troisième à Blanty-

re face au Malawi. Avec neuf points à leur compteur, les camarades de Bentaleb venaient de mettre un pied et demi au Maroc. Ne voulant pas s'arrêter en si bon chemin, les Verts ont composté hier au stade Mustapha-Tchaker leur billet avec brio pour la phase finale de la CAN 2015. Une performance qui en dit long sur les possibilités de cette équipe qui a une marge de progression et qui a régalié tous les puristes avec un football chatoyant avec à la baguette un grand Brahimi. Le stratège de Porto a montré la voie du succès à ses coéquipiers en fusillant dès la 1^{re} de jeu le keeper visiteur avant d'illuminer le jeu algérien par sa clairvoyance et ses passes décisives, néanmoins mal exploitées par Feghouli, Slimani et Ghoulam face aux bois adverses.

L'autre grand homme de cette rencontre qui s'est déroulée presque à sens unique fut Mahrez qui doubla la mise une minute avant la pause avant de servir sur un plateau Slimani qui corsa l'addition, sept minutes après le retour des vestiaires. Avec trois buts d'avance, la cause était entendue pour les Malawites qui n'avaient que leur courage pour limiter les dégâts tant la suprématie des Verts ne souffrait d'aucune contestation. En somme, une victoire avec l'art et la manière pour l'équipe nationale qui conforte sa position de leader dans le groupe B.



CAN 2015

L'Algérie première nation qualifiée

M. Benboua

La sélection algérienne de football a scellé définitivement sa qualification à la phase finale de la CAN 2015, hier soir, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en venant à bout aisément du Malawi, lequel a concé-

dé sa seconde défaite consécutive après celle de Blantyre, samedi dernier (2-0). Avec ce succès, le quatrième d'affilée, les hommes de Christian Gourcuff totalisent 12 points, soit un record absolu en phase éliminatoire pour l'EN. Le parcours des camarades du virevoltant Yacine Bra-

himi est donc à mettre en évidence, d'autant plus que l'Algérie est la première sélection à avoir composté définitivement son billet pour le tournoi final. En effet, même les grosses cylindrées de la scène africaine, à l'image de la Côte d'Ivoire (Groupe D), le Nigeria (Groupe A), le Ghana (Groupe E) ou encore la Tunisie et l'Égypte (Groupe G), ont encore du pain sur la planche pour espérer passer l'écueil des éliminatoires. L'autre satisfaction pour les Verts est incontestablement relative à la moisson offensive.

D'ailleurs, avec huit buts inscrits, l'Algérie dispose de la meilleure ligne d'attaque de ces éliminatoires en compagnie de la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Cameroun. De quoi redonner le sourire aux supportes et spécialistes algériens, qui ont souvent décrié le manque de réalisme. Pour la défense (1 but encaissé), c'est aus-

si l'assurance retrouvée devant un dernier rempart de la trempe de M'bolhi, qui confirme de semaine en semaine sa classe. Sur le plan comptable, l'EN a donc réalisé un carton plein et c'est tout à l'honneur du technicien breton, qui ne pouvait certainement pas espérer mieux depuis son installation à la tête de la sélection au début du mois d'août dernier. Aussi, cette équipe peut encore faire sensation lors de la prochaine journée en accueillant à Blida l'Éthiopie, car en cas de victoire, elle totaliserait 15 points et 5 victoires consécutives. Un parcours qui permettra à l'entraîneur national de préparer sa CAN en toute sérénité. Enfin, Il faut avouer que lors du prochain classement FIFA, l'Algérie devrait faire un autre bond en avant en grimpant à 16^e place. De bon augure pour cette prometteuse génération de joueurs.

Le point du groupe B

Algérie		3	Malawi	0				
Mali		2	Ethiopie	3				
Classement: Pts	J	G	N	P	bp	bc	dif	
1. Algérie	12	4	3	0	0	8	1	+7
2. Mali	6	4	2	0	2	6	4	+2
3. Ethiopie	3	4	1	0	3	6	9	-2
4. Malawi	3	4	1	0	3	3	9	-6
Reste à jouer								
14/11:		Algérie-Ethiopie						
14/11:		Malawi-Mali						
19/11:		Ethiopie-Malawi						
19/11:		Mali-Algérie.						

ANALYSE

Adjal Lahouari

Style, équilibre et efficacité

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, par fois, marquer trop tôt n'est pas bénéfique pour l'équipe menant au score. Un exemple de cette situation nous a été fourni hier, lorsque Brahimi a ouvert le score alors que la première minute ne s'était pas écoulée.

Après cette réalisation, les Verts ont déroulé et tombant, en quelque sorte, dans la facilité. Malgré leur supériorité manifeste, les Algériens auraient dû traduire au tableau de marque leur plus grande maîtrise de jeu. C'était plutôt crispant car les Malaouites misaient sur un contre. Malheureusement pour eux, ils furent bloqués par une défense algérienne intraitable dans les duels et qui, en outre, a pressé haut, bénéficiant, en l'espace de 35 minutes, de quatre hors-jeu.

Il a fallu attendre la quarante-quatrième minu-

te pour voir Mahrez inscrire le second but. Il a été dit que certains joueurs ont paru fatigués après le match à Blantyre, alors que d'autres ont commis quelques erreurs heureusement sans conséquence. Finalement, l'entraîneur pragmatique que demeure Gourcuff a fait sienne la fameuse devise qui veut «qu'on ne change pas une équipe qui gagne», Slimani reprenant sa place, du fait que Belfodil n'a pas su saisir sa chance. Hier à Blida, le public de l'EN attendait le réveil des attaquants, en «sommeil» durant les dernières rencontres et qui ont été relayés par les défenseurs Medjani, Halliche et Mesbah. Conscients de la légitimité de cette attente, Brahimi, Mahrez et Slimani se sont démenés comme de beaux diables.

Face à un adversaire battu sur ses propres terres, c'était en principe une mission abordable. Mais encore fallait-il maintenir cet harmonieux équilibre tactique qui fait désormais la force de l'EN. Dès l'entame du match, les intentions des deux équipes étaient claires de par leurs dispositions tactiques. Les Fennecs ont attaqué tous azimuts tandis que le coach du Malawi, Chimodzi, a

renforcé sa défense par deux nouveaux joueurs, Sangala et Malata, pour faire front, dans un premier temps, et de tenter de surprendre la défense algérienne, par la suite. Après le troisième but signé Slimani dans son style caractéristique, la messe était dite. Ce match aura servi les Fennecs à appliquer la consigne principale de leur entraîneur, à savoir conserver le ballon par une circulation précise, ce qui réduit de facto les possibilités de l'adversaire. L'objectivité nous oblige à dire que le niveau, somme toute, moyen du Malawi a facilité la tâche de nos représentants.

Il sera intéressant de voir les coéquipiers de Brahimi se frotter à des rivaux d'un autre calibre pour évaluer avec exactitude leur véritable niveau. Cependant, il est hors de question de faire la fine bouche, les Fennecs se trouvant bel et bien dans une courbe ascendante. Et, en fonction de la marge de progression que tous les techniciens lui reconnaissent, l'avenir de l'équipe nationale s'annonce très prometteur. On peut dire qu'ils sont nombreux les sélectionneurs qui aimeraient être à la place de Christian Gourcuff.

Comment ils ont joué

M'bolhi: devant la faiblesse de l'adversaire, le keeper algérien n'a pas beaucoup de travail à faire. Le dernier rempart de la sélection a passé une soirée tranquille excepté trois interventions (63', 79' et 84'). Sur l'une d'elles, il a commis une erreur de jugement qui a failli faire mouche sur un tir de loin.

Mandi: le défenseur de Reims a réussi un sans-faute, mais il faut convenir qu'il a été bien épaulé par Bentaleb. Il a eu une meilleure présence offensive par rapport au match aller. Sur le plan défensif, on n'a rien à lui reprocher.

Ghoulam: le sociétaire de Naples est en train de retrouver la plénitude de ses moyens après sa blessure et son manque de compétition. Il n'a pas manqué d'apporter le surnombre en attaque.

Halliche: il n'a pas eu à sortir le grand jeu face aux limites des joueurs du Malawi. Il n'a commis aucune faute, ce qui lui a permis de jouer en toute confiance, surtout que Lacen et Bentaleb ont fait un remarquable travail sur le plan de la récupération.

Medjani: il a confirmé sa complémentarité avec Halliche, mais il faut dire que les Malawites ont paru limités. Affichant une grande agressivité, cela lui a permis de gagner beaucoup de duels aériens. Bonne prestation dans l'ensemble.

Lacen: il a marqué de son empreinte le match par le sens de son placement et son jeu en mouvements. Il a débloqué plusieurs situations de jeu au milieu grâce à sa présence et les balles qu'il a parfaitement négociées.

Boutaleb: il confirme son talent et commence à imposer sa présence pour devenir l'un des principaux cadres de l'équipe malgré sa jeunesse. Bentaleb a été au four et au moulin et s'en est bien sorti par son abattage et sa clairvoyance.

Feghouli: le joueur de Valence a essayé de faire la différence mais en vain. Il paie peut-être les conséquences sur le plan psychologique de son statut de remplaçant avec son club. En tout cas, il est bien loin de Feghouli des matches précédents où il faisait seul la différence.

Brahimi: c'est incontestablement le patron des Verts. Brahimi a eu le mérite d'assommer l'adversaire après seulement 57 secondes sur un superbe but. Même s'il a tendance à garder le ballon, il a été l'élément le plus en vue pour sa virtuosité et son style. Il a été remplacé à la 58' par Mesbah.

Slimani: mis à part le but qu'il a inscrit, il n'a pas montré grand-chose. Il a raté de nombreuses balles exploitables et un caviar de Brahimi en première période. Il a pesé sur la défense adverse beaucoup plus par sa fougue et sa gestion de l'espace, mais il n'a pas eu le rendement escompté. Il a été remplacé par Djabou à la 70'.

Mahrez: il a été par ses dribbles déroutants et son aisance technique un véritable poison pour la défense du Malawi. Auteur du second but qui a crucifié l'équipe adverse. En tout cas, Mahrez a marqué des points pour devenir un titulaire indiscutable sur le flanc gauche.

Mesbah: incorporé à la place de Brahimi pour «fermer» le couloir gauche et permettre à Ghoulam de prendre beaucoup de risques offensifs. Il a failli inscrire un quatrième but si ce n'était la transversale.

Djabbou: il est revenu après une longue absence, mais dans un poste inhabituel pour lui d'avant de pointe. Il a été l'auteur d'un superbe geste technique à la 92' ponctué par une frappe annihilée par le gardien adverse.

Taïder: a joué 13 minutes de jeu, il ne peut être jugé vu le laps de temps de jeu assez court.

M. Zeggai

Football - Ligue 1

Chaud derby à Alger, belle affiche à Oran

M. Benboua

Le championnat professionnel de Ligue 1, qui a observé une trêve de deux semaines, reprendra ses droits ce week-end, avec d'emblée deux matches avancés, NAHD-CRB et ASMO-ESS, alors que la suite du programme est prévue samedi. En effet, on aura droit demain à deux belles affiches qui draineront certainement la grande foule. La première, un chaud derby algérois entre mal-classés au stade du 20 août 1955, alors que la seconde s'annonce très ouverte entre un promu aux dents longues et un adversaire gonflé à bloc, avant sa finale aller en Ligue des champions d'Afrique. Ainsi, l'ASM Oran de l'entraîneur Benchadli, qui a montré de grandes qualités jusque-là, aura fort à faire à domicile face à l'Entente de Sétif, qui prépare dans la sérénité la plus absolue sa finale dans la plus prestigieuse des compétitions africaines. Afin que le moral de ses joueurs soit au beau fixe, Madoui a cer-



tainement réalisé un énorme travail psychologique afin de sensibiliser ses éléments en les incitant à garder les pieds sur terre.

On sera donc curieux de voir la réaction des camarades de Ziaya au stade Ahmed Zabana, devant une équipe asémiste, qui se donnera certainement à fond pour glaner les trois points. Par ailleurs, un peu plus tôt dans

l'après-midi, le NA Hussein Dey, qui ferme la marche au classement avec deux points seulement, s'efforcera de venir à bout du premier potentiel non-reléguable, le CR Belouizdad en l'occurrence, où l'entraîneur Zvunka est sous pression. Un match à six points, où les supporters des deux équipes joueront certainement un rôle important pour pousser leurs favoris. Malheur donc au vaincu lors de ce derby, même si nous ne sommes qu'en début de saison et que le chemin est encore long.

Vendredi à 18h00

Oran: ASMO - ESS
Alger(16h00): NAHD - CRB

Ligue 2

Grandes explications à Médéa et Oum El Bouaghi

M. Zeggai

L'OM parviendra-t-il à freiner l'élan de la JSMB ? C'est du moins la seule alternative pour les Médéens du coach Biskri afin de réduire l'écart avec les Bejaouis qui caracolent en tête. Idem pour l'USC qui vise un troisième succès d'affilée pour se frayer un petit chemin vers le haut du tableau. Mais ce n'est pas évident face au MCS qui voyage bien.

En revanche, le CRBAF, où l'on annonce l'arrivée de

l'entraîneur Latreche, il jouera gros à Koléa devant l'ESMK qui n'a pas intérêt à rater cette seconde sortie consécutive à domicile après l'échec face à l'USC. Pour sa part, l'ABS est condamnée à renouer avec le succès après un passage à vide.

Les Boussaâdis sont appelés à réagir face à leurs hôtes du jour du WAT qui se présentera encore une fois avec une équipe amoindrie en raison du bras de fer qui oppose certains titulaires et la direction. Quant au RCR, il ef-

fectuera un périlleux déplacement à Merouana où le nouveau coach de l'ABM, Amine Ghimouz, veut entamer son retour par une première victoire de la saison. Le CABBA, qui a mis fin aux fonctions de l'entraîneur Mihoubi, accueillera le CAB dans un match revêtant une importance capitale pour ces deux teams.

A Bordj Bou Arreridj, on parle du retour du coach Abbès. A Blida, l'USMB devra coûte que coûte glaner les trois points mais elle devra se tenir sur ses gardes face à l'USMMH qui se trouve en mauvaise posture. L'ASK, elle, devra faire preuve de beaucoup de volonté pour tenir le coup à Tadjanet face au DRBT, en pleine confiance après sa belle victoire en déplacement aux dépens du CRBAF.

Sélection nationale olympique

Un grand chantier attend Schurmann

Le sélectionneur de l'équipe algérienne olympique de football, le Suisse Pierre-André Schurmann, a indiqué que beaucoup de travail reste à faire à l'issue de la victoire de son équipe face au Qatar (1-0), mardi à Doha en match amical de préparation pour les prochaines échéances officielles. «On a voulu forcer le résultat en deuxième mi-temps car l'objectif pour nous était de faire une grosse performance», a déclaré le technicien suisse juste après la rencontre.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Meziane Bentahar (89') pour l'Algérie. «Les joueurs étaient fatigués des deux côtés à cau-

se de la chaleur. On était plus frais que le Qatar en fin de match», a-t-il dit.

L'équipe nationale espoirs a entamé sa préparation pour les futures éliminatoires des Jeux Olympiques 2016 par deux victoires en amical contre le Qatar à Doha. Alors que l'équipe ne fait que débiter son cycle de préparation, le sélectionneur des U-23 Algériens sait que beaucoup de travail reste à effectuer. «Notre équipe est en construction contrairement à celle du Qatar, les joueurs qataris totalisant déjà 50 matches ensemble. On a peu de matches dans les jambes. J'ai les joueurs entre les mains depuis un mois seule-

ment, et ils ont peu de matches ensemble. Il nous reste encore beaucoup de travail à faire», a fait savoir Pierre-André Schurmann.

Ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre de la préparation des coéquipiers d'Abdellaoui Ayoub pour les qualifications des Jeux Olympiques, Rio de Janeiro 2016. Exemptée des deux premiers tours des éliminatoires des JO-2016, l'Algérie sera fixée sur son adversaire à l'issue des matches du premier tour Guinée-Bissau-Sierra Leone.

Le vainqueur de cette double confrontation jouera contre le Cameroun au second tour et le qualifié sera opposé à l'Algérie.

Division nationale amateur-Ouest

Bras de fer SCMO-OMA pour une place au soleil

M. Z.

Avec le déplacement de l'un des trois co-leaders, le RCBOR, à Mostaganem, tout porte à croire que la première place se jouera au stade Bouakeul dans le choc de cette cinquième journée de ce championnat entre le SCMO et l'OMA. Le match s'annonce âprement disputé de par l'enjeu qui le caractérise entre une équipe de Medioni qui joue sans complexe en

dépît de son statut de promu et son homologue de l'Olympic, tombeur de l'ESM samedi dernier. Cette rencontre sera suivie de près par le SAM qui, en accueillant une bien pâle formation du CRB Ben Badis, aspire à ajouter trois points dans son escarcelle et demeurer à l'affût. Cette ambition est recherchée également par l'ESM qui aura l'avantage de recevoir le RCBOR. Match équilibré mais les Espérantistes veu-

lent à tout prix l'emporter pour racheter de leur dernier revers à Arzew et ensuite dépasser son adversaire du jour au classement. De son côté, l'USR espère avec la venue de l'IST signer sa troisième victoire consécutive et intégrer le haut du tableau. C'est le cas aussi de la JSMT, mais en cas de succès à Mascara. Toutefois, ce sera difficile face au Ghali qui veut confirmer sa victoire acquise à Bel Abbès. Pour leur part, le CRB Sendjas et le MB Hassasna ont apparemment des matches faciles à négocier chez eux devant respectivement l'ES Araba et le SKAF. Enfin demain à Mohammadia, le vaincu du match CCS-WAM risque de se retrouver dans une situation délicate en bas du tableau.

Vendredi à 15h00

Mohammadia: CCS - WAM

Samedi à 15h00

Chlef: CRBS - ESA
Mascara: GCM - JSMT
Remchi: USR - IST
Saida: MBH - SKAF
Oran (Bouakeul): SCMO - OMA
Mostaganem: ESM - RCBOR
Mohammadia: SAM - CRBBB

Division nationale amateur Est

L'USB à l'écoute de Guelma, le MOC en appel à Chelghoum Laid

M. Benboua

Lors de cette cinquième journée du championnat dans ce groupe, on suivra avec beaucoup d'attention le déplacement du leader, l'USM Aïn Beïda à Guelma pour affronter l'ESG. Invaincue jusque-là, l'USMAB s'efforcera de gagner pour conforter son fauteuil, car dans le cas contraire, elle pourrait céder la première place à l'un de ses deux dauphins, le MOC ou l'USB. En effet, si le team de Constantine aura fort à faire, hors de ses

bases, devant le HB Chelghoum Laid, l'US Biskra bénéficie de la faveur du pronostic en accueillant dans son antre la JSM Skikda. Un match que les Biskris ne veulent rater sans aucun prétexte, tout en gardant l'oreille tendue vers Guelma, dans l'espoir de reprendre la première place. L'autre poursuivant, Hamra, Annaba ne sera pas en reste puisqu'il sera en déplacement chez un mal-classé, le CR Village Moussa dans le but de glaner le maximum de points. De son côté le WA Ramda-

ne Djamel, qui court toujours après une première victoire cette saison, ne sera certainement pas en position de force à Collo, où l'Entente locale n'est pas prête à lui faire des concessions. Toujours concernant les mal-classés, on sera curieux de voir la réaction de l'USM Annaba, lanterne rouge, avec quatre défaites d'affilée. Cette dernière tentera de reprendre du poil de la bête pour honorer son statut d'expansionnaire de l'élite en accueillant le NRB Tougourt. Par ailleurs, à Aïn M'lila, l'ASAM, qui peine encore à trouver le juste équilibre, aura cette fois pour adversaire, le MSP Batna qui, lui aussi, peine pour retrouver ses marques. Enfin, le duel entre le NC Magra et l'USM Khenchela s'annonce favorable à l'équipe locale.

Vendredi à 15h00

Aïn M'lila: ASAM - MSPB
Chelghoum Laid: HBCL - MOC
Collo: E.C - WARD
Guelma: ESG - USMAB
Jijel: CRVM - HAMRA
Magra: NCM - USMK
Annaba: USMA - NRBT
Biskra: USB - JSMS

Basket-ball - Superdivision A

Le NAHD et l'USS maintiennent le cap

Fouad B.

Aucun fait notable pour ne pas dire que la logique a été respectée à l'issue de cette 4^e journée dans ce groupe. Un round tout à l'avantage des deux actuels co-leaders, le NAHD et l'USS, qui en réussissant un sans, confortent leur fauteuil. Les Sang et Or se sont offerts non sans difficultés la coriace formation de l'IRBBA et les Sétifiens de l'USS ont épinglé à leur tableau de chasse en déplacement une autre victime, l'USMB. A leurs trousseaux, en position de dau-



phin le NBS a pris sans problèmes le meilleur sur l'OB, de mal en pis.

Pour sa part, le GSP est allé confirmer sa suprématie à Ouargla face au CSMBBO qui s'est contenté de limiter les dégâts. Les

Pétroliers partagent la quatrième marche du classement avec l'IRBBA, le WAB et le CRBDB. Le Widad n'a laissé aucune chance au CSC qui retombe de ce fait dans ses travers. Le CRBDB a du pour sa part sortir le grand jeu pour passer le cap de l'ABS qui lui a contesté la victoire jusqu'au bout. A noter que la 5^e journée est prévue ce samedi avec en tête d'affiche le classico GSP-WAB mais décalé à mardi prochain à Hydra.

Vendredi à 15h00

NAHD 61 IRBBA 58
USMB 76 USS 80
WAB 85 CSC 63
CSMBBO 53 GSP 84
CRBDB 70 ABS 68
NBS 74 O. B 66
Exempt: OMS Miliana

Deuxième cas d'Ebola au Texas



Un deuxième soignant de l'hôpital texan où a eu lieu le premier cas de contamination par le virus Ebola aux Etats Unis, a bien contracté le virus de la fièvre hémorragique, ont annoncé mercredi les autorités de l'Etat du Texas. Comme le premier cas, la personne contaminée est un professionnel de santé qui s'est occupé du Libérien Thomas Duncan qui a succombé au virus Ebola dans un hôpital de Dallas, ont précisé les services de Santé du Texas. Cette personne s'est présentée mardi avec de la fièvre à l'hôpital où elle a été immédiatement placée à l'isolement. «Les autorités de la santé ont interrogé le dernier patient pour vérifier rapidement toutes les personnes avec lesquelles il avait été en contact et les éventuelles expositions auxquelles il avait été soumis, et ces personnes seront examinées», a précisé le service de santé dans un communiqué. Les deux personnes contaminées s'étaient toutes les deux occupées de Thomas Duncan qui a succombé le 8 octobre, aux Etats-Unis, au virus de la fièvre hémorragique qu'il avait probablement contractée au Liberia.

L'énigme des 43 étudiants mexicains disparus

Aucune trace d'ADN des 43 étudiants disparus depuis le mois de septembre dans le sud du Mexique n'a été trouvée parmi les 28 corps exhumés de plusieurs fosses clandestines, a indiqué mardi le ministre mexicain de la Justice.

Le ministre, Jesus Murillo Karam, a également annoncé que 14 nouveaux policiers de la région avaient été arrêtés dans cette affaire, sous l'accusation d'avoir livré les étudiants disparus au groupe criminel des Guerreros Unidos.

Les autorités avaient découvert plusieurs fosses clandestines près de la ville d'Iguala, dans l'Etat de Guerrero, après la disparition des étudiants à la suite d'une attaque menée conjointement par la police locale et ce groupe criminel.

Les cinq premières fosses trouvées contenaient 28 cadavres, la plupart calcinés. Les autorités ont découvert par la suite d'autres fosses, mais n'ont pas indiqué le nombre de corps trouvés.

«Nous avons certains résultats pour les premières fosses et je peux



vous dire qu'elles ne correspondent pas à l'ADN que les familles de ces jeunes nous ont donné», a dit le ministre de la Justice lors d'une conférence de presse.

Les autorités avaient procédé après le 26 septembre à l'arrestation de 26 policiers d'Iguala et de huit autres personnes dont quatre membres présumés des Guerreros Unidos.

Le ministre a annoncé mardi que 14

autres agents de la municipalité de Cocula, proche d'Iguala, dans le même Etat de Guerrero, avaient été arrêtés. Ils avaient falsifié leurs rapports de police pour cacher leur participation aux disparitions d'Iguala.

Ces détenus ont reconnu «qu'il avaient reçu le groupe d'étudiants et les avaient ensuite remis postérieurement entre les municipalités d'Iguala et de Cocula» aux Guerreros Unidos.

Le réseau ferroviaire paralysé en Allemagne



Plus de deux tiers des trains grandes lignes doivent être annulés mercredi en Allemagne à cause de la grève des conducteurs de trains prévue dans l'après-midi et dans la nuit, a annoncé la Deutsche Bahn. «30% des trains grandes lignes continueront à circuler, (...) 70% doivent être annulés», a déclaré à l'AFP une

porte-parole de la compagnie ferroviaire allemande. Cette perturbation du trafic est valable pour toute la durée de la grève, qui doit durer 14 heures, à l'appel du syndicat des conducteurs de locomotives (GDL). Elle débutera mercredi à 14H00 locales (12H00 GMT) et s'achèvera jeudi à 04H00 locales (02H00 GMT).

La Deutsche Bahn prépare dès aujourd'hui la reprise du trafic jeudi matin, mais «il y aura sûrement des ralentissements demain (jeudi, ndlr) tôt le matin», au delà de la fin officielle de la grève, a prévenu la porte-parole. Les trains régionaux sont également touchés, sans que la Deutsche Bahn communique de chiffres globaux: le mouvement est diversement suivi dans chaque Etat fédéral. Le syndicat GDL réclame entre autres une augmentation des salaires de 5% et une réduction de deux heures de la semaine de travail pour les conducteurs de trains.

Les conducteurs de Deutsche Bahn avaient déjà mené un mouvement similaire la semaine dernière, dans la nuit du 7 au 8 octobre, après deux mouvements de grève d'avertissement de trois heures début septembre, perturbant le trafic de marchandises et de voyageurs.

En 2012, de précédentes négociations entre GDL et l'entreprise publique Deutsche Bahn avaient abouti à un accord prévoyant une augmentation des salaires de 6,2% sur deux ans.

Toyota rappelle 1,75 million de voitures dans le monde

Le constructeur d'automobiles japonais Toyota a annoncé mercredi le rappel de 1,75 million de voitures dans le monde, en raison de problèmes relatifs au système de freinage et à la rampe d'injection d'essence. Les modèles Lexus Luxury Sedan et Toyota Auris sont principalement concernés.

Aucun accident n'a été constaté, mais ces défauts peuvent provoquer une «dégradation progressive de la performance des freins» dans le premier cas, et accroître le risque d'incendie dans le second, a indiqué le groupe dans un courriel transmis à l'AFP.

Plus d'un million de véhicules sont concernés au Japon et 423.000 aux Etats-Unis. En Europe, 36.000 voitures Lexus, construites entre janvier 2005 et septembre 2010, seront rappelées.



Les pionniers de Mars condamnés à une mort rapide?



Les courageux pionniers prêts à s'embarquer pour un aller-simple pour Mars, comme le prévoit la société néerlandaise Mars One, commenceront à mourir au bout de 68 jours, selon une très sérieuse étude scientifique parue mardi. Cinq étudiants en aéronautique du prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) sont arrivés à cette conclusion après avoir analysé les données scientifiques disponibles sur ce projet, qui doit aussi donner lieu à une émission de télé-réalité.

La mort du premier pionnier «arrivera approximativement au bout de 68 jours de mission, par asphyxie», écrit ce rapport de 35 pages qui analyse avec force graphiques et formules mathématiques les ressources en oxygène, nourriture et tech-

nologies disponibles pour cette mission censée être auto-suffisante. Les plantes qui doivent nourrir les colons produiront trop d'oxygène et la technologie pour équilibrer l'atmosphère «n'a pas encore été développée», disent les auteurs.

De plus, les colons devront dépendre de plus en plus d'envois de pièces détachées dans le cadre d'une mission qui coûtera «dans le scénario le plus optimiste», quelque 4,5 milliards de dollars, une somme qui ne cessera d'augmenter avec l'envoi d'autres équipages, ont-ils calculé.

Mars One est un projet lancé par son co-fondateur et PDG, le Néerlandais Bas Lansdorp, qui a pour but d'envoyer en 2024 une première équipe de quatre volontaires pour coloniser Mars sans retour possible, après un voyage de sept mois.

Un chameau tue son propriétaire



Un chameau a tué son propriétaire américain en le mordant, en le piétinant et en l'écrasant sous son poids, ont annoncé mardi les autorités de l'Etat de Quintana Roo, dans l'est du Mexique. Richard Michael Melenski a été attaqué lundi alors qu'il passait près de l'animal dans un centre de loisirs dont il était propriétaire à Tulum, un endroit paradisiaque du littoral caraïbe du Mexique.

«Il a subi plusieurs morsures aux pieds et aux épaules. Le chameau l'a piétiné à plusieurs reprises et finalement s'est assis sur lui», selon Armando Angulo Castilla,

directeur local de la protection civile.

«On a dû passer une corde autour du cou de l'animal et le tirer à l'aide d'un pick-up», a raconté un employé, Manuel Jesus Medina.

Le Tulum Monkey Sanctuary accueille des singes mais aussi d'autres animaux comme des chiens, des canards et des chevaux.

Mardi, la page Facebook du site affichait un singe noir en signe de deuil. «Richard a perdu la vie alors qu'il s'occupait de l'un des animaux auxquels il a consacré ses 15 dernières années», pouvait-on lire.

Disparu depuis quatre ans, un perroquet revient en parlant espagnol

Nigel n'avait plus donné signe de vie depuis 2010. S'il a été retrouvé en bonne santé à Torrance (Californie), le perroquet a mystérieusement changé... C'est une histoire rapportée par le «San José Mercury News». Nigel, un perroquet gris d'Afrique, avait disparu en 2010. Il a fini par retrouver le chemin de la maison en Californie. Une excellente nouvelle pour son propriétaire. Sauf que...

Tout a commencé lorsque Teresa Micco, une vétérinaire de la ville de Torrance, est contactée par des commerçants. Ces derniers ont trouvé un oiseau dans leur jardin. Teresa Micco remonte la piste de son propriétaire via les documents de l'animalerie dans lequel il a été acheté. Il s'appelle Darren Chick, un Britannique installé en Californie.

«Je suis allée chez lui, j'ai toqué», précise Teresa Micco au «San José Mercury News». «Je me suis présentée et ai demandé : Avez-vous perdu un oiseau ? Il a d'abord dit non mais je crois qu'il pensait que je voulais dire récemment.»

Darren Chick a mis quelques minutes



avant de réaliser qu'il s'agissait bel et bien fait son perroquet, disparu en 2010.

«Il va très bien», a-t-il confié. «C'est bizarre, mais j'ai su que c'était lui à la minute où je l'ai vu.»

A un détail près: Nigel a troqué l'anglais pour l'espagnol et il réclame un certain Larry. Qu'a-t-il fait pendant quatre ans? C'est un mystère...



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.05 Saidati
10.00 Touqousse wa drousse
10.30 Ouyene houbé
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 Dalil el moustahelik
13.00 Journal télévisé
13.20 Salma
15.00 Mahla di aâchia
16.00 Mawaqie min el thourat el aalami
16.30 Generator Rex
17.00 La double vie
Série pour enfants
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Takdar tarbah
19.00 Safrat el hidjara
20.00 Journal télévisé
20.50 Rana hana
22.00 Vivre au paradis
Film
00.00 Journal télévisé



19.45 Le Cerveau



Avec Jean-Paul Belmondo, Bourvil, David Niven, Eli Wallach

L'insaisissable auteur du hold-up du train postal Glasgow-Londres, surnommé le Cerveau par la presse britannique, prépare un autre coup : dévaliser un convoi ferroviaire spécial de l'OTAN qui transporte des fonds de Paris à Bruxelles. Mais Arthur, un petit escroc parisien, récemment évadé de prison avec la complicité de son compagnon d'Indochine Anatole, a eu, sans le savoir, la même idée que le Cerveau.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
11.00 L'europe des 4 saisons
12.00 Journal en français
12.25 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association Awtar Tlemcen
14.15 Réflexions
15.00 Emigria fi douarna
16.25 Dessin animé
17.25 La dernière forêt
Documentaire
18.00 Journal en amazigh
18.25 Yamachi fel layl
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Diar el ghorba
21.45 17 octobre 1961 un crime d'Etat organisé et occulté
Reportage
22.35 NAHD/CRB en différé



19.55 Thalassa



Présenté par Georges Pernoud

De la Casamance à Saint-Louis, du Sud au Nord, découverte du pays au rythme des bateaux et des pirogues. Voyage en Casamance. Les habitants d'Eloubaline parcourent 7 km pour s'approvisionner en eau douce • Course contre le thon. Avec Severo et Djibril, découverte de cette pêche artisanale, sportive et spectaculaire • Escalade à Carabane. Après le naufrage du «Joola» en 2002, le commerce s'est effondré. Le village se reconstruit • Le trésor du Sénégal. Le combat d'Haïdar El Ali, ex-ministre de la Pêche, pour sauver les ressources marines.



JEUDI



19.55 Profilage



Saison 5 - Episode 1

- Un pour tous
Avec Odile Vuillemin, Philippe Bas, Jean-Michel Martial

Quelques semaines après son enlèvement, Chloé Saint-Laurent a pu adopter Lili et vient d'emménager dans un pavillon. Alors qu'elle reçoit une livraison de meubles, elle découvre une main dans l'un des cartons. En se rendant à l'entrepôt de distribution, Chloé, Rocher et Fred découvrent le tronc du cadavre. Le tueur a voulu exposer sa victime en éparpillant ses morceaux aux quatre coins de l'Hexagone.



21.25 Complément d'enquête

- Elus, professions protégées : la fin des intouchables ?

Présenté par Nicolas Poincaré

Commandé par l'Inspection générale des Finances, un rapport de Bercy a analysé 37 professions réglementées - des pharmaciens aux ambulanciers en passant par les notaires et les huissiers - pour déterminer si elles bénéficient de rentes. Conclusion de ce rapport : une réforme de ces professions permettraient de faire baisser les prix de 20%.



19.50 Rising Star



- 4e épisode d'auditions

Présenté par Faustine Bollaert, Guillaume Pley, Cathy Guetta, Cali

Pour cette quatrième soirée d'audition, chaque participant commence à chanter derrière un mur le cachant du public et des jurés David Hallyday, Cathy Guetta, Cali et Morgan Serrano. Durant la prestation, les téléspectateurs inscrits sur l'application de la chaîne peuvent invités à donner instantanément leur opinion : si le candidat dépasse les 70 % d'avis positifs, le mur se lève, qualifiant ainsi le candidat pour l'étape suivante.



19.50 L'oeil du mal



Avec Shia LaBeouf, Michael Chiklis, Michelle Monaghan, Rosario Dawson

Fâché avec sa famille, Jerry Shaw peine à payer son loyer. Un jour, en rentrant chez lui, il découvre que son appartement est bourré d'armes et d'explosifs. Quelqu'un cherche à le faire passer pour un terroriste. Aidé par une mystérieuse voix qui le contacte sur son portable, il réussit à s'enfuir de la salle d'interrogatoire du FBI et croise le chemin d'une inconnue avec qui il va devoir collaborer.



19.55 Ray Donovan



Saison 1 - Episode 3

- Twerk

Avec Liev Schreiber, Jon Voight, Paula Malcomson, Peter Jacobson

Ray décide de quitter le domicile conjugal. Il ne supporte pas qu'Abby laisse Mickey reprendre sa place au sein de leur famille. Terry est blessé au cours d'un entraînement de boxe mené par son père. Ray tente de convaincre son frère Bunchy de l'accompagner au tribunal pour qu'il reçoive une importante somme d'argent en dédommagement du viol qu'il a subi.

21.35 Lilyhammer



Saison 2 - Episode 1

- Le baptême

Avec Steinar Sagen, Fridtjov Såheim, Steven Van Zandt

Frank jongle entre les différents rôles de sa vie : père de famille, propriétaire de boîte de nuit et criminel. L'ancien mafieux, qui règne sur la ville comme le ferait un «parain», doit trouver un moyen de renommer les jumeaux avant leur baptême. Torgeir abîme la Ferrari d'un Anglais en voulant battre un record de vitesse. Sigrid a un nouvel homme dans sa vie. Jan s'intéresse de près à un centre d'accueil pour réfugiés.



VENREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 5

Présenté par Denis Brogniart

Les Jaunes veulent semer la zizanie chez les Rouges. Mais certains Simban ne sont pas dupes. Pour le jeu de confort, chaque équipe dispose d'une massue qui sert d'abord à casser les vases pour en libérer des colliers, puis ensuite de symbole de relais pour le coéquipier suivant. L'objectif de cette épreuve est de récupérer le plus rapidement possible les cinq colliers. Puis, l'heure est à la réunification des groupes et l'aventure devient individuelle.



19.50 Les petits meurtres d'Agatha Christie



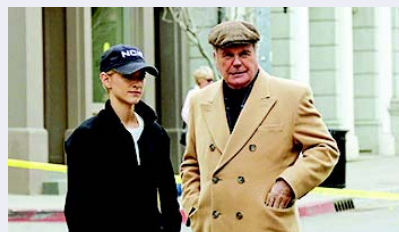
- Jeux de glaces

Avec Elodie Fenck, Samuel Labarthe, Blandine Bellavoire, Catherine Mouchet

La Main tendue, un centre de réinsertion pour malades mentaux dirigé par le docteur Bousquet, est le théâtre d'un crime sanglant. L'un de ses pensionnaires a été retrouvé la gorge tranchée. Le commissaire Laurence, qui vient de prendre ses fonctions, mène l'enquête.



19.50 NCIS



Saison 11 - Episode 16

- Dimanche interruptus

Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, Pauley Perrette

Un homme s'étant fait passer pour un officier de la marine tire sur DiNozzo. Ce dernier riposte et abat l'inconnu. Seul témoin du drame : le père de DiNozzo, présent en ville pour faire certaines révélations à son fils. Le vieil homme est alors interrogé par un agent de l'Inspection générale qui mène une enquête sur cette affaire. Abby découvre que la victime était un détective privé réputé.

00.10 Sons of Anarchy



Saison 6 - Episode 4

- La grande faucheuse

Avec Charlie Hunnam, Donal Logue, Jimmy Smits, Rockmond Dunbar

Le corps d'une femme qui travaillait au Dio-sa est retrouvé par la police. Tout semble accuser Nero mais le shérif Roosevelt reste perplexe devant la découverte d'autres indices. De son côté, Lee Toric continue de faire pression sur Clay pour qu'il dénonce les Sons.



19.30 Championnat de France Ligue 1



- Lens / Paris-SG

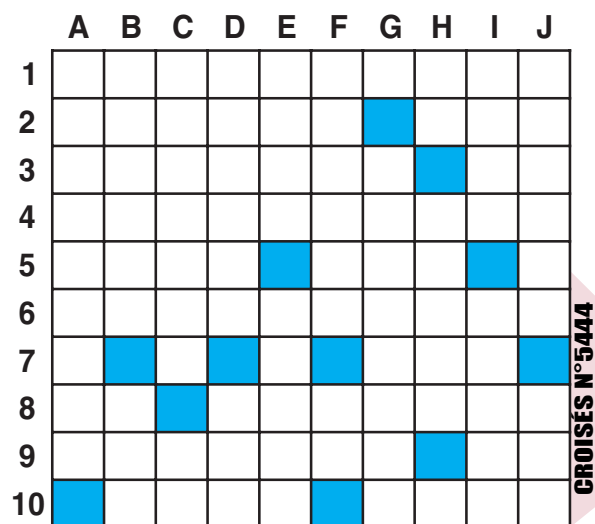
Après Claude Makelele, qui avec Bastia avait chuté au Parc des Princes (2-0), c'est au tour d'Antoine Kombouaré, autre grand ancien sur le terrain comme sur le banc du club de la capitale, de défier les partenaires de Thiago Motta. Les Sang et Or de Pablo Chavarria, privés du soutien inconditionnel de leurs supporters du stade Bollaert, auront du mal à faire plier des Parisiens, galvanisés par l'ambiance du Stade de France.

21.25 Jour de foot, première édition



- 10e journée de Ligue 1

Le stade de France était le théâtre du premier match de la 10e journée de Ligue 1, qui voyait les Sang et Or lensois d'Antoine Kombouaré se frotter au Paris-SG. Karim Bennani revient sur les moindres détails de cette rencontre et présente les autres duels du week-end, parmi lesquels Lorient / Saint-Etienne, Monaco / Evian Thonon Gaillard, Marseille / Toulouse, Bordeaux / Caen et Montpellier / Lyon, qui sera diffusé en première partie de soirée dimanche soir sur Canal +.



Horizontalement:

- Frères Jack...
- Distingue.
- Ancienne régate.
- Taquinait.
- Crier dans tous les sens.
- Voie d'accès.
- Fait original.
- Préposition.
- Parodient.
- Cousue Main.
- Contracté.
- D'Adam à Eve !

Verticalement:

- On peut dire qu'elles tombent à pic !
- Expérimentée.
- La substantifique moelle !
- Demi-tour.
- Bâtiment. Ne sécha pas
- Pétoche. Dissimuler.
- Simple renvoi.
- De noble, de basse extraction.
- Curieux.
- De vieilles connaissances.
- A nous couper le souffle !
- Jeu. Mis à ras.
- Mère de charge et ses enfants. S'est écrasée.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5443

T	O	U	R	N	E	M	A	I	N
R	I	T	E	R	E	V	U	E	
I	S	E	N	S	A	G	E		
M	I	R	L	I	T	O	N	S	
A	V	E	L	A	N	C	E		
R	E	V	E	T	E	T	O		
D	E	M	P	E	S	E	E	S	
E	N	N	U	I	S		T	I	
U	S	U	E	L		A	B	E	E
R	A	S	S	E	M	B	L	E	R

FLECHES N° 5443

B	O	U	R	D	E	S
C	O	U	T	A	U	T
A	B	A	N	S	E	
M	E	L	O	N	S	A
E	D	I	T	E	E	K
M	S	E	S	A		A
B	L		R	P	V	O
E	A	U		E	V	A
R	V		S	U	R	N
T	A	T	A		A	T
B	A	L	A	I		A
R	O	S	E	S	V	T

FOUILLIS N° 5443 DIMANCHE (DIT - MANCHE)

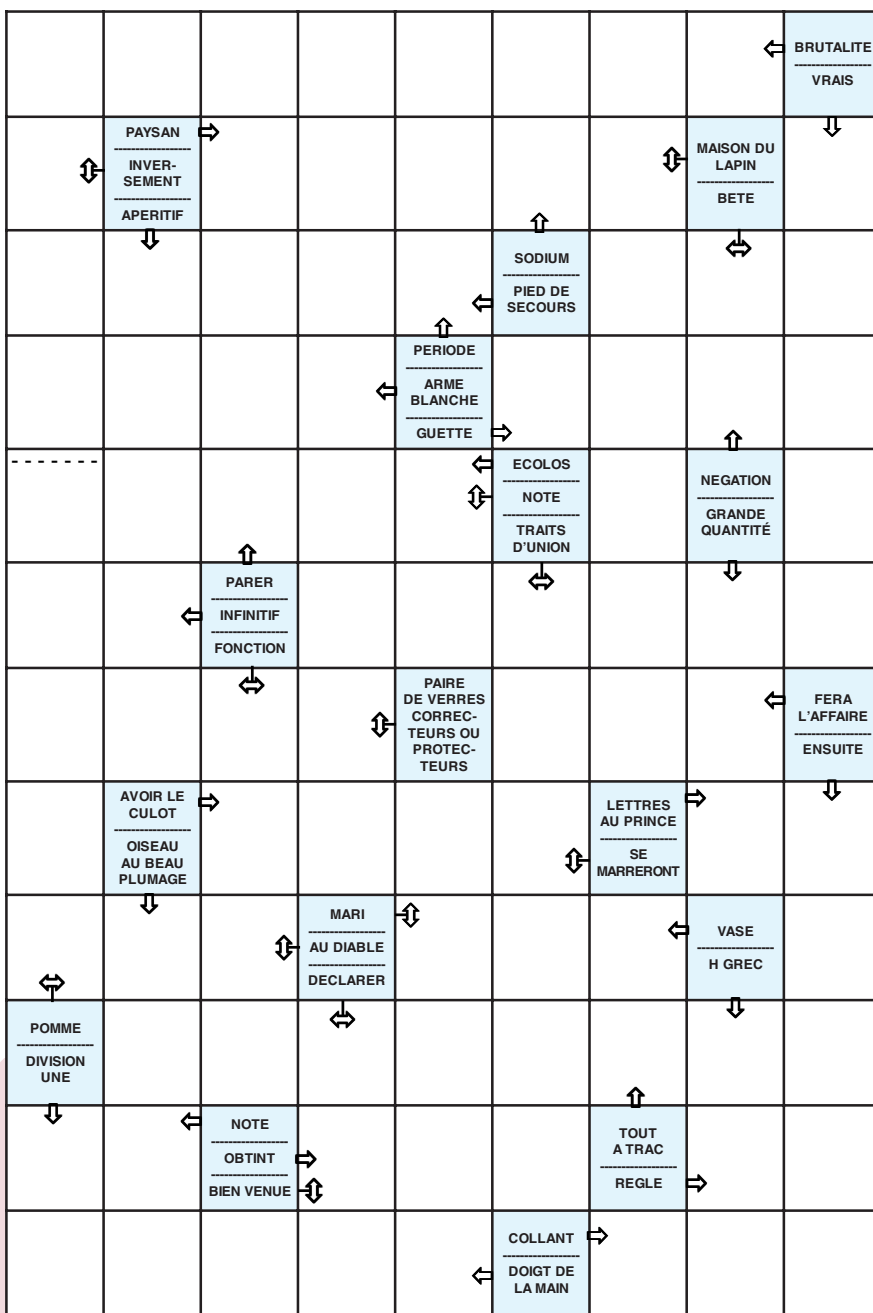
CODÉS N° 5443

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
C	A	P	O	E	I	L	S	N	R	T	D	B
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
G	H	U	V									

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	M	R										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	8	7	14	8	10	6	5	3	4
5	9	6	8	10	5	2	5	7	9
4	1	10	6	5	3	5			1
9	3		11		8		12	8	9
6	6		9	5	9	13	5		13
15	5	4		7		5	10	10	5
13		6	8	9	1		10	8	
10	6	4	4	5		11	5	3	5
1	7			4	8	10		14	7
9		5	12		16	13	4		14
6	7	16	6	9	1		8		8
8	6	5	4		9	8	3	9	4
7	5		9	3	6	4	9	5	4
	3	13	5		8		6	10	5
12	1	9	3	8	7	7	5		3

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLECHES N° 5444

AGREMENT - AMBITION - AUBE - BOUSCULER - CADENAS - CONSTERNER - CREDO - ECHO - ECRAN - EGALEMENT - ENVOI - FANGE - FEERIE - FELIN - GAINE - GILET - GISEMENT - LIAISON - LOURDEUR - MATERNITE - MEDITATION - MENTION - MINE - NAGER - NEON - OGRE - PANIER - PEINER - PIANO - PION - PRESAGE - RECAPITULATION - ROUSPETANCE - SAVON - SEAU - TESSON - TITRE - VELIN - VAINCRE - ZAZOU - ZIZANIE.

N	O	I	T	I	B	M	A	E	G	A	S	E	R	P
N	O	S	S	E	T	N	E	M	E	L	A	G	E	P
O	D	E	R	C	N	T	N	E	M	E	S	I	G	R
I	N	E	U	N	E	S	A	N	E	D	A	C	I	I
T	O	C	O	O	M	R	U	E	D	R	U	O	L	M
A	I	N	Z	I	E	E	B	O	E	A	O	G	E	A
L	T	A	A	T	R	N	E	N	E	N	A	R	T	L
U	A	T	Z	N	G	I	R	S	A	I	E	E	V	E
T	T	E	I	E	A	E	T	I	N	R	E	T	A	M
I	I	P	Z	M	T	P	P	E	T	N	N	N	I	E
P	D	S	A	S	N	A	L	I	A	I	S	O	N	G
A	E	U	N	A	I	N	T	R	L	O	V	I	C	N
C	M	O	I	V	L	I	C	E	H	N	M	P	R	A
E	C	R	E	O	E	E	F	C	E	I	R	E	E	F
R	E	G	A	N	V	R	E	L	U	C	S	U	O	B

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est blême.
- Mont 2e est une note de musique.
- Mont 3e est une conjonction de coordination.
Mont tout est un arbre fruitier des régions chaudes.



HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Ne vous laissez pas emporter par la colère pour de petits détails sans importance. Faites preuve de compréhension avec votre entourage immédiat.



Taureau 21-04 au 21-05

Vous avez l'occasion inespérée de pouvoir facilement résoudre un problème qui vous préoccupe depuis un certain temps. Il ne faudra pourtant pas faiblir face à l'obstacle car une difficulté imprévue vous retardera dans votre progression.



Gémeaux 22-05 au 21-06

La chance sera tout prêt de vous. Il serait bon d'en profiter pour essayer encore une tentative hardie auprès d'une personne qui paraît vous être favorable. Qui ne tente rien a rien.



Cancer 22-06 au 22-07

C'est une lourde tâche que de vouloir prendre en charge ceux pour qui on nourrit des sentiments profonds. Faites savoir ce qu'il en est car il est temps de vous libérer de ce genre d'asservissement qui finit par vous peser.



Lion 23-07 au 23-08

Vous aurez une pensée pour quelqu'un que vous pensiez avoir oublié. Vous aurez la certitude qu'un rapprochement est possible et vous allez mettre en œuvre tout ce qu'il faut pour qu'une rencontre ait lieu.



Vierge 24-08 au 23-09

Votre forme aurait tendance à très nettement s'améliorer si vous preniez plus sérieusement soin de vous. Une note de nombrilisme vous serait recommandée en particulier en début de journée.



Balance 24-09 au 23-10

Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet très épineux. Tournez votre langue sept fois dans la bouche avant de prendre la parole. Vous avez sans aucun doute raison de penser comme cela mais vous savez aussi que toute vérité n'est pas toujours bonne à dire.



Scorpion 24-10 au 22-11

Faites très attention à certains signes et indices révélateurs toute la semaine. Le moral et la forme physique sont là et vous avez confiance en vous.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Une importante décision à prendre risque de vous peser. Il faut bien mesurer toutes les possibilités de vous en sortir avec panache. Vos chances subissent une certaine érosion provenant des circonstances actuelles difficiles. Ne vous laissez pas aller au découragement.



Capricorne 22-12 au 20-01

Comme la chance en affaires vous préoccupe, vous n'êtes pas tout à fait sûr d'être capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues.



Verseau 21-01 au 18-02

Vous aurez la tentation de vous investir dans une affaire que vous cernez mal. Votre hésitation à prendre une décision immédiate vous rend un grand service car ce n'était pas gagné d'avance. Vous allez devoir réviser votre façon de voir les choses.



Poissons 19-02 au 20-03

Vous aurez le moral des vainqueurs. Les circonstances du moment vous seront largement favorables. Une association avec des gens peu recommandables vous fait fuir.

Le groupe Amor Benamor au Salon mondial de l'agroalimentaire de Paris

Le groupe Benamor participe, pour la quatrième fois consécutive, au Salon mondial de l'agroalimentaire qui se tiendra du 19 au 23 octobre 2014, au parc des expositions de Villepinte, Paris-Nord (France). Evènement majeur de l'agroalimentaire mondial, le SIAL Paris attire quelque 150.000 visiteurs professionnels de plus de 200 pays. C'est aujourd'hui le rendez-vous incontournable des industriels de l'agroalimentaire qui visent les marchés internationaux.

En participant au SIAL 2014, le groupe Benamor veut promouvoir à la fois son savoir-faire acquis durant plus de 30 ans dans l'industrie agroalimentaire mais également de l'industrie algérienne. Benamor réaffirme ainsi son ambition d'asseoir sa notoriété à l'échelle internationale.

Benamor accueillera cette année ses visiteurs sur un stand de près de 400 m², soit le double de la surface déployée lors de l'édition SIAL 2012. La marque Amor Benamor présentera sa gamme de pâtes et couscous, produits en conserve et ses dernières nouveautés : des tomates séchées à l'huile d'olive, sauces tomates préparées et aides culinaires à base de produits du terroir.

Ne manquez pas ce rendez-vous ! Nous serons ravis de vous accueillir sur notre stand N° P 200 situé au Hall 5 A, Parc des expositions, Villepinte - Paris.

Attentat à la bombe au Caire, 12 blessés



L'explosion d'une bombe a blessé au moins 12 personnes mardi soir dans le centre du Caire, a annoncé le ministère de la Santé en Egypte, pays en proie à une vague d'attentats revendiqués par des djihadistes depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en 2013.

La bombe a explosé non loin d'un tribunal et d'une bouche de métro, dans un quartier du centre-ville très fréquenté à cette heure, peu avant minuit heure locale. Un haut responsable du ministère de l'Intérieur a déclaré à la télévision d'Etat qu'il s'agissait d'un attentat. Au moins 12 personnes ont été blessées, «la plupart légèrement», a indiqué Khaled al-Khatib, haut responsable du ministère de la Santé, en direct sur la télévision d'Etat Nile TV. Une femme enceinte figure parmi les blessés, selon lui.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'armée libyenne appuie l'opération du général Haftar à Benghazi



L'armée libyenne a annoncé avoir apporté son soutien à l'opération du général à la retraite Khalifa Haftar à Benghazi contre «les groupes terroristes», a indiqué mercredi à l'AFP le porte-parole du chef d'état-major. «L'armée libyenne appuie l'opération +Dignité+, lancée par Khalifa Haftar en mai. «Désormais, c'est une opération parmi d'autres de l'armée», a déclaré le colonel Ahmed al-Mesmari. Les autorités de

transition avaient condamné dans un premier temps l'opération de Haftar, qui a été accusé de mener un coup d'Etat. Mais elles semblent avoir changé de position après l'élection fin juin du nouveau Parlement dominé par les anti-islamistes.

Ce Parlement avait nommé fin août un nouveau chef d'état-major, Abdel Razzak Nadhoury, qui était déjà un des commandants de l'opération «Dignité». Les autori-

tés de transition ont été ainsi accusées par des milices et des élus de complaisance avec le général Haftar, surtout après avoir perdu le contrôle de Tripoli. Les forces de l'armée loyales à Haftar ont lancé mercredi une nouvelle offensive sur Benghazi pour tenter de reprendre cette ville de l'est libyen tombée en juillet aux mains de milices islamistes. Au moins douze personnes ont été tuées, selon un bilan arrêté à la mi-journée.

Manifestation à Tunis contre la torture et «l'impunité de la police»

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté mercredi devant le ministère de l'Intérieur à Tunis pour dénoncer la torture et «l'impunité de la police», a constaté une journaliste de l'AFP. «A bas les bourreaux, à bas leurs alliés au sein de la justice», proclamait une pancarte brandie par une manifestante lors de ce rassemblement auquel avaient appelé plus d'une vingtaine d'associations et d'ONG. «La torture existe toujours et reste pratiquée. Et on a l'impression que la police est forte d'un sentiment d'impunité», a dit à l'AFP Radhia Nasraoui, avocate et militante historique contre la torture policière, une pratique très répandue sous le régime déchu de Zine El Abidine Ben Ali.



«L'une des choses ayant changé aujourd'hui, c'est que certains policiers et agents des prisons parlent eux aussi pour dénoncer la torture. Mais la justice reste lente», a-t-elle ajouté. Les auto-

rités assurent qu'il n'y a que des cas isolés aujourd'hui, mais les défenseurs des droits de l'Homme affirment que les mauvais traitements restent répandus et largement impunis.

EDITORIAL

Par K. Selim

LA BLEUITE GÉNÉRALE

pouvoir s'est auto-intoxiqué dans cette forme de «bleuite» qu'est la croyance que l'on peut indéfiniment réussir à gérer les problèmes politiques par des moyens sécuritaires.

Ghardaïa est, depuis au moins une année, l'illustration caricaturale de cette manière d'appréhender les questions politiques et les demandes des citoyens. Le ras-le-bol des policiers de Ghardaïa est d'abord politique. On leur demande plus de ce qu'ils ne peuvent donner. Leur rébellion est un signe qu'ils ont atteint les limites absolues.

A Ghardaïa, l'action de la police a cessé depuis des mois d'être efficiente. Les vieux modes de gestion ont été dépassés, les relais traditionnels discrédités. C'est une situation d'anomie, propice à toutes les manipulations possibles, qui s'est installée.

Ghardaïa n'est pas une spécificité, c'est juste une Algérie en avance, avec un résultat, précoce mais généralisable au reste du pays, de l'interdiction de la politique au profit des démarches clientélistes.

Une société qu'on empêche de s'organiser de manière libre et dans un cadre légal n'est pas et ne sera jamais un gage de stabilité. La gestion policière apporte une tranquillité trompeuse. Et même si Tayeb Belaïz est allé à Ghardaïa,

prêt à donner et à décaisser pour ramener le calme dans les rangs, cela ne changera rien. On peut même dire qu'à force de demander à des policiers de s'occuper de régler, par la matraque, les problèmes politiques, ils finissent par faire eux-mêmes de la politique.

Le «l'rhah Hamel» n'est pas une demande sociale, c'est une revendication politique qui est soulevée de l'intérieur du système par les acteurs et les agents du système. Dans un système «normal», cela est un signe clinique d'un effondrement de la discipline légale qui appelle un traitement politique sérieux. Mais dans un système en état de paralysie, la médication politique n'est pas à l'ordre du jour.

Le système a réussi à neutraliser à un coût élevé les demandes de changement politique de la société. Mais au prix d'un immobilisme morbide qui est en train de fissurer la cohérence de l'appareil sécuritaire. Entre un DRS que certains disent en état de «grève silencieuse» et une police en état de grève ouverte, ce sont les principaux instruments du pouvoir, les seuls avec l'argent du pétrole, qui sont gagnés par la fièvre.

Inutile de dire que cette situation conforte ceux qui appellent à un consensus pour un changement ordonné et une remise en mouvement du pays. Mais ceux qui sont atteints de bleuite continueront à dire que l'Algérie a des institutions et n'a pas besoin de transition. Ni de consensus.

Le réseau 3G + + de Ooredoo leader en Afrique du Nord

Le classement officiel NetQB (Network Quality Benchmark) d'Ericsson a classé le réseau 3G ++ de Ooredoo Algérie premier en Afrique du Nord en terme de débit pour les trois premiers trimestres 2014. Grâce aux accomplissements réalisés en commun avec son équipementier Ericsson, Ooredoo Algérie se distingue également en étant l'un des premiers opérateurs au monde à atteindre un débit réseau de 63Mb/s. A propos de cette performance, le Directeur Général de Ooredoo M. Joseph Ged a déclaré : «Nous sommes très fiers que notre réseau 3G ++ fasse l'objet de distinctions internationales comme étant le meilleur en Afrique du Nord. Notre réseau est présenté en modèle et notre équipe est citée en exemple bien au-delà de nos frontières. Je tiens donc à féliciter la grande famille de Ooredoo Algérie pour cet accomplissement hors du commun. Nous continuerons à repousser les limites pour porter l'internet mobile Algérien au plus haut niveau international.»

Les pays du Golfe envisagent une force navale conjointe



Les six monarchies arabes du Golfe envisagent de se doter d'une force navale conjointe pour protéger leurs eaux territoriales, a annoncé mercredi un haut officier koweïtien. Cette nouvelle force devrait être mise en place dans les «prochains mois» et devrait être appelée «Groupe de sécurité 81», a précisé le conseiller du ministère de la Défense, le général Ahmed Youssef al-Moulla.

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG - Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Koweït) avaient formé en 1982 une force terrestre commune, appelée Bouclier de la péninsule, qui a été remplacée ensuite par un système de commandement unifié entre les six armées. Lors de leur dernier sommet en décembre à Koweït, les pays du CCG, ont approuvé la création d'un commandement militaire unifié pour «raffermir la stabilité et la sécurité régionales. Le général Moulla, cité par l'agence de presse koweïtienne Kuna, a indiqué que les effectifs de la force navale conjointe seraient calculés en fonction du «niveau des menaces contre la sécurité maritime dans le Golfe».

L'ONU réaffirme le droit des Sahraouis à l'auto-détermination

Les Etats membres des Nations unies ont réaffirmé à l'unanimité le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et leur responsabilité vis-à-vis du peuple sahraoui et la décolonisation de son territoire occupé illégalement par le Maroc, a indiqué mardi à New York le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould-Salek. «Les 193 Etats membres des Nations unies, représentés au sein de la Quatrième commission de l'Assemblée générale chargée de la décolonisation, viennent de réaffirmer à l'unanimité le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et la responsabilité des Nations unies vis-à-vis de notre peuple et la décolonisation de son territoire occupé illégalement par le Maroc», a indiqué M. Ould-Salek dans une déclaration à la presse. Il a affirmé que la résolution adoptée par les Nations unies constitue «un rejet catégorique aux tergiversations et aux manœuvres de l'occupant marocain visant à imposer la politique du fait accompli à la communauté internationale».